

Anno XII, n. 2 – 2020

Storia e Politica

Rivista quadrimestrale



Università degli Studi di Palermo
Dipartimento di Scienze politiche e delle relazioni internazionali
(D.E.M.S.)

Storia e Politica

Nuova serie

Direzione/Editors: Claudia Giurintano (Direttore responsabile, Università di Palermo), Giorgio Scichilone (Università di Palermo).-

Eugenio Guccione (Direttore emerito, Università di Palermo).

Comitato Scientifico/ Advisory Board: Marcella Aglietti (Università di Pisa); Francesco Bonini (Università Lumsa); Carmelo Calabrò (Università di Pisa); Gabriele Carletti (Università di Teramo); Paolo Carta (Università di Trento); Manuela Ceretta (Università di Torino); Salvatore Cingari (Università per Stranieri di Perugia); Alberto De Sanctis (Università di Genova); Franco M. Di Sciullo (Università di Messina); Claudia Giurintano (Università di Palermo); Guido Melis (Università di Roma La Sapienza); Enza Pelleriti (Università di Messina); Francesca Russo (Università Suor Orsola Benincasa); Fabrizio Sciacca (Università di Catania); Giorgio Scichilone (Università di Palermo); Luca Scuccimarra (Università di Roma La Sapienza); Mario Tesini (Università di Parma).- *Honorary Members:* Nicola Antonetti (Università di Parma); Giuseppe Astuto (Università di Catania); Paolo Bagnoli (Università di Siena); Franca Biondi Nalis (Università di Catania); Giuseppe Buttà (Università di Messina); Maria Sofia Corciulo (Università di Roma La Sapienza); Eugenio Guccione (Università di Palermo); Francesco Mercadante (Università di Roma La Sapienza); Paolo Pastori (Università di Camerino); Claudio Vasale (Università Lumsa).-

Comitato Scientifico Internazionale/International Advisory Board: Francisco Javier Ansuátegui Roig (Universidad Carlo III de Madrid); William J. Connell (Seton Hall University); Bernard A. Cook (Loyola University New Orleans); John P. McCormick (University of Chicago); Jean-Yves Frégné (Université de Rouen – Normandie); Marcel Gauchet (École des Hautes Études en Sciences Sociales - Paris); Rachel Hammersley (Newcastle University); François Jankowiak (Université Paris-Sud/Paris-Saclay); Salvatore Rotella (Riverside Community College - California); Quentin Skinner (University of London).-

Comitato Editoriale/Editorial Board: Cataldo Nicosia (coordinamento redazionale, Università di Catania); Mauro Buscemi (Università di Palermo), Dario Caroniti (Università di Messina), Walter Crivellin (Università di Torino), Federica Falchi (Università di Cagliari), Angela Taraborrelli (Università di Cagliari).

Per le proposte di recensioni e le segnalazioni di nuovi volumi da inserire nella rubrica *Dalla Quarta di copertina* scrivere a storiaepolitica@unipa.it.

<https://www.editorialescientifica.com/shop/catalogo-riviste/riviste-open-access/storia-e-politica.html>

Sede redazionale: Università degli Studi di Palermo, Dipartimento di Scienze Politiche e delle Relazioni Internazionali, ex Collegio San Rocco, via Maqueda 324 – 90134 Palermo.

DIRETTORE DEL DIPARTIMENTO: Alessandro Bellavista

Tel. +39-09123892505/515/715 storiaepolitica@unipa.it

Autorizzazione del Tribunale di Palermo n.8 del 19/20-03-09 Quadrimestrale-.

Editore: Editoriale Scientifica s.r.l

Via San Biagio Dei Librai, 39 – 80138 – Napoli

Tel. 0815800459 – email: info@editorialescientifica.com

Storia e Politica is a Peer-reviewed journal in open access

EISSN 2037-0520

Agosto 2020

Anno XII n. 2 Maggio - Agosto 2020

Ricerche/Articles

Yves Léonard
Autoritarisme ou fascisme? Une Historikerstreit portugaise sur la nature du Salazarisme 207

Laura Mitarotondo
Rodolfo De Mattei e il «dogma» della democrazia. Un itinerario critico nella politica postunitaria a partire da Gaetano Mosca 224

Federica Falchi
Mazzini, Mickiewicz e Fuller: democrazia e questione sociale (1830-1850) 267

Note e discussioni/Notes and discussions

Nicola Carozza
Ettore Carozzo: popolare ligure antifascista ed editore dei fuoriusciti in Francia 302

Manlio Corselli
La guerra (in)civile spagnola. La strage degli anarchici a Barcellona (1937) 315

Cronache e notizie/Chronicles and news

Adriano Vinale
Il pensiero politico alla prova della pandemia. Tavola rotonda AISDP (2, 6 luglio 2020) 332

Recensioni/Reviews

F. Taricone, *Politica e Cittadinanza. Donne socialiste fra Ottocento e Novecento* (L. Napoleoni); G. Carletti, *O cattolici col papa o barbari col socialismo. L'antisocialismo in Italia (1849-1899)* (F. Di Giannatale); M. Severini, *Il circolo di Anna. Donne che precorrono i tempi* (F. Taricone); G. Pontara, *L'antibarbarie. La concezione etico-politica di Gandhi e il XXI secolo* (A. Loche); T. Todorov, *L'identità europea* (N. L. Pesci). 337

Dalla quarta di copertina/ Back cover 362

Ricerche/Articles

YVES LÉONARD

AUTORITARISME OU FASCISME? UNE *HISTORIKERSTREIT* PORTUGAISE SUR LA NATURE DU SALAZARISME

Salazar est mort il y a cinquante ans, le 27 juillet 1970. Mais le salazarisme lui a survécu. Pas seulement jusqu'au 25 avril 1974 et la révolution des Œillets. Mais ici et maintenant, accastillé au navire d'une modernité qui semble se plaire à voir resurgir certains fantômes du passé. Alors qu'on pensait le Portugal immunisé de l'extrême-droite grâce aux Œillets d'avril, *Chega !* a fait une entrée tonitruante au Parlement en octobre 2019, avec l'élection d'un député, André Ventura, qui multiplie les déclarations racistes, affirmant à tout vent son nationalisme identitaire, son conservatisme social et son libéralisme économique. Son élection a fait l'effet d'un coup de tonnerre, tant les rodomontades jusque-là de ce docteur en droit, consultant et commentateur sportif à ses heures, transfuge opportuniste du PSD (Parti social-démocrate) ne laissait guère augurer un tel succès électoral, ni de voler ainsi la vedette au PNR (Parti National Rénovateur), le parti nationaliste de droite radicale, cantonné à moins de 0,5% des suffrages depuis une dizaine d'années. Bien que modeste au regard du score national de *Chega!* (1,3% des suffrages), le succès récent de ce parti a braqué les projecteurs médiatiques sur une formation ayant fait du racisme - notamment à l'encontre de la communauté tzigane -, du rétablissement de la peine de mort et de la dénonciation de la corruption de la classe politique ses principaux chevaux de bataille. Et dont le *leader* ne fait pas mystère aussi de son admiration pour Salazar - parangon de vertu, selon lui, d'homme d'Etat et de saine gestion -, tout en l'adaptant aux recettes de la modernité libérale et numérique dictées par les algorithmes et

big data des réseaux sociaux. Au point de perturber les partis de droite, construits jusque là sur le refus de l'encombrant héritage salazariste, et de faire perdre à certains leur boussole politique, alors qu'au Brésil Jair Bolsonaro emprunte allègrement idées et slogans au vieux dictateur portugais.

Cette élection d'André Ventura a douché brutalement la croyance, largement partagée, d'une immunisation de la société portugaise post-25 avril aux idées et au discours de cette droite radicale, nativiste et populiste, à l'audience croissante en Europe. Ce populisme se nourrit, ici comme ailleurs, à la fois de la déshérence d'une partie de l'électorat populaire, qui se réfugie depuis des années dans l'abstention et la désaffection vis-à-vis du système des partis, et des errements d'une part croissante de cette « droite de gouvernement », aujourd'hui de plus en plus déboussolée, qui s'était reconstruite depuis le 25 avril sur le refus affiché de toute référence au salazarisme et aux idées de l'extrême-droite. Alors que le débat académique qui, après avoir repris l'antienne du salazarisme identifié à un régime fasciste dans le prolongement de la révolution des Œillets, avait progressivement fait place, depuis la fin des années 1980, à une relecture du régime salazariste comme autoritarisme, une nouvelle remise en cause s'est opérée depuis une dizaine d'années, sur fond de débats particulièrement vifs, en forme de querelle des historiens - *Historikerstreit* - portugaise.

1. *Banaliser le salazarisme pour mieux l'absoudre ?*

Alors, fasciste le régime salazariste ? Ou bien régime autoritaire, pour mieux le banaliser et « l'absoudre du fascisme » ? Ces questions n'ont cessé de provoquer débats et controverses depuis des décennies. Dès les années 1930, Miguel de Unamuno, professeur à l'Université de Salamanque, avait qualifié le salazarisme de « fascisme de professeur d'université » (« *Fascismo catedrático* »), traduisant une lecture politique solidement ancrée chez les opposants au régime, combattant celui-ci aux cris de « À bas le fascisme ! », au risque de faire du mot fasciste une épithète banale et de réduire le terme à un attrape-tout mêlant idéologie, régime et mouvement. Au Portugal, le débat

académique sur l'histoire de l'*Estado Novo*, impossible au temps de la dictature qui considérait l'histoire contemporaine comme l'apanage de la propagande et de journalistes ou « historiens/hommes de lettres » accrédités comme João Ameal (1902-1982), suscite des joutes passionnées depuis les travaux pionniers menés en exil sur « l'opposition au Portugal » du sociologue Herminio Martins (1934-2015) qui a enseigné toute sa vie en Grande-Bretagne et ceux de Manuel de Lucena (1938-2015), qui, alors exilé politique, après avoir montré que « le fascisme n'est pas un totalitarisme » et « le corporatisme n'est pas inévitablement fasciste », définissait au début des années 1970 l'*Estado Novo* comme un « fascisme sans mouvement fasciste¹ ».

L'analyse du salazarisme comme fascisme tend alors à s'imposer, comme en témoignent les travaux au Portugal de la « Commission du livre noir sur le régime fasciste » créée en 1978 et dont les travaux sont publiés en 1981 sous l'égide des services de la présidence du Conseil. Mais, depuis le début des années 1980 l'accès facilité aux sources a rendu possible l'émergence d'une histoire contemporaine scientifique du Portugal, ignorée sous Salazar et dévolue à la propagande. L'inventaire du fonds Salazar avait pour l'essentiel été réalisé dans les années 1980, lorsque celui-ci était encore déposé à la Bibliothèque nationale de Lisbonne, avant son transfert, en 1991, aux nouvelles Archives Nationales de Torre do Tombo. Au début des années 1990, l'accès au fonds Salazar restait encore problématique, malgré la mobilisation des contemporanéistes portugais qui venait de rendre possible la consultation de ce fonds aux chercheurs « détenteurs d'un intérêt évident », l'ouverture à la consultation publique restant régie par la règle des 25 ans consécutifs à la mort de Salazar, soit 1995. De fait, après l'ouverture à la consultation publique, en 1989, du fonds d'archives du ministère de l'Intérieur couvrant la période 1927-1947 et avant même le transfert à Torre do Tombo des archives de l'Union nationale et de la Légion portugaise, puis celles de la police politique, la PIDE, une étape décisive était franchie. Cette « levée d'écrou historiographique » se traduisit rapidement par une véritable efflorescence éditoriale sur l'*Estado Novo* qu'avait

¹ Martins (1968 : 302-336) ; Lucena (1976).

inauguré en 1986 le colloque universitaire « *O Estado Novo. Das origens ao fim da Autarcia* »², avec en toile de fond le débat académique sur la nature du salazarisme nourri des travaux d'historiens et politistes, anglo-saxons pour la plupart (Juan J. Linz, Stanley G. Paine, Philippe C. Schmitter) et plus enclins à considérer le salazarisme comme un régime autoritaire³.

De cet accès facilité aux fonds d'archives, il était alors possible de ressortir avec quelques pépites, conscient de leur richesse et de l'apport des relectures opérées notamment par l'historiographie anglo-saxonne et des historiens/politistes portugais comme António Costa Pinto, contribuant à une « levée d'écrou historiographique » sur le salazarisme. Aux questions posées le plus souvent – combattu au nom du fascisme, le salazarisme cherchait-il réellement à imiter les régimes nazi et mussolinien ? Quelle était la nature politique de la dictature portugaise ? Était-elle si singulière ? Comment Salazar était-il parvenu à diriger et à « faire vivre le Portugal habituellement », tout en le bâillonnant pendant plus de quarante ans ? –, de nouvelles réponses étaient alors apportées par ces historiens, dessinant un deuxième grand courant d'interprétation. Allant de Manuel Braga da Cruz, au début des années 1980, à Filipe Ribeiro de Menezes, auteur en 2009 d'une biographie politique de Salazar⁴, ce courant privilégiait une lecture du salazarisme comme régime autoritaire, approche selon laquelle toute dictature réactionnaire n'est pas nécessairement fasciste. António Costa Pinto, depuis ses travaux pionniers au début des années 1990 sur les « problèmes d'interprétation en sciences sociales sur le salazarisme et le fascisme européen », jusqu'à la publication, en 2012, de *The Nature of Fascism revisited* et une nouvelle édition en 2015 de son ouvrage sur les « Chemises Bleues et Salazar » (*Rolão Preto e o Fascismo em Portugal*), démontre qu'il y eut bien au Portugal un véritable mouvement fasciste,

² Actes du colloque de la Faculté de Lettres de Lisbonne (mars 1980), *O Fascismo em Portugal*, (1982) ; Actes du Colloque de l'Université Nouvelle de Lisbonne et de la Fondation Gulbenkian (1986), *O Estado Novo. Das origens ao fim da Autarcia*, (1987).

³ Cf. notamment Linz (1975 : 175-412) ; Payne (1980 et 1983 : 523-531) ; Schmitter (1999).

⁴ Cf. Cruz (1980 et 1988) ; Menezes (2009).

les « Chemises Bleues » du National-syndicalisme, finalement mis au pas par Salazar. António Costa Pinto souligne ainsi que, si le salazarisme emprunte des traits au fascisme italien dans sa construction institutionnelle, il s'en écarte notamment par la nature du chef, Salazar n'étant en rien un *Duce* et n'ayant pas cherché à incarner un rôle de leader charismatique pour mobiliser les masses. Il s'en écarte également par le fonctionnement de son système politique et son modèle de relations avec la société, avec un parti unique qui ne fut jamais un agent déterminant en matière de formation des élites politiques ni de mobilisation des masses, l'*Estado Novo* n'étant pas cet « Etat double » marqué par la tension parti-Etat propre au fascisme.

Le corporatisme, prévu par la Constitution de 1933, joue bien un rôle central dans l'architecture institutionnelle, l'idéologie, la propagande et dans l'intervention économique de l'Etat. S'il subit bien l'influence de son *alter ego* italien, il est avant tout une idée cardinale de la doctrine sociale de l'Eglise, conditionné par ce catholicisme social dont Salazar se réclame. Au sein des régimes dictatoriaux, « le corporatisme ne constitue pas un élément spécifique du fascisme, mais bien un élément central de légitimation d'une bonne partie des autoritarismes. » Quant à la dimension non mobilisatrice du régime, elle doit s'entendre au sens « d'une absence de mobilisation et d'encadrement tendanciellement totalitaire de la population, l'*Estado Novo*, même durant « l'époque du fascisme », restant profondément conservateur, plus confiant dans les instruments d'encadrement traditionnels, comme l'Eglise et les élites de province, qu'en des organisations de masse⁵ ».

De mon côté, dans *Salazarisme et Fascisme*⁶, publié en 1996, je m'efforçais de montrer que, si dans la seconde moitié des années 1930, plusieurs régimes dictatoriaux avaient emprunté des éléments du décor fasciste pour se donner des signes extérieurs de force et de virilité, avec bras tendus et défilés au pas de l'oie – ce « badgeon romain » évoqué naguère par René Rémond –, attirés par ce « champ magnétique du fas-

⁵ Cf. Pinto (2015 : 342). Également Pinto (1992a et 1992b : 670-684).

Sur le corporatisme et l'autoritarisme, cf. Pinto (2014a : 87-117). Cf. également Pinto (2014b : 154-175).

⁶ Cf. Léonard (1996, nouvelle édition 2020) et (2016)

cisme » analysé par Philippe Burrin, une rhétorique, une esthétique et des structures ouvertement inspirées de l'Italie mussolinienne ou de l'Allemagne nazie s'étaient bien diffusées au Portugal dans les années 1930. Ainsi, dès 1933, avec le Statut du Travail national et le corporatisme, en 1935, avec la Fédération Nationale pour l'allégresse dans le travail (FNAT), ou bien encore, en 1936, avec la *Mocidade Portuguesa*, aux uniformes verts et ceintures ornées d'une boucle avec le S de « Servir » – de fait celui de Salazar –, ainsi que la Légion portugaise. Pour autant, un « pluralisme politique limité », selon la formule de Juan J. Linz pour qualifier un régime autoritaire, était toléré et le parti unique (Union nationale), laïc, n'était nullement missionné pour mobiliser les Portugais que l'armée, l'Église et la police politique se chargeaient au contraire de « faire vivre habituellement », à l'accoutumée, à l'abri de la modernité, repliés sur le rectangle européen et un « empire colonial » - puis « provinces d'outre-mer » - magnifié par la propagande. Au terme de mon analyse, je défendais la thèse d'un régime plus autoritaire que fasciste, proche de l'analyse développée notamment par António Costa Pinto. Si, à l'instar des dictatures traditionnelles, le salazarisme partageait mépris de la démocratie, anticommunisme et antilibéralisme, il ne s'affirmait, à la différence du fascisme, en rien révolutionnaire, derrière la façade des mots d'une « Révolution nationale », d'essence contre-révolutionnaire, supposément née avec le 28 mai 1926, dénué de véritable volonté de créer un « homme nouveau », viril et d'expansionnisme guerrier, n'exaltant pas la guerre que Mussolini considérait pourtant seule capable de « porter au maximum de tensions toutes les énergies humaines et imprimer une marque de noblesse aux peuples qui ont le courage de l'affronter ».

2. *Historikerstreit* portugaise

Mais le débat, loin d'être clos, n'a jamais cessé de rebondir. Ainsi, pour Fernando Rosas, l'une des figures de proue du courant salazarisme/fascisme, l'*Estado Novo* portugais est une composante d'un « fascisme idéal-typique » ou générique - concept détaché du « fascisme historique » -, présentant une di-

mension totalitaire, avec la violence de la justice et de la police politiques, la mise en place du système corporatiste et une volonté « tendanciellement totalitaire » de mobiliser les masses, à travers l'organisation des loisirs (FNAT, 1935) et le système milicien des mouvements de jeunesse (*Mocidade Portuguesa*) et de la Légion portugaise, apparus en 1936. Sans réellement proposer de définition du fascisme qui reste dans un flou artistique permettant de l'appliquer à n'importe qui, Fernando Rosas montre que les années 1936-1945 seraient ainsi celles d'une intense fascisation qui s'atténuerait ensuite. Lecture partagée par Luis Reis Torgal, puis étendue à toute la durée de la dictature par Manuel Loff qui considère cette période de fascisation, non comme un simple « badigeon romain » empruntant à la rhétorique et à la mise en scène de la fin des années 1930, mais comme profondément révélatrice, notamment au contact du régime franquiste, de la véritable nature d'un régime intrinsèquement et durablement fasciste⁷.

En 2013, Fernando Rosas publie *L'art de durer. Le fascisme au Portugal* (traduit en français en 2020 par les Editions sociales), synthèse actualisée de travaux antérieurs sur une question à laquelle il consacre un nouvel ouvrage en 2019, *Salazar e os Fascismos*⁸. La principale valeur ajoutée de l'ouvrage réside dans le long troisième chapitre - « Savoir durer » - qui couvre la seconde moitié de l'essai et dont une trentaine de pages portent sur la violence exercée par le régime salazariste. Cette dichotomie entre « violence préventive » et « violence punitive » éclaire la nature de la répression orchestrée par le régime et son « art de gouverner par la peur. » Les quatre autres facteurs structurels étudiés ensuite - contrôle politique des forces armées, complicité politique et idéologique de l'Église catholique, organisation corporative du régime, investissement totalitaire dans la construction du « nouvel homme » salazariste - complètent le tableau pour tenter de comprendre la pérennité du salazarisme. Lors de sa parution en 2013, l'ouvrage a été salué comme une nouvelle réponse interprétative importante pour trouver une cohérence globale à un régime dont l'impératif catégorique au-

⁷ Cf. Torgal (2009) et Loff (2008).

⁸ Cf. Rosas (2020, traduction de *Salazar e o Poder. A Arte de Saber Durar*, Tinta da China, 2013) et (2019).

rait ainsi été de « réussir à durer », comme pour illustrer la pertinence du propos rapporté par António Ferro, chef de la propagande salazariste de 1933 à 1949 et cité par Fernando Rosas en épigraphe de son chapitre 3 : « Durer, voilà le secret, me dit un jour Mussolini. Et il avait raison ».

L'enjeu de cette approche taxinomique est également de nature politique pour Fernando Rosas qui dénonce alors un « révisionnisme » ambiant au Portugal qui viserait à banaliser le salazarisme, sinon à réécrire l'histoire du Portugal contemporain. Mais « l'art de durer » analysé par Fernando Rosas conforte avant tout une vision centralisée, stato-centrée, du pouvoir, une vision hypertrophiée du politique, laissant dans l'ombre des pans entiers d'une historiographie renouvelée ces dernières années autour du local, du Portugal « d'en-bas » et de l'histoire sociale. Un « art de durer » qui laisse ainsi non seulement dans l'ombre ce Portugal salazariste du quotidien, mais aussi, dans le champ politique, la question impériale, pourtant essentielle à la compréhension de la pérennité du régime, et celle de la politique étrangère du régime, facteur essentiel de survie pendant et à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, puis, via l'anticommunisme viscéral de Salazar, de l'arrimage solide au système de défense occidentale (membre fondateur de l'OTAN en 1949) dans un contexte de Guerre froide.

Ce débat académique sur la nature du régime salazariste a pris un tour particulièrement vif à l'été 2012 – nouvel « été chaud » (*Verão Quente*), par allusion à celui de 1975 –, lorsque le quotidien *Público* publia une série d'articles polémiques dénonçant ce que l'historien Manuel Loff désignait comme « l'interprétation monochrome autoritaire dominante, au mépris de la violence, de la répression massive et l'organisation de masse consubstantielles au salazarisme. ⁹ » Cette mise en lumière brutale de différends entre les principaux courants historiographiques, cette « querelle des historiens » - sorte d'*Historikerstreit* portugaise - faisait suite notamment à la publication en 2009 d'une *Histoire du Portugal* coordonnée par Rui Ramos, dont les chapitres sur la dictature et la transition dé-

⁹ Cf. Loff (2014).

mocratique avaient été critiqués comme révisionnistes¹⁰. Le contexte national politique et social particulièrement difficile de l'été 2012, sur fond de mesures drastiques d'austérité, peut expliquer pour partie la virulence des polémiques autour d'une telle complaisance supposée à l'égard du régime salazariste, instrumentalisée et rapportée au temps présent, les politiques d'austérité menées alors par le gouvernement de centre-droit sous tutelle de la Troïka étant ainsi présentées comme la continuation de l'austérité prônée par « le dictateur des finances », Salazar. L'austérité de 2012 est alors dénoncée au son de « *Grandola, Vila morena* », la chanson des Œillets d'avril 1974, et aux cris de « *Fascismo, nunca mais !* » (« Fascisme, plus jamais ! »)¹¹.

Le contexte économique et social de 2012 semblait justifier un usage immodéré de l'épithète de fasciste, cette « utilisation si dilatée qu'elle finit par perdre toute historicité » que dénonçait déjà Emilio Gentile dans *Qu'est-ce que le fascisme* ?¹² Si l'histoire s'écrit au présent et est « fille de son temps », il convient de ne pas s'affranchir trop brutalement des règles de la discipline historique. Dans un autre contexte, celui de la controverse sur le « fascisme français » autour des travaux de Zeev Sternhell, l'historien Serge Berstein a ainsi rappelé « qu'il n'est pas possible de prétendre faire de l'histoire en récusant les faits. Il n'est pas concevable de se contenter d'approximations là où la précision s'impose, d'émettre des affirmations définitives contredites quelques pages plus loin. La polémique ne saurait se confondre avec l'histoire et, dans ce domaine, plus que dans n'importe quel autre, la confusion est génératrice d'aveuglement¹³ ».

Il n'est guère souhaitable, ni possible d'ailleurs, d'identifier un régime fasciste par ses seuls signes extérieurs. L'écrivain anglais George Orwell avait bien compris que le fascisme ne se

¹⁰ Cf. Ramos (2009).

¹¹ Sur la nature de ces polémiques, cf. le point de vue de l'historien Filipe Ribeiro de Meneses, « Slander, Ideological Differences or Academic Debate ? The « Verão Quente » of 2012 and the State of Portuguese Historiography », *e-journal of Portuguese History*, Vol.10, n°1, Summer 2013.

Également Monteiro (2016).

¹² Cf. Gentile (2004).

¹³ Berstein (2014) : 32-33; repris dans Berstein et Winock (2020).

définissait pas par ses vêtements, observant que si, un jour, un fascisme authentique réussissait en Angleterre, il serait vêtu plus sobrement qu'en Allemagne. Comme l'a relevé l'historien Johann Chapoutot, « en matière de totalitarisme, on confond souvent, par excès de nominalisme, le mot et la chose : on conçoit les sociétés totalitaires comme des unités sans jeu ni disjonction, agglomérées par la coercition violente pratiquée par un Etat omniscient, omniprésent et omnipotent. Le chef, *Führer* ou *Duce*, y est crédité d'un pouvoir sans limites sur une société constituée d'hommes régénérés prêts à combattre. Le totalitarisme fut cependant plus une ambition qu'une réalité univoque, plus un idéal qu'un fait, une dynamique jamais achevée¹⁴ ».

En 1945, le « badigeon romain » n'est plus d'actualité. Plus embarrassé que réellement adepte de la mobilisation des masses pratiquée par le fascisme, Salazar va mettre en sommeil plusieurs de ces organisations (Légion portugaise, Secrétariat à la Propagande nationale qu'António Ferro cesse de diriger en 1949) influencées par le « champ magnétique des fascismes », pour mieux se fondre dans le moule occidental, atlantiste et anticommuniste, de la Guerre froide. En revanche, il reste fidèle à l'étymologie du mot dictature et l'adage latin qu'avait rappelés en 1921 le juriste allemand Carl Schmitt, universitaire national-conservateur rallié au nazisme : « *Dictator est qui dictat*. Le dictateur est celui qui dit, celui qui dicte, celui qui parle seul ».

La classification du salazarisme comme fascisme trouve également sa source dans la synonymie établie entre « dictature », « État total » et « État totalitaire ». Si l'*Estado Novo* n'est pas un État totalitaire, il est bien cet État total, au sens donné par Carl Schmitt, celui d'un pouvoir « décisionniste » et autoritaire. Salazar qualifiait lui-même de « dictature » l'*Estado Novo*, synonyme de pouvoir autoritaire, d'ordre, ainsi qu'il le rappelait : « Ordre dans les rues, ordre dans les esprits, ordre dans la maison. Sans ordre, l'État ne peut pas vivre ». Pour Salazar, la dictature n'était pas, comme chez Joseph De Maistre, le moyen de restaurer la monarchie absolue de droit divin, elle était pensée comme faculté pour le souverain de sauvegarder sa propre existence. Hiérarchie et autorité devaient être acceptées car elles

¹⁴ Cf. Chapoutot (2013: 189).

s'inscrivaient dans « l'ordre naturel des choses », l'autorité, « don magnifique de la Providence » ne se discutant pas, fardeau qu'il fallait porter, comme « le Christ portant sa croix jusqu'au bout, pour sauver la nation. » La dictature était alors cette entreprise de « régénération » du pays par l'autorité et non par la force expliquait Salazar, car la force est « l'apanage des régimes païens, fascistes¹⁵ ». A la différence de l'autorité, apanage d'un « dictateur fort ».

3. Sortir de l'impasse

La longue durée de la dictature salazariste - quatre décennies trop souvent considérées d'un seul bloc, quasi identique aux seules années 1930 - a contribué à brouiller les pistes, la question de la nature du régime étant à la fois étroitement liée à la mémoire de l'opposition à la dictature - nourrie d'anti-fascisme - et à l'admiration que Salazar a pu susciter durablement au Portugal et à l'étranger, notamment en France¹⁶. D'un côté, la tentation de blanchir la dictature, de l'autre celle de noircir une réalité complexe, sans parvenir à s'entendre sur une possible définition du fascisme qui continue de faire l'objet de désaccords sans fin chez les historiens et les politistes. D'où l'impasse dans lequel s'enferment les débats sur cette question, finalement insolubles¹⁷.

On sait depuis Platon et sa transcription de *aporia* comme impasse insurmontable, qu'une telle difficulté exige un changement de registre dans la recherche. Ce changement de registre se dessine depuis quelques années avec l'essor de l'histoire sociale de cette période, trop peu utilisée jusqu'ici. Des pans entiers de l'histoire de l'*Estado Novo* sont revisités ces dernières années, ainsi la question, centrale, de la nature du corporatisme, avec ses pratiques concrètes, afin de mieux connaître ces corporations, mises en place pour l'essentiel dans les années 1950, et tous ces organismes de coordination écono-

¹⁵ Cf. les recherches de Cécile Gonçalves sur l'Etat nouveau et l'Eglise catholique, notamment sa thèse de doctorat à l'EHESS (2015).

¹⁶ Cf. Dard et Sardinha-Desvignes (2018) et la traduction en portugais Sardinha-Desvignes et Dard (2019); également Léonard (2017).

¹⁷ Pour une mise en perspective, cf. Pereira (2019 : 66-77).

mique contrôlés par l'Etat salazariste. En matière de propagande, les études ont trop souvent portées sur « l'offre », celle notamment du SPN d'António Ferro, mais guère sur sa réception par une population, majoritairement illettrée, supposée apathique. La paysannerie, pourtant centrale dans un discours salazariste passéiste visant à « faire vivre les Portugais habituellement », attend toujours d'être solidement arrimée à une analyse du salazarisme au quotidien.

En somme, une large préférence a longtemps été accordée aux seuls récits personnalisés des responsables et élites du régime. Comme l'ont montré Nuno Domingos et Victor Pereira, il s'agissait là d'une « reproduction symptomatique reproduction de la « vision élitiste » que le régime a essayé d'imposer sur lui-même¹⁸ ». En se focalisant sur les fonds documentaires comme les archives Oliveira Salazar et archives centrales de l'État, tout en délaissant les archives locales, s'exprimait une « vision centralisée de l'exercice du pouvoir », où seul Salazar semblait gouverner, consacrant de fait une hypertrophie du politique et les seules initiatives venues « à partir du haut ».

Ce qui n'est pas rien en ces temps de confusion où resurgissent quelques fantômes d'un passé que d'aucuns croyaient passé, sinon exorcisé. Comme l'a récemment montré Federico Finchelstein, le mensonge des « fascistes de la vieille école » et des populistes autoritaires du nouveau modèle n'est pas seulement un moyen d'arriver à une fin, mais d'établir un lien solide entre le dirigeant et le suiveur. Distinguant le nouveau populisme de droite et le fascisme des décennies passées, il souligne leur commune dépendance à « remettre en question la réalité, endossant mythe, rage et paranoïa, promouvant le mensonge.¹⁹ »

A l'ère des « *Fake news* », le Portugal, que d'aucuns pensaient à l'abri d'une résurgence de l'extrême-droite, voit remonter à la surface un vieux fond nostalgique salazariste attelé à une extrême-droite incarnée par un leader populiste, André Ventura, transfuge du PSD (Parti social-démocrate, centre-droit), multipliant sur la scène médiatique provocations et dé-

¹⁸ Cf. Domingos et Pereira (2010).

¹⁹ Cf. Finchelstein (2019).

clarations à caractère raciste et xénophobe. « Ubu roi » serait-on tenté d'écrire, si, comme l'a montré le sociologue Christian Salmon, ce fonctionnement intense ne s'était « adjoint aujourd'hui la puissance des réseaux sociaux et l'usage stratégique des *big datas* et des algorithmes. Partout où elle a réussi à s'imposer, la tyrannie des bouffons combine les pouvoirs fantasques du grotesque et la maîtrise méthodique des réseaux sociaux, la transgression burlesque et la loi des séries algorithmiques. ²⁰»

Face à cette « tyrannie des bouffons » qui menace, il importe de connaître et rappeler la contingence de l'histoire, au Portugal comme ailleurs. Et le « devoir de mémoire » régulièrement invoqué et mobilisé chaque 25 avril risque de ne pas suffire, de même que le réseau de musées « dédiés à l'histoire et à la mémoire du combat contre la dictature » récemment mis en place avec le « Musée national de la résistance et de la liberté » dans l'ancienne prison de l'Aljube à Lisbonne (2015) et dans la forteresse de Peniche (2019), ainsi qu'un projet du même type à Porto. D'ailleurs, le projet revivaliste, ajourné pour l'heure et sans contenu scientifique, d'un « Musée interprétatif de la République et de l'Estado Novo », implanté à Santa Comba Dão, tout près de la maison natale de Salazar et du cimetière où repose le dictateur disparu il y a 50 ans, a une nouvelle fois rappelé la fragilité du travail des historiens et d'une politique mémorielle fondée sur la commémoration du 25 avril, « Jour de la Liberté », pour scander le souvenir de ce temps fondateur de la démocratie qui la sépare de la dictature.

Pour beaucoup, le Portugal de Salazar demeure un régime fasciste, pour mieux rappeler la nécessité, aujourd'hui comme hier, d'être vigilant et déterminé à combattre le fascisme. Tout en se gardant d'en donner une définition, au risque de consacrer une conception a-historique du passé et de laisser de côté certaines spécificités des régimes fascistes. Mais la logique classificatoire a montré elle aussi ses limites. D'autant que l'histoire sociale, l'histoire par le bas, a longtemps été délaissée au profit d'une histoire politique se focalisant sur les seuls dirigeants et Salazar, qui auraient gouverné un pays constitué

²⁰ Cf. Salmon (2020) ; également Salmon (2019).

d'individus durablement apathiques. L'aporie de ce débat sur la nature politique du régime salazariste ne pourra être dépassée que par le biais d'un véritable renouveau impulsé à la fois par l'histoire sociale et par une nouvelle approche biographique - pas seulement politique - de Salazar, même si la vie de celui-ci tend à se confondre avec le régime qu'il a fondé et longtemps dirigé d'une main de fer et dont son biographe le plus récent, l'historien britannique Tom Gallagher, affirme même « qu'au cours de ses presque quatre décennies au pouvoir, il a survécu moins par le recours à la force que par la ruse et le charme »²¹.

Bibliographie

- Actes du Colloque de l'Université Nouvelle de Lisbonne et de la Fondation Gulbenkian (1986), 1987, *O Estado Novo. Das origens ao fim da Autarcia*, 2 vols, Lisbonne : Fragmentos, 2 vols.
- Actes du colloque de la Faculté de Lettres de Lisbonne (mars 1980), 1982, *O Fascismo em Portugal*, Lisbonne, A Regra do Jogo.
- BERSTEIN SERGE, 2014, « Une bien étrange approche de l'histoire », in : BERSTEIN SERGE ET JEANNENEY JEAN-NOËL (dir.), *Fascisme français ? La controverse*, Paris : CNRS Editions ; repris dans BERSTEIN, SERGE ET WINOCK, MICHEL (dir.), 2020, *Fascisme français*, Paris: Perrin, Tempus.
- CHAPOUTOT JOHANN, 2013, *Fascisme, nazisme et régimes autoritaires en Europe (1918-1945)*, Paris: PUF, Quadrige, 2.
- CRUZ MANUEL BRAGA DA, 1980, *As origens da Democracia Cristã e o Salazarismo*, Lisbonne : Presença.
- CRUZ MANUEL BRAGA DA, 1988, *O Partido e o Estado no Salazarismo*, Lisbonne : Presença.
- DARD OLIVIER ET SARDINHA-DESIGNES ANA ISABEL, 2018, *Célébrer Salazar en France (1930-1974). Du philosalarisme au salazarisme français*, Bruxelles : Peter Lang.
- DOMINGOS NUNO - PEREIRA VICTOR, 2010, *O Estado Novo em Questão*, Lisbonne : Edições 70.
- FINCHELSTEIN FEDERICO, 2019, *A Brief History of Fascist Lies*, University of California Press.
- GALLAGHER TOM, 2020, *Salazar. The Dictator Who Refused to Die*, Londres : Hurst Publishers, juillet.

²¹ En attendant de nouvelles biographies de Salazar, dont la mienne en préparation pour les éditions Perrin, seules deux biographies universitaires ont été publiées, celle de Meneses (2010, 2009) et celle de Gallagher (2020).

- GENTILE EMILIO, 2004, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Paris : Gallimard, « Folio Histoire ».
- GONÇALVES CECILE, 2015, *L'Estado Novo salazariste et « sortie de la religion »*, thèse de doctorat, EHESS.
- LEONARD YVES, 2017, « Salazar, visto de fora. «Viver habitualmente? » Salazar e os media franceses », in : GARCIA JOSE LUIS, ALVES TANIA ET LEONARD YVES (eds), *Salazar, o Estado Novo e os Media*, Coimbra: Edições 70.
- LEONARD YVES, 2016, *Histoire du Portugal contemporain*, Paris : Editions Chandeigne.
- LEONARD YVES, 1996, *Salazarisme et Fascisme*, Paris : Editions Chandeigne, 1996 ; nouvelle édition 2020, Paris : Editions Chandeigne.
- LINZ, JUAN J., 1975, « Totalitarian and Authoritarian Regimes » in Greenstein Fred I. and Polsby, Nelson W., (eds), *Handbook of Political Science*, vol. 3, Addison-Wesley, pp. 175-412.
- LOFF MANUEL, 2008, « O nosso século é fascista ! » *O Mundo visto por Salazar e Franco (1936-45)*, Porto: Campo das Letras.
- LOFF MANUEL, 2014, « Dictatorship and revolution: Socio-political reconstructions of collective memory in post-authoritarian Portugal », *Culture & History Digital Journal* 3(2), December.
- LUCENA MANUEL DE, 1976, *A evolução do sistema corporativo português*, travail de recherche présenté à Paris (Institut de Sciences Sociales du Travail) en 1971, sous la direction du Professeur Gérard Lyon-Caen, publié en 2 volumes, Lisbonne : Perspectivas e Realidades.
- MARTINS HERMINIO, 1968, « Portugal » in Woolf, Stuart (Ed.), *European Fascism*, Londres : Weidenfeld and Nicholson, pp. 302-336.
- MENESES FILIPE RIBEIRO DE, 2009, *Salazar. A Political Biography*, New York : Enigma Books.
- MENESES FILIPE RIBEIRO DE, 2010, *Salazar. Uma Biografia Política*, Lisbonne: D. Quixote, (*Salazar. A Political Biography*, New York, Enigma Books, 2009).
- MENESES FILIPE RIBEIRO DE, 2013, « Slander, Ideological Differences or Academic Debate ? The « Verão Quente » of 2012 and the State of Portuguese Historiography », *e-journal of Portuguese History*, Vol.10, n°1, Summer.
- MONTEIRO BRUNO, 2016, « Penser l'Etat. Une relecture récente de l'historiographie récente sur l'Estado Novo (2010-2015) », *Histoire@Politique*, n°29, mai-août.
- PAYNE STANLEY G., 1980, *Fascism : Comparison and Definition*, Madison : The University of Wisconsin Press.
- PAYNE STANLEY G., 1983, « Salazarism : « fascism » or « bureaucratic » authoritarianism ? » in *Estudos de História de Portugal. Homenagem a A.H de Oliveira Marques*, vol. 2, Lisbonne : Estampa, pp. 523-531.

- PEREIRA VICTOR, 2010, « Lectures et relectures de l'Estado Novo », in : RAMOS RUI, BORGES PEREIRA VIRGILIO (e.a), *Contexto Programa Projecto. Arquitectura e políticas públicas de habitação*, Universidade de Porto/Faculdade de Arquitectura, 2019, p. 66-77.
- PINTO ANTONIO COSTA, 1992a, *O salazarismo e o fascismo europeu : problemas de interpretação nas ciências sociais*, Lisboa: Estampa.
- PINTO ANTONIO COSTA, 1992b, « L'Etat nouveau de Salazar et le régime de Vichy » in AZEMA, JEAN-PIERRE (dir.), *Vichy et les Français*, Paris : Fayard, pp. 670-684.
- PINTO, ANTONIO COSTA, 2014a, « Fascism, Corporatism and the Crafting of Authoritarian Institutions in Inter-War European Dictatorships », in PINTO, ANTONIO COSTA - KALLIS, ARISTOTLE (eds), 2014, *Rethinking Fascism and Dictatorship in Europe*, Londres: Palgrave Macmillan, Foreword by Roger Griffin, pp. 87-117.
- PINTO ANTONIO COSTA, 2015, « Conclusão : fascismo e salazarismo », *Os Camisas Azuis et Salazar*, Lisbonne, Edições 70, nouvelle édition actualisée, octobre.
- PINTO ANTONIO COSTA - ADINOLFI GOFFREDO, 2014b, « Salazar's 'New State': The Paradoxes of Hybridization in the Fascist Era », in PINTO, ANTONIO COSTA - KALLIS, ARISTOTLE (eds), 2014, *Rethinking Fascism and Dictatorship in Europe*, Londres: Palgrave Macmillan, Foreword by Roger Griffin, pp. 154-175.
- RAMOS RUI (dir.), 2009, *História de Portugal*, Lisboa: A Esfera dos Livros.
- ROSAS FERNANDO, 2019, *Salazar e os Fascismos*, Lisbonne: Tinta da China.
- ROSAS FERNANDO, 2020, *L'art de durer. Le fascisme au Portugal*, Paris : Les Éditions Sociales (traduction de *Salazar e o Poder. A Arte de Saber Durar*, Tinta da China, 2013)
- SALMON, CHRISTIAN, 2019, *L'ère du clash*, Paris : Fayard.
- SALMON, CHRISTIAN, 2020, « La tyrannie des bouffons », *Mediapart*, 14 juin.
- SARDINHA-DESIGNES ANA ISABEL ET DARD OLIVIER, 2019, *Salazar em França. Admiradores e discípulos (1930-1974)*, Lisbonne : Edições 70.
- SCHMITTER PHILIPPE, 1999, *Portugal. Do Autoritarismo à Democracia*, Lisbonne : Imprensa de Ciências Sociais.
- TORGAL LUIS REIS, 2009, *Estado Novo, Estados Novos. Ensaio de História Política e Cultural*, Coimbra: Imprensa da Universidade de Coimbra, 2 volumes.

Abstract

AUTORITARISME OU FASCISME ? UNE *HISTORIKERSTREIT* PORTUGAISE SUR LA NATURE DU SALAZARISME

(AUTHORITARIANISM OR FASCISM? A PORTUGUESE *HISTORIKERSTREIT* ON THE NATURE OF SALAZARISM)

Keywords : Autoritarisme, Fascisme, Salazar, Portugal, Historical Disputes.

Salazar, who died 50 years ago, left a deep imprint on the history of Portugal in the 20th century. Was the dictatorial regime of the Estado Novo, that survived Salazar, fascist or authoritarian ? For decades, this question has given rise to many debates which, once the current impasse of the portuguese *Historikerstreit* has been overcome, call for a historiographic revival.

YVES LEONARD
Centre d'Histoire de Sciences Po (Paris)
yves.leonard@sciencespo.fr

EISSN 2037-0520

LAURA MITAROTONDO

RODOLFO DE MATTEI E IL «DOGMA»
DELLA DEMOCRAZIA. UN ITINERARIO CRITICO
NELLA POLITICA POSTUNITARIA
A PARTIRE DA GAETANO MOSCA

1. *La democrazia senza dramma*

Nel saggio *L'idea democratica e contrattualista negli scrittori politici italiani del Seicento*, pubblicato sulla *Rivista storica italiana* nel 1948, lo storico delle dottrine politiche Rodolfo De Mattei, tornando su uno dei temi che avevano sancito il suo esordio scientifico, andava alla ricerca di «aspirazioni», «sentimenti», «accenti» democratici o filodemocratici, nella tradizione civile maturata nel cuore dell'età moderna. Passando in rassegna autori anche molto differenti fra loro - da Niccolò Machiavelli a Tommaso Campanella, da Traiano Boccalini a Roberto Bellarmino, da Giovan Battista De Luca a Ludovico Zuccolo - in quelle pagine egli indagava le *istanze democratiche* affiorate in una stagione del dottrinarismo politico profondamente influenzata dalla lezione aristotelica, ma non solo, e tendenzialmente incline a svalutare il modello politico democratico¹. Per un verso, De Mattei rilevava le incrinature alla concezione monarchica o autoritaria nell'esercizio del potere che sarebbero derivate, in un vasto intervallo di tempo, da molteplici fattori, quali il limite delle leggi, l'origine popolare del potere del Principe, la preferenza per il monarcato elettivo, la diffusione degli ordinamenti repubblicani o del governo misto, il contratto fra popolo e reggitore, l'insorgere d'una «visione "societaria" della vita politica», la differente nozione di moltitudine, che da «volgo» diviene «popolo» (cfr. De Mattei 1948: 14-15). D'altra parte, lo studioso seguiva l'evoluzione subita dai concetti di «popolo», «libertà», «cittadino», in quanto intimamente legati alla semantica democratica, in quella stessa congiuntura storica che, pur sensibile a favorire

¹ La ricerca sarebbe proseguita attraverso i saggi raccolti nel secondo tomo del *Pensiero politico italiano nell'età della Controriforma*. Cfr. De Mattei (1984).

una più ampia partecipazione alla gestione della vita pubblica, conservava pregiudiziali importanti verso la componente popolare.

Il lavoro si chiudeva, quindi, con la consapevolezza del carattere provvisorio, per i tempi, della «riserva democratica», che, pur avendo smorzato gli eccessi dell'assolutismo e imposto una riflessione necessaria intorno alle forme dell'organizzazione della vita civile, attendeva successive «fruttificazioni» (*ivi*: 55).

Rispetto a quella stagione segnata dalla ricerca di lontani antecedenti storici e “premonizioni” dottrinarie sul tema dei modelli di governo, nella riflessione di De Mattei, la democrazia, intesa come forma politica gravida di complessità, che risente dell'eredità filosofica della tradizione liberale ottocentesca, acquista un rilievo degno di attenzione a partire dal 1923, e nel contesto delle ricerche sull'evoluzione delle istituzioni liberali fra Risorgimento e primi decenni del XX secolo.

In un articolo intitolato *La crisi spirituale della democrazia*, il giovane allievo di Gaetano Mosca² denuncia con efficacia, e non senza *pathos*, il limite storico della democrazia moderna e la carenza del suo carattere etico:

Alla luce della concezione evolucionista il problema etico ebbe un senso esclusivamente storico - osserva De Mattei - Della questione morale (questione etica), fu fatta una questione sociale (economico-giuridica), mediante la formula enciclopedistica che mutata le leggi e gli ordinamenti gli uomini diverranno migliori. Dall'esterno all'interno, e non viceversa, fu avviato il perfezionamento. Priva di contenuto spirituale, la democrazia si disinteressò dell'intimità individuale, ignorò i diritti dello spirito, si che parve chiaro al Renan essere la democrazia condotta naturalmente a disconoscere la priorità di questo, solo mirando al soddisfacimento degli interessi materiali (De Mattei 1923: 962)³.

In questa prima prova già si avverte l'urgenza dello studioso nel misurarsi sul tema - caldissimo nella fase d'esordio del fascismo - della crisi della democrazia e di motivarne tuttavia il malessere soprattutto in termini etico-politici, denunciando

² Sul rapporto con Mosca, si rinvia a Russi (2005: 25-29).

³ Riferimenti allo stesso articolo sono in Simoncelli (2003: 102) e Russi (2005: 103).

l'incapacità della stessa democrazia nel dotarsi di una dimensione spirituale.

Gravata dal bagaglio teorico e filosofico che arrivava alla tradizione liberale degli Stati ottocenteschi, la democrazia avrebbe maturato il suo «germe patogeno» nella cultura politica dell'individuo, venuto dalla Riforma protestante (cfr. *ivi*: 963), sviluppatosi poi durante la Rivoluzione francese, bacino storico e intellettuale che sanciva la caduta del «trascendente» e l'affermazione «dell'autosufficienza dell'individuo razionale» (*ivi*: 961). Il giudizio sulla crisi politica si sposa qui primariamente ad una domanda di risarcimento etico della politica, divenuta poi ricorrente nella scrittura dematteiana. «Qual è l'atteggiamento della democrazia dinanzi al problema spirituale», egli si chiede, rivolgendo l'interrogativo ai «futuri studiosi della coscienza politica» (cfr. *ibidem*). Il quesito attiene alle origini dell'Italia contemporanea e ai contenuti ideali del Risorgimento, secondo De Mattei, e chiama in causa nella democrazia una ideologia, più che un modello politico, incapace di superare l'esito razionalistico e materialistico della Rivoluzione francese, le astrazioni concettuali legate agli ideali dell'89, lasciando aperto il problema dell'autosufficienza della politica e coinvolgendo, nella sottrazione di un sistema morale condiviso, anche i singoli individui. Ripercorrendo la genesi storica del grandioso ideale politico, dalla sua nascita con le colonie americane fino al primo dopoguerra, De Mattei lamenta l'assenza del «dramma» nella democrazia, l'incapacità di «approfondire la sua coscienza», che farebbe tornare d'attualità figure come Mazzini e Gioberti, nei quali la domanda di un nuovo ordinamento non è mai disgiunta dalla tensione al rinnovamento civile e morale (cfr. *ivi*: 961-962). Di riflesso, tale incompiutezza morale accrescerebbe il sentimento individualistico e lo scetticismo verso i valori assoluti e universali, la cui carenza costituisce un cruccio costante nella riflessione critica dello studioso siciliano⁴.

Il tema della democrazia sarebbe, del resto, riaffiorato soprattutto nelle ricerche degli anni Trenta, e in alcuni contributi di particolare interesse, nei quali viene ripresa solo in parte la

⁴ Si pensi al contributo *Scetticismo e prassi politica*. Cfr. De Mattei (1926: 252-271).

mozione etica accennata nell'articolo del 1923, per lasciare spazio ad una più pregnante problematizzazione storico-politica. Si tratta di una fase di importante maturazione culturale che coincide con la piena assimilazione del magistero istituzionalistico di Gaetano Mosca, l'esordio nella vita accademica, come docente di *Storia delle dottrine politiche*, ma anche la partecipazione all'intensa attività culturale nazionale, promossa dal regime fascista.

Se l'interesse verso la genesi storica della democrazia investe, dunque, un capitolo delle ricerche dematteiane maturate nel secondo dopoguerra, nel corso degli anni Trenta, la questione democratica viene affrontata in altro modo, e con un differente coinvolgimento soggettivo. La consuetudine di far dialogare passato e presente, assegnando alla tradizione il compito di leggere la politica contingente, per indagare «quale sostegno dati autori abbian recato al cammino delle teorie politiche» (De Mattei 1934: 173), è più accentuata durante il Ventennio e viene progressivamente meno dopo il 1940, quando la vena scientifica dello studioso sembra indulgere piuttosto a temi extrapolitici, storico-letterari, e più severo è l'atteggiamento nel condannare forme di precursorismo o scoraggiare disinvolute analogie storiche. L'esaurirsi dell'esperienza fascista segna la fine di quella sorta di "militanza" intellettuale del professore siciliano che, almeno per un periodo, aveva significato interpretare il pensiero politico perché fosse coerente con la vita politica.

Più impegnato nella ricostruzione della storia della cultura civile, specie del dottrinarismo italiano fra XVI e il XVII secolo, al ritratto di De Mattei forse si addice il giudizio, quasi un'istantanea, di Luigi Firpo, che, già nel maggio 1944, in uno scambio con Felice Battaglia, del professore siciliano scriveva che «veleggia verso la letteratura» (Firpo: 1944)⁵.

È lontano il tempo in cui, rivolgendosi a Bottai, dalle colonne di *Critica fascista*, De Mattei invocava una cultura fascista che non fosse «vana tappezzeria, ma sostanza di vita» (De Mattei 1938: 174) e, nel condannare le interpretazioni ideologiche di alcuni grandi classici della storia del pensiero, si domandava:

⁵ Con riferimento a questa corrispondenza tra Firpo e Battaglia, si rinvia a Baldini (2007: 629).

E chi sa che non sia proprio ora il momento di rivedere nella loro esatta portata, origine, significazione, scrittori anche troppo adulterati da un eccesso di tendenzioso approfondimento demo-liberale, da quel lavoro, cioè, che aveva bellamente quanto arbitrariamente piantato sui vari picchi le sue brave bandierine, intitolate fieramente al Libero Pensiero, al Sole dell'Avvenire, al Progresso, all'Oscurantismo, ai Diritti del Popolo ecc., creando un Dante, un Machiavelli, un Campanella, un Mazzini, e via dicendo, tutti di maniera, di maniera fine-secolo? (*ivi*: 175)

Preoccupato di “depurare” la tradizione civile nazionale dalla patina liberale, qui De Mattei si spinge a celebrare l'immagine di uno Stato diventato «davvero totalitario», e cioè capace di assumere dentro di sé anche le forme palpitanti della vita civile, e di tenere a battesimo una «Cultura Fascista». E all'opportunità di «accudire alla sistemazione di una teoria fascista», ossia di un organico sistema dottrinario che avesse un'alta valenza “educativa”, si aggiunge la premura di ripensare un intero orizzonte culturale alla luce dell'esperienza fascista (cfr. *ibidem*). De Mattei ne fa anche una questione di metodo, ritenendo che sia indispensabile riproporre e commentare proprio i grandi autori del pensiero politico europeo all'insegna del fascismo, «assurto a incrollabile dottrina universale» (*ibidem*). In questa prospettiva estremamente concreta, che rimette alla cultura adottata dal regime il compito di rischiarare e attualizzare la tradizione, lo studioso siciliano saluta con grande favore l'iniziativa, promossa dal Partito Nazionale Fascista, del *Dizionario di Politica*, non opera di erudizione o di informazione, ma di «valutazione», con dichiarate finalità politiche.

2. Il «dogma» della democrazia dopo l'Unificazione

La curiosità verso il tema democratico interviene, in De Mattei, dopo una proficua stagione di studi - che ne decretano l'iniziale visibilità accademica -, dedicati alla cultura politica in Sicilia tra Sette e Ottocento e al pensiero politico di Tommaso Campanella, e muovendo da una preliminare indagine sull'antiparlamentarismo dopo l'Unificazione, nella quale assoluto rilievo riveste la lezione di Gaetano Mosca. L'allievo, peral-

tro, apprezzato per le sue «tendenze nazionaliste» - non va ommesso che egli sostituì Mosca, considerato «troppo liberale», sulla cattedra romana di *Storia delle istituzioni e delle dottrine politiche*, qualche anno dopo l'allontanamento del maestro (Lanchester 2011: 110)⁶ -, fin dai primi contributi sul tema, apparsi in rivista, ripercorre storicamente il dibattito intorno alle istituzioni rappresentative e alle degenerazioni del sistema parlamentare, valendosi degli studi di Mosca, e ricorrendo generosamente alla dottrina della classe politica⁷. Quel fronte critico intenso e sofferto, che sollecitava la curiosità di De Mattei anche sul versante del metodo - come chiariremo in seguito -, aveva prodotto una ricchissima giuspubblicistica dapprima interessata proprio alle forme della crisi dello Stato liberale, impegnato a fronteggiare il problema di un disciplinamento politico delle masse, o il contenimento degli effetti del processo di democratizzazione, che sarebbe stato affrontato e risolto in modo inedito dai totalitarismi; come è stato scritto, bisognava «salvare lo Stato dall'azione dissolutrice della società, che, col progressivo allargamento del suffragio, irrompeva con i suoi conflitti partitici, sindacali, economici, nel cuore stesso delle istituzioni rappresentative» (Cingari 2003: 285).

Fra il 1928 e il 1940 De Mattei pubblica una serie di articoli e alcune monografie - che, secondo una invalsa consuetudine di lavoro, compendiano precedenti contributi, rielaborati e ac-

⁶ Sull'argomento, si vedano anche D'Addio (1993: 329-373), Simoncelli (2003: 101-102), Mongardini (2003: 214-215).

⁷ «In tutte le società regolarmente costituite, nelle quali vi ha ciò che si dice un governo, noi oltre al vedere che l'autorità di questo si esercita in nome dell'universo popolo, oppure di un'aristocrazia dominante, o di un unico sovrano, punto questo che più tardi esamineremo con miglior cura e del quale valuteremo l'importanza, troviamo costantissimo un altro fatto: che i governanti, ossia quelli che hanno nelle mani ed esercitano i pubblici poteri, sono sempre una minoranza, e che, al di sotto di questi, vi è una classe numerosa di persone, le quali non partecipando mai *realmente* in alcun modo al governo, non fanno che subirlo; esse si possono chiamare i governati. [...] in ogni tempo ed in ogni luogo, tutto ciò che nel governo è parte dispositiva, esercizio d'autorità, ed implica comando e responsabilità, è sempre l'attribuzione di una classe speciale, i cui elementi di formazione, secondo il secolo ed il paese, possono variare, è vero, moltissimo, ma che, in qualunque modo sia composta, sempre forma davanti alla massa dei governati, ai quali s'impone, una sparuta minoranza. Questa classe speciale noi, d'ora in poi, chiameremo la classe politica». Mosca (1982: 203, 207).

cresciuti - nei quali vengono affrontate alcune questioni nevralgiche: la crisi delle istituzioni postunitarie, la critica al “dogma” della democrazia, il trasformismo - in quanto degenerazione della vita parlamentare - e la nascita, fra fine Ottocento e inizio Novecento, di una sorta di romanzo di costume intorno alla nuova società democratico-parlamentare, espressione di una letteratura divenuta strumento di critica politica.

Nei due volumi monografici, *Il problema della democrazia dopo l'Unità* del 1934 - considerato il contributo dematteiano più rilevante sul nodo teorico-politico della democrazia e delle sue “manifestazioni” nelle istituzioni postunitarie - e *Dal trasformismo al socialismo* del 1940, è riassunto questo composito itinerario critico, nel quale affiorano gli argomenti all'attenzione dello studioso già dalla fine degli anni Venti. Gli articoli che confluiscono in forme diverse nelle due opere sono *La critica antiparlamentaristica in Italia dopo l'Unificazione* del 1928 apparso su *Educazione fascista*, *Dai partiti al partito* del 1934, *Logica e funzione del trasformismo* del 1935, *Dal trasformismo al socialismo* e *Verso il partito unico* del 1936, *La democrazia dal Risorgimento al Fascismo* del 1937, pubblicati tutti su *Civiltà fascista*, *Letteratura e antiparlamentarismo dopo l'Unificazione* del 1936, comparso su *Scuola e cultura* (uscito in volume l'anno successivo) e la voce *Trasformismo* del 1940 sul *Dizionario di politica*⁸.

Come saggi autonomi, nel 1935, vedono la luce *Caratteri e funzione del trasformismo* per i tipi di Cremonese e, nel 1937, *Cultura e letteratura antidemocratiche* per Le Monnier (i due saggi che compongono questo volumetto figureranno in appendice all'opera *Dal trasformismo al socialismo*).

Una riflessione a parte meritano *La dottrina della “classe politica” e il fascismo* del 1931, e *Embrioni e anticipazioni della teoria della “classe politica”* del 1932 (inclusi poi nella raccolta *Ricerche di storia del pensiero politico*), il primo apparso su *Edu-*

⁸ Alcuni degli articoli sarebbero stati raccolti successivamente in volume. Cfr. De Mattei (1980). Il saggio *Dal trasformismo al socialismo* avrebbe poi inaugurato un'altra pagina delle ricerche sul socialismo, proseguita con *La prima apparizione in Italia dei termini «socialismo» e «socialisti»* (1941) e *Le prime discussioni in Italia sull'esistenza e sull'essenza d'una «questione sociale»* (1943), pubblicati sulla rivista *Storia e Politica Internazionale*.

cazione fascista, l'altro sulla *Rivista internazionale di filosofia del diritto*. Pur conservando un forte legame con l'impianto critico sviluppato da De Mattei in questi anni, i due articoli esaminano più direttamente la storia del concetto di classe politica, e addirittura la sua "continuità" nel fascismo. E se il contributo del 1932, più che un omaggio a Mosca, si presenta come una rapida rassegna storica, presso scrittori italiani e stranieri, delle prime apparizioni o intuizioni del concetto di classe politica⁹, quello del 1931 ha finalità più manifestamente "militanti", su cui ci soffermeremo.

A questa ricca letteratura andrebbe aggiunto il *Discorso sul metodo* del 1931, pubblicato su *Critica fascista*, nel quale il pretesto di un intervento nel dibattito sollevato dai contributi di Ogetti, Pellizzi e Bottai sul tema dei «giovani e il comando nel fascismo» offre a De Mattei l'occasione per spingersi sulle questioni a lui più care in quel periodo, e dunque ancora la classe politica - nei termini della formazione del ceto dirigente - e il partito unico di Stato (cfr. De Mattei 1931: 61-63).

Da questi differenti momenti di elaborazione teorica - che attestano oltretutto una presenza consolidata di De Mattei nei luoghi ufficiali della cultura fascista - prende corpo una tesi originata dalle prime ricerche moschiane sulla deriva della democrazia (per Mosca l'attacco alla democrazia rientra nella critica dell'ideologia in nome della scienza, nel rifiuto di un sistema di dottrine astratte e "formule" in grado di legittimare il potere, ma non coerenti con l'azione politica) e sul mal funzionamento delle istituzioni rappresentative, confluite nella *Teorica dei governi e del governo parlamentare* del 1884¹⁰. Si tratta di un contributo giovanile divenuto fondamentale nelle pieghe di una riflessione pubblica già molto avanzata sui mali del parlamentarismo, che rivela un sostanziale «rifiuto delle istituzioni che il liberalismo risorgimentale aveva dato all'Italia» (Passerin d'Entrèves 1970: 148); nello stesso anno in cui la *Teorica* vede la luce, vengono pubblicati alcuni articoli sullo stesso tema a

⁹ De Mattei, forse, traeva ispirazione dallo stesso Mosca nella scelta del tema di questo contributo, che rinvia al primo capitolo della seconda parte degli *Elementi di scienza politica*, intitolato *Origini della dottrina della classe politica e cause che ne avevano ostacolato la diffusione*. Cfr. Mosca (1982: 929-940).

¹⁰ Da questo momento, *Teorica*.

firma di Vittorio Emanuele Orlando e Ruggero Bonghi, e nel 1885 segue la monografia *Del Parlamentarismo. Mali, cause, rimedi* del costituzionalista Angelo Majorana. La necessità di superare ideologie e concrezioni dottrinarie, facendo ricorso al metodo storico, si sposa dunque all'intendimento pratico-realistico, coltivato fin dalla *Teorica*, di fondare una scienza del nuovo Stato e definire un'inedita sintassi di funzioni e ruoli sociali, così da promuovere, come è stato scritto, «un processo di severa educazione morale e scientifica, utile non solo a formare governanti saggi e sapienti, ma anche ad illuminare e dirigere la pubblica opinione dei governati» (Sola 1982: 14).

Rispetto alle aspirazioni ideali, egualitarie o rivoluzionarie, e ai loro equivoci, Mosca ricorre peraltro alla scienza - che non è dedizione incondizionata alla ragione, ma consapevolezza della natura umana, delle sue passioni e delle sue tendenze sociali - per arginare l'inefficienza delle istituzioni, ponendo questioni che attengono ad una teoria del governo, come l'origine e la legittimazione del potere, la genesi del consenso, la selezione e formazione della classe dirigente, fino alla sua stessa organizzazione.

Da quell'opera giovanile di Mosca, di cui viene valorizzata la portata "realistica" e la capacità di coniugare scienza e storia nell'interpretazione del presente, De Mattei filtra il concetto di classe politica, per assumerlo tuttavia in una accezione seccamente antiliberalista. La *Teorica*, peraltro, rimane per De Mattei il punto più alto, più «audace», delle ricerche moschiane: nel commemorare la figura di Mosca nel 1942, l'allievo dedica qualche parola in più a quel primo saggio del maestro, in grado di minare «le massicce costruzioni ideologiche dello Stato parlamentare», mentre gli *Elementi di scienza politica* meritano solo un cenno più fugace (De Mattei 1942: 3). In aggiunta, nell'introduzione alla raccolta *Ciò che la storia potrebbe insegnare* del 1958, curata dallo stesso De Mattei con Gaspare Ambrosini e Leonardo Salemi, viene chiarita l'intenzione di proporre alcuni scritti introvabili di Mosca, tra cui la stessa *Teorica*, e non tanto quegli *Elementi*, divenuti l'opera più nota dello studioso che ebbe il merito di stemperare gli "eccessi" del suo stesso scientismo, elevando la comparazione storica a strumento principe per la ricerca delle «leggi costanti» che

regolano l'esperienza politica, e per l'analisi delle stesse istituzioni.

Qualche anno più tardi, nel 1968, la nuova edizione della *Teorica* sarà preceduta da una *Presentazione* ancora a firma di De Mattei¹¹. In quelle pagine si insiste sul rifiuto di Mosca dell'idea della democrazia come costruzione ideale priva del contatto diretto con la realtà, separata dalla cognizione dei rapporti sociali, e sullo scetticismo quindi verso i sistemi dottrinali assunti dalla tradizione, non sempre conformi alla realtà dei fatti sociali (cfr. De Mattei 1968: VI). Sul complesso nodo della democrazia diretta, ad esempio, lo studioso richiama e fa suo un passaggio della tesi di Mosca per la libera docenza in Diritto costituzionale, intitolata *Dei rapporti fra il Parlamento ed il potere giudiziario*, dove si legge:

essa [la democrazia diretta] non farebbe che accrescere l'influenza politica delle grandi masse e quella della ricchezza, che le sa comprare, a detrimento degli elementi sociali che rappresentano l'intelligenza e la superiore coltura scientifica: il che val quanto dire aumentare il potere delle forze materiali, naturalmente sostenitrici del regime arbitrario, a scapito delle forze morali, che sole nella società rendono possibile il regime di Diritto (Mosca 1885: 11-12).

Nei saggi apparsi fra il 1928 e il 1937, da *La critica antiparlamentaristica in Italia dopo l'Unificazione* a *La democrazia dal Risorgimento al Fascismo* - che includono il volume *Il problema della democrazia dopo l'Unità* - De Mattei si propone evidentemente di riprendere i capisaldi di un dibattito relativamente recente, del quale, in ogni caso, restava l'eco, e in cui si condensava la «reazione alle ideologie e ai relativi ordinamenti costituzionali» (Delle Piane 1952: 9), facendo espressamente leva sulla *Teorica* di Mosca e non sugli *Elementi di scienza politica*. Dalla prima opera, infatti, egli assumeva gli accenti più severi verso una certa eredità culturale delle istituzioni risorgimentali liberali, e soprattutto nei confronti della democrazia, considerata un'astrazione, una pericolosa ideologia.

¹¹ L'anno seguente, il contributo viene riproposto sulla rivista *Storia e Politica*, dove De Mattei sottolinea anche il valore metodologico dell'opera di Mosca, in quanto testimonianza «della problematica giuridico-politica che travagliò gli spiriti pensosi dell'epoca umbertina». De Mattei (1969: 345).

Andrà precisato che l'obiezione moschiana alla democrazia era effettivamente animata dall'esigenza di pensare la politica scientificamente, rifuggendo da "miti", da costruzioni metafisiche, e che dunque nella democrazia Mosca rigetta prima di tutto l'idea di un governo della maggioranza e l'inviolabilità del principio della sovranità popolare: in questo senso è radicale la sua avversione alle teorie di Rousseau, e soprattutto all'uso che ne era stato fatto. Anche nella più tarda *Storia delle dottrine politiche*, denunciando le contraddizioni del sistema rousseauiano, il professore palermitano avrebbe rilevato:

unico governo legittimo sarebbe la democrazia diretta, quello cioè in cui il potere legislativo appartiene all'intero corpo dei cittadini, ai quali spetta pure la designazione delle persone incaricate di fare eseguire le leggi. Ed aggiungiamo che Rousseau non ammette che la collettività possa delegare i suoi poteri ad un'assemblea elettiva [...]. Può essere interessante il far rilevare che nel *Contratto sociale* vi è un passo che è in perfetta contraddizione con tutto il resto dell'opera; è quello nel quale si dice che «a prendere il termine nel rigore del suo significato non è mai esistita una vera democrazia e non esisterà mai, perché è contro l'ordine naturale delle cose che il gran numero governi ed il piccolo sia governato (Mosca 1951: 247)¹².

Lo studio critico delle istituzioni rappresentative, in questa direzione, si iscrive nella convinzione che la scienza, ossia la conoscenza come processo razionale, desunto dall'evidenza del dato storico e dall'esperienza quotidiana - quasi una felice trasposizione della lezione machiavelliana, cara a Mosca, della buona politica appresa da una «lunga esperienza delle cose moderne e una continua lezione delle antiche» - possa offrire un riscatto dall'ideologia, che non è solo costituita dalla tradizione dottrinarie liberale (con il corredo delle culture giusnaturalistiche e la grammatica dei diritti individuali a priori), ma anche dal marxismo, e dagli effetti concreti della organizzazione dei grandi partiti politici di massa. Il tentativo di oggettivare la politica, superando un «positivismo inteso come puro meccanicismo» (Sola 1982: 31), facendone una scienza del potere, diventa così non solo espressione della fede nutrita verso il bino-

¹² L'opera è una riedizione delle *Lezioni di storia delle istituzioni e delle dottrine politiche* (Roma, 1933).

mio fra conoscenza e capacità, dove nella capacità si riflette il valore culturale e professionale della classe politica, della minoranza qualificata, ma rappresenta anche una forma di resistenza - che nel caso di Mosca ha il sapore della “conservazione”-rispetto alla forza d’urto inarrestabile dei grandi ideali rivoluzionari della seconda metà dell’Ottocento.

3. *Antiparlamentarismo e classe politica*

Fin dal 1928 De Mattei rivela dunque un grande interesse per la critica antiparlamentaristica dopo l’Unificazione al quale è intimamente congiunto il tema della polemica verso l’ideale democratico. Almeno fino al 1935, quando l’analisi del professore siciliano si concentra maggiormente sul nodo del trasformismo politico e sulle forme che questo fenomeno assume nella cultura, e specie nella letteratura, egli pur sottolineando l’inevitabilità storica dell’adozione del regime parlamentare a seguito del compimento del processo unitario, si sofferma a lungo sul sofferto dibattito, intervenuto soprattutto a partire dagli anni Ottanta dell’Ottocento, intorno all’«infermità parlamentaristica» (De Mattei 1928: 197). Già nella *Critica antiparlamentaristica dopo l’Unificazione*, egli riconosce il valore della lezione di Mosca e assegna all’autore della *Teorica* un ruolo da protagonista nelle discussioni dell’epoca, accanto a quello dei pensatori politici e giuristi Turiello, Bonghi, Brunialti. La denuncia del cattivo funzionamento dell’istituto parlamentare, la necessità dell’adozione di un meccanismo di governo di “importazione” - non congeniale all’esperienza sociale e politica italiana -, si sposa alla rampogna morale, ripercorsa attraverso le parole di Mosca, contro la predominante «mediocrità di intelletti e di caratteri» (*ibidem*) che abita la Camera dei deputati, contro un congegno istituzionale che è rappresentazione fittizia del Paese, contro il “capriccio” del numero, e un sistema caratterizzato da vigliaccheria, furberia, intrigo, pensato per «abbassare il senso morale degli uomini» (*ivi*: 198). La ricognizione critica avanzata in quelle pagine, tuttavia, non si propone di liquidare una parentesi della storia nazionale, ma di stabilire una continuità

fra passato e presente, in nome di alcuni nodi politici ancora irrisolti, e far tesoro di quel «travaglio dei padri» che sarebbe affiorato nella ricca pubblicistica e nell'acceso confronto istituzionale postunitario.

Del resto, l'eredità di Mosca è rinvenibile nell'analisi dematteiana delle patologie del sistema parlamentare, e nella denuncia dell'inconsistenza delle "formule" politiche della tradizione liberal-democratica. Proprio questi argomenti nevralgici della *Teorica* avevano costituito il presupposto storico-istituzionalistico, il terreno di coltura, per la genesi del concetto di classe politica, che tuttavia in questo primo contributo di De Mattei non viene menzionato. Ad esso, invece, è dedicato un posto di rilievo nelle pagine di *La dottrina della "classe politica" e il fascismo*, in cui viene fissato un nesso politicissimo fra la dottrina del maestro e il fascismo. L'articolo risale al 1931, e dunque ad una fase in cui Mosca, rispetto agli approdi dottrinali delle opere giovanili, e da spettatore della grave crisi politica che il Paese sta attraversando - ma soprattutto fedele al principio della libertà nella sua torsione costituzionalistica, come cemento delle istituzioni democratiche -, ha espresso preoccupazione circa la potenziale degenerazione autoritaria che la sua teoria avrebbe potuto covare. Peraltro, già in occasione della prolusione pronunciata per l'inaugurazione dell'a.a. 1902/1903 dell'Università di Torino, sul tema *Il principio aristocratico ed il democratico nel passato e nell'avvenire*, il professore palermitano si chiedeva se la dottrina della classe politica non «condannasse "irremissibilmente" l'idea di democrazia» e giungeva alla conclusione che, sebbene non fosse attuabile un governo affidato roussoianamente «alla maggioranza numerica dei cittadini», essa non negava il principio democratico (cfr. Passerin d'Entrèves 1970: 161), inteso come «l'accessibilità a qualunque grado sociale aperta a tutti in diritto ed in fatto, la scomparsa di ogni vantaggio dovuto alla nascita nella lotta per la preminenza sociale» (Mosca 1949: 20). Poco più tardi, nel corso di una intervista rilasciata a Mario Calderoni, egli aveva ulteriormente chiarito - ben prima dell'approfondimento venuto con la seconda edi-

zione degli *Elementi di scienza politica*¹³ - i termini della sua giovanile obiezione alla democrazia. Non sarà fuori luogo riportare per intero alcuni passaggi dell'intervento, in cui Mosca precisava:

La mia teoria delle forze politiche implica senza dubbio una condanna dei teorici della democrazia, poiché mostra che un governo vero e proprio di maggioranza è impossibile, e che esisteranno sempre delle minoranze politiche di fronte a maggioranze politiche. Ma che la teoria astratta della democrazia sia sbagliata non significa che la pratica delle democrazie sia in tutto e per tutto da condannarsi. La democrazia nel fatto ha sostituito ad un metodo della classe politica un altro metodo di scelta: e non si può dire che la sostituzione sia stata cattiva, specie qualora il nuovo criterio non sia applicato in modo troppo esclusivo ed uniforme, e venga temperato con altri. Dobbiamo alla democrazia, almeno in parte, il regime di discussione in cui viviamo; le dobbiamo le principali libertà moderne: quella di pensiero, di stampa, di associazione. Ora il regime di libera discussione è il solo che permetta alla classe di rinnovarsi, che la tenga a freno, che la elimini quasi automaticamente quando essa non corrisponda più agli interessi del paese [...] io posso certamente dirmi un antidemocratico, ma non sono un antiliberalista; anzi sono contrario alla democrazia pura, appunto perché sono liberale. Ritengo che la classe politica non debba essere compatta, omogenea, ma debba risultare composta da elementi diversi per origine e per interessi; quando invece il potere politico proviene da una fonte sola, sia pure anche dalle elezioni a suffragio universale, lo ritengo pericoloso ed atto a divenire oppressivo (*ivi*: 334-335)¹⁴.

La scelta liberale di Mosca, e la sua rivalutazione del regime rappresentativo - si è scritto che fu il liberalismo e non l'antiparlamentarismo il dato saliente della sua visione politica (Albertoni 1978: 204) -, venivano del resto confermate anche da osservatori come Piero Gobetti che, nel 1924, immortalava sulla

¹³ Sull'edizione dell'opera del 1923, è stato osservato: «questa apparve arricchita di una seconda parte completamente nuova, comprendente, insieme con una specie di esame di coscienza, in principio, e un giudizio sullo spirito del tempo, alla fine, ulteriori chiarimenti sulla dottrina, una più precisa formulazione di alcuni principi, correzioni di precedenti vedute, contestazioni polemiche, critiche di teorie passate». Bobbio (1994: VIII).

¹⁴ L'intervista di Mario Calderoni con il titolo "Aristocrazie e democrazie" (colloquio con Gaetano Mosca), comparsa sulla rivista *Il Regno*, n. 89 (24 gennaio 1904), pp. 2-3, ora è in Mosca (1949: 331-337).

Rivoluzione Liberale il conservatore-galantuomo. Da quel ritratto emergeva la capacità di Mosca nel conciliare «documentazione storica e dimostrazione scientifica» (Gobetti 1924: 71) e comunque di «correggere le sue premesse teoriche con la sua cultura storica», addentrandosi nelle forme della crisi della borghesia ottocentesca e delle sue istituzioni. Lettore analitico di quel tessuto sociale e politico, ancora immaturo, nel quale si andava consolidando l'ideale democratico, Mosca è apprezzato da Gobetti per il suo contributo innovatore venuto dalla «teoria della classe dirigente», che avrebbe dato i suoi frutti nel tempo.

Di quella dottrina, che viene attualizzata e riproposta alla luce delle opere più mature del professore siciliano, Gobetti coglieva l'essenza di una nozione "aristocratica" della libertà, e la progettualità nobile nell'idea del divenire di un processo storico che favorisce l'affermazione dei migliori e la rigenerazione morale della società. Rigettando, dunque, la convinzione che la classe politica rinviasse ad un principio elitario, e alla permanente supremazia dell'ideale eugenico, il giovane intellettuale torinese - in un periodo di intesa criticità per la nazione - riconosceva il potenziale fattore di rinnovamento etico-politico trattenuto dalla teoria moschiana, e la sua capacità di sollecitare una sana dialettica all'interno di quella classe a cui era affidata una vera "missione":

Oggi, nel 1924, mentre tutti proclamano la fine del parlamento e vantano i beni della dittatura, Mosca si accorge che il sistema parlamentare è ancora il miglior strumento perché si formi, si raffini, si differenzi, si esprima la minoranza direttrice provando attraverso il lungo noviziato della libera lotta e della critica aperta le sue attitudini. Il compito della speculazione politica che proseguirà l'opera del Mosca è di accentuare questa interpretazione democratica e liberale, di mettere audacemente d'accordo i due concetti di *élite* e di lotta politica (*ibidem*).

Pur muovendo da Mosca, d'altra parte, De Mattei, nel 1931, avrà già maturato la convinzione che la classe politica coincida

con il partito fascista¹⁵. La dottrina moschiana viene, infatti, adottata per legittimare il partito unico e rinvia, in ogni caso, ad un concetto di ordine senza conflitto. È quanto emerge dalle pagine dell'articolo in cui il fascismo è divenuto un centro di valore, il perno intorno al quale far ruotare altre teorie, al punto che De Mattei si chiede se la classe politica sia «una teorica che il fascismo può accettare e far sua» (De Mattei 1931: 675). Qui, lo studioso prova a dimostrare, se non l'affinità, la naturale prossimità, fra la teoria moschiana e il fascismo, rinvenuta nel motivo antidemocratico presente nella dottrina della classe politica, e difendendo il maestro da possibili detrattori, ricorda che «Mosca intendeva solamente diffidare del feticcio parlamentare: intendeva dimostrare come la classe parlamentare si formasse al di fuori della volontà della massa e anzi la folla soggiogasse, sia pure servendosi di una «formula» allora di moda: quella democratica» (*ivi*: 679). Il fascismo, minoranza organizzata, dopo una rivoluzione, avrebbe assunto la direzione dello Stato divenendo «classe fascista», in grado di conservare nella struttura di partito la forza «organica e gerarchica» (cfr. *ivi*: 680-681). Non solo, forzando la dottrina di Mosca, De Mattei ritiene che la classe politica sia concetto più congeniale al fascismo perché meno chiusa dell'*élite* paretiana. Capace di includere le masse, la classe politica fascista è moralmente superiore e volta ad assicurarsi il consenso, come viene esplicitamente chiarito:

La dottrina della classe politica, dunque, quale dal Mosca fu enunciata, e quale può interpretarsi, non solo serve ai fini del «primo tempo» fascista, ma anche ai fini della seconda fase, in cui la minoranza trova il consenso della massa: sicché a questa dottrina ci si può ancora oggi, ricchi di nuova esperienza, utilmente riferire, senza perciò, vo-

¹⁵ Rispetto alla stringente associazione fra classe politica e fascismo, qui profilata, poco incisivo appare il giudizio di Russi, per il quale: «De Mattei è convinto di trovare nella teoria della classe politica la chiave interpretativa del successo storico del fascismo» Russi (2005: 112). E ancora, su De Mattei: «non si propone, come in quegli anni vanno facendo alcuni intellettuali di regime, di conciliare le teorie di Mosca con l'organizzazione politica e sociale del fascismo» (*ivi*: 28).

ler minimamente indulgere ad alcuna tentazione di interpretazione meccanica dei fatti sociali (*ivi*: 684).¹⁶

Il Mosca «antiparlamentarista, anti-suffragista», critico del principio di maggioranza, viene dunque assunto come massimo fu-
stigatore del dottrinarismo democratico «di moda»: la sua lezione, filtrata da De Mattei, risulta attuale e valida per il fascismo, che rappresenta la nuova minoranza organizzata con la sua «formula dottrinale» in grado di dirigere la società politica italiana, «una massa disorganizzata, priva di principi ideali radicati» (*ivi*: 680). La convinzione che sia una minoranza a governare anche nel fascismo è acquisita a partire dal riconoscimento della critica delle idee democratiche su cui la dottrina trova il suo radicamento e la sua evidenza fattuale. De Mattei, quasi in ossequio al realismo politico del maestro, e fissando una continuità storica fra Risorgimento e fascismo - entrambi, a suo giudizio, confermerebbero la teoria moschiana -, dimostrerà che a causa del disorientamento politico e morale intervenuto nel Paese, la «direzione» dello Stato era passata «rivoluzionariamente» ad una minoranza organizzata (cfr. *ivi*: 680-681). La classe politica, inoltre, per De Mattei, non giustifica solo il fascismo delle origini, che dà vita ad una nuova aristocrazia di governo, ma anche una seconda stagione in cui quella minoranza si converte in partito unico di Stato. In tal senso, il professore siciliano sottolinea ancora: «una classe politica può, anzi deve, oggi come oggi, assumere forma e forza di grande partito», in grado di «dominare» lo Stato, che è «una realtà storicamente determinata, è appunto l'espressione del partito che nella vita storica prevale, componendo la lotta politica: l'identificazione, quindi, di Stato e partito è corretta è logica.» (*ivi*: 685).

¹⁶ Va rilevato che De Mattei, da sempre impegnato nella ricerca del versante etico-spirituale dell'esperienza politica, nella classe politica di Mosca esalta oltretutto la capacità dei governanti di stabilire un «rapporto morale» con i governati. Con riferimento a questo aspetto, e per sottolineare la «rigorosa critica delle idee democratiche» del maestro - sbilanciandosi, in questo caso, su un tema che Mosca aveva sottoposto a profonda revisione -, egli richiama gli *Elementi di scienza politica*. Cfr. De Mattei (1931: 678, 683). In verità, sul nodo della questione morale, la differenza fra i due autori - che non verrà affrontata in questa sede - si fa sostanziale.

Mosca, peraltro, in una breve lettera risalente alla fine di settembre del 1931, non si mostra sorpreso dell'equazione fra la sua classe politica e il partito fascista e ringrazia De Mattei per aver valorizzato le sue ricerche, invitandolo a continuare negli studi:

Reduce da Fiuggi ho trovato il numero della Educazione fascista che Ella gentilmente mi ha mandato col suo importante articolo sulla Dottrina della classe politica ed il Fascismo. Ho letto l'articolo e Le son molto grato per quanto Ella ha fatto per mettere in luce la parte che ho avuto nella costruzione della dottrina della classe politica. È una vera prova d'amicizia che Ella mi ha dato. Spetta ora ai giovani di continuare lo svolgimento della cennata dottrina ed uno di questi giovani potrà essere Lei (Mosca 1993: 284).

Nondimeno, non possiamo trascurare che qualche anno più tardi, nel gennaio del 1935, mostrandosi impaziente di leggere il volume *Il problema della democrazia dopo l'Unità*, Mosca solleciti l'allievo sull'aspetto saliente, sotto il profilo tecnico, della sua obiezione alla democrazia, e riferendosi proprio alla *Teorica* osservi:

credo che la parte originale di quel mio lavoro giovanile consista nella constatazione dell'incompatibilità fra il presupposto teorico dei regimi democratici con la loro pratica attuazione mercé qualsiasi sistema rappresentativo; ossia sulla contraddizione inevitabile tra la formula politica, sulla quale poggia la legittimità dei regimi democratici, e la necessità imprescindibile di una minoranza dirigente che realmente esercita il potere. In fondo perciò la democrazia sarebbe uno dei diversi modi con i quali si può formare ed organizzare la cennata minoranza dirigente e non sempre il modo migliore (*ivi*: 287).

Segue un riferimento alle due parti di cui si compongono gli *Elementi di scienza politica* in cui Mosca sostiene di aver sviluppato la sua teoria, e che sembra voler richiamare alla memoria di De Mattei.

A qualche giorno più tardi risale un'altra lettera in cui il professore palermitano esprime un vivo apprezzamento per il lavoro dematteiano sulla democrazia, per la sua originalità e per l'ampiezza della ricerca condotta. Egli inoltre indica due punti sui quali l'allievo avrebbe potuto maggiormente

intrattenersi, ovvero «l'influenza dei successivi allargamenti del suffragio sulla decadenza del regime democratico liberale» e la «quasi totale mancanza di qualsiasi organizzazione del partito liberale democratico nel paese» (*ivi*: 288).¹⁷ Sono assenti, invece, riferimenti al concetto del partito unico di Stato, già introdotto in *La dottrina della "classe politica" e il fascismo*, e diffusamente trattato nel secondo capitolo del libro del 1934¹⁸, o all'ultimo capitolo di questo stesso volume in cui Mosca torna, accanto a Pareto, come teorico delle minoranze, e rappresentante di quelle «classi colte italiane» che, pur avendo posto la questione delicata della corruzione del sistema parlamentare, non erano state in grado di risolvere il problema per «immaturità storica» (De Mattei 1934: 123). Mosca, in altri termini, non si sarebbe spinto oltre il riconoscimento dell'importanza delle minoranze e non avrebbe colto l'inevitabile "mutazione" della democrazia, resa concreta dal fascismo, attraverso un cambiamento radicale nella vita del Paese (*ivi*: 124). In quell'ultimo capitolo del *Problema della democrazia dopo l'Unità*, De Mattei individuava nella genesi della democrazia «accentrata», tenuta a battesimo dal fascismo, l'approdo della tormentata stagione del dibattito postunitario di cui Mosca era stato uno dei protagonisti di maggior valore. Addirittura, nel fascismo, lo studioso catanese riconosceva una risposta, nei termini di una nuova etica politica e della «Rivoluzione del nuovo secolo», alla impellente domanda di trasformazione della società (cfr. *ivi*: 128-129).

Pur collocandosi nel solco degli studi di Mosca, e approfondendo il dibattito dottrinario sull'evoluzione storica della democrazia, De Mattei assume quindi il concetto di classe politica in funzione del ruolo organizzatore del partito fascista e abbracciando la nozione di democrazia esposta da Mussolini nelle pagine della *Dottrina del fascismo*, apparsa nel XIV volume dell'Enciclopedia italiana.

Della parzialità del prelievo da Mosca è testimonianza, del resto, la quasi totale assenza di riferimenti agli *Elementi di scienza politica*. Nei contributi composti fra il 1928 e il 1940, pur essendoci qualche fugace cenno al «testamento scientifico»

¹⁷ Sul punto, si veda anche Russi (2005: 110).

¹⁸ Questo secondo capitolo sarebbe apparso su *Civiltà fascista*, nelle pagine del contributo *Dai partiti al partito*. Cfr. De Mattei (1934: 23-47).

del maestro, manca in De Mattei una problematizzazione di quei concetti nevralgici dell'opera, come la difesa giuridica, che avevano segnato un'importante evoluzione, una matura integrazione e un affinamento teorico-morale delle teorie moschiane, insieme alla riabilitazione delle istituzioni rappresentative. In particolare, non vi è il riconoscimento di come, nonostante i limiti della democrazia, secondo Mosca, fosse proprio il regime parlamentare a favorire il pluralismo e a sottoporre la classe governante a quella responsabilità pubblica e politica garantita dalla difesa giuridica¹⁹. Nel suo volume del 1934, e negli articoli preparatori che lo precedono, De Mattei sembra piuttosto interessato a richiamare il Mosca della *Teorica* per denunciare l'insufficienza delle istituzioni rappresentative, e sottolineare l'efficacia della risposta politica fascista a tale carenza.

Nel 1969, in una fase successiva, politicamente molto differente, De Mattei sarebbe tornato alla *Teorica*, e, riflettendo sull'istituto parlamentare e rappresentativo, avrebbe concluso:

in definitiva, gli [a Mosca] risultava, come oggi a noi sembra, uno strumento non facilmente sostituibile, di contatto con le masse e di progresso sociale. Con gli anni, sopraggiunse nel Mosca il timore, forse l'incubo, che l'abbandono di un sistema del quale per lo meno si conoscevano i difetti, potesse far luogo ad altro sistema, per avventura anche più gravido di incognite e di pericoli (De Mattei 1969: 358).

Si tratta di un passaggio che svela un ripensamento significativo delle convinzioni nutrite trent'anni prima, quando il recupero della rampogna antidemocratica, confluita nelle prime opere del professore palermitano - oltre alla *Teorica*, si pensi alle *Costituzioni moderne* del 1886 - veniva assunta per ratificare la politica del regime²⁰.

¹⁹ In tale direzione, è stato sottolineato: «La duplice preoccupazione nei confronti di una collettivizzazione della società, non meno che nei riguardi di una sua burocratizzazione di impronta autoritaria, porta lo studioso palermitano a valutare i regimi politici a seconda del grado in cui realizzano la difesa giuridica, assicurando ai cittadini pluralismo, stabilità ed equilibrio». Sola (1982: 47).

²⁰ La posizione di De Mattei, già a partire dalla fine degli anni Trenta, mutò gradualmente. Fautore degli ideali della nazione, lo studioso catanese, che visse una parte decisiva della sua maturazione intellettuale proprio durante il Ventennio - si pensi al rapporto con Mosca, ma anche con Volpe, Prezzolini, Gentile, solo per fare alcuni nomi - probabilmente lesse nell'ascesa di Mussolini

Ma, restando al volume del 1934, è possibile che Mosca accettasse l'impianto complessivo dell'opera di De Mattei, limitandosi a ringraziare l'allievo per le «lusinghiere citazioni» dei suoi lavori, non sollevando obiezioni sulla modalità del ricorso alla teoria della classe politica?

Si potrebbe rispondere riprendendo alcune considerazioni di Albertoni che, nel ricordare i termini del giuramento del novembre 1931 di Mosca al Re e al regime fascista, scriveva:

Il rifiuto del giuramento è, a mio avviso, impensabile per un uomo come il Mosca. Fallito il tentativo, che anch'egli credette possibile, di inserire il fascismo nell'ordine costituzionale e formatosi un regime politico con caratteri illiberali il Mosca ritiene suo dovere proseguire nel suo magistero, nell'opera di scienziato e di formatore di giovani coscienze. È un ruolo congeniale anche rispetto alla sua teorizzazione più strettamente politica (Albertoni 1978: 100).

In questi risvolti della docenza dell'ultimo Mosca, e in alcune pagine di grande interesse della *Storia delle dottrine politiche*, già poste in risalto da Albertoni (*ivi*: 101), si legge la resistenza "misurata" di chi, confidando ancora nei «valori propri della civiltà politica del liberalismo», e dopo aver tentato di respingere il cambiamento in atto nei luoghi istituzionali o attraverso l'adesione al manifesto degli intellettuali antifascisti, è convinto della necessità di insistere sull'educazione, sulla formazione dell'uomo, per contrastare la nuova rappresentazione della politica come forza e dominio (cfr. *ibidem*)²¹. Del resto, è lontana la

l'occasione per superare la crisi, anche "spirituale", della democrazia, riappropriandosi di un sistema valoriale (cfr. Russi 2005: 38) che sembrava essere stato travolto dalle contraddizioni irrisolte dello Stato liberale. Con questa forte motivazione egli intese la sua partecipazione all'imponente iniziativa culturale promossa dal fascismo, che implicò solo una militanza intellettuale, poiché egli non confidava in quella propriamente politica. Nondimeno, la dedizione allo studio erudito restò nel dopoguerra la sua cifra distintiva, accanto alla instancabile ricerca del nesso fra politica e morale - mai risolto nell'"autonomia" della politica - che dalla storia del pensiero, specie post-tridentino, De Mattei trasferì all'analisi di quel presente sociale e politico travagliato, fra la metà degli anni Sessanta e la fine del decennio successivo, nel quale si consumò l'ultima fase della sua vita accademica.

²¹ Sulla rinuncia di Mosca a esibire forme di aperto dissenso verso il regime fascista, è stato scritto: «Gaetano Mosca consumò gli ultimi sedici anni della sua vita chiuso in un dignitoso silenzio, quasi per una silenziosa protesta del

fase in cui Mosca, non isolato fra i liberali conservatori, «nutri la convinzione che il fascismo potesse costituire un baluardo all'anarchia sociale e parlamentare come pure ritenne che l'autoritarismo mussoliniano, da un lato, fosse in grado di mettere in liquidazione le avversate dottrine egualitarie e, dall'altro, dovesse costituire una tappa forzata nel ripristino delle istituzioni democratico-rappresentative» (Sola 1992: 84).

Peraltro, la fiducia nella possibilità di leggere scientificamente la politica, almeno fino al delitto Matteotti, aveva indotto Mosca, testimone analitico dei radicali sconvolgenti che stavano interessando le istituzioni del Paese, a vedere «realizzate le sue previsioni», soprattutto rispetto ai temi dello «sgretolamento della difesa giuridica e della separazione dei poteri» (*ivi*: 103).

Se, tuttavia, la crisi dello Stato liberale e l'avvento politico del fascismo rappresentavano una conferma della validità della dottrina della classe politica, e Mosca, dopo la marcia su Roma, aveva attribuito la genesi del potere di Mussolini alla crisi del sistema rappresentativo, egli già nel 1923, con la seconda edizione degli *Elementi di scienza politica*, ridimensionava, sul fronte dottrinario, la sua critica al parlamentarismo. Mentre, da uomo di Stato, solo qualche anno più tardi, avrebbe difeso le istituzioni liberali nel momento più delicato per il destino politico del Paese. Si pensi al discorso pronunciato al Senato, nella seduta del 19 dicembre 1925, in cui, discutendo il disegno di legge per cambiare l'ordinamento dei pubblici poteri e, specie, le prerogative del capo del governo, Mosca sosteneva:

noi assistiamo, diciamolo pure sinceramente, alle esequie di una forma di Governo; io non avrei mai creduto di dover essere il solo a fare l'elogio funebre del regime parlamentare [...] io che ho adoperato sempre una critica aspra verso il Governo parlamentare, ora debbo quasi rimpiangerne la caduta. Riconosco che questo sistema doveva subire delle sensibili modificazioni, ma non credo che sia già maturo il tempo di procedere ad una sua trasformazione radicale, ed ora che lo si abbandona è giusto ricordare i suoi meriti (Mosca 1949: 282).

Risorgimento liberale che tramontava, sotto l'incalzare del Novecento totalitario» Lombardo». (1971: 62).

Nondimeno, la reazione del professore palermitano di fronte ad una politica mirata a dissolvere il pluralismo e le libertà non fu mai clamorosa, e forse il discorso del 1925 costituisce la prova più eclatante del dissenso verso il regime fascista. Più decisa ed esplicita fu la sua obiezione al bolscevismo, e in generale all'opzione socialista sullo Stato, al modello collettivista che egli riteneva destinato a dissolversi.

Non sorprende allora che di fronte al recupero della sua lezione nelle pagine dell'allievo, e quindi alla conferma, venuta con il fascismo, del suo modello "minoritario" del potere, egli osservasse un silenzio «inoperoso, carico di ambiguità» (Albertoni 1973: 163)²².

4. *Il problema della democrazia e l'opzione del nuovo Stato*

Nell'opera del 1934, pubblicata nei Quaderni dell'Istituto nazionale fascista di cultura, De Mattei racchiude in tre capitoli (*Le polemiche sul parlamentarismo*, *Le polemiche sui partiti*, *Le polemiche sulla democrazia*) una posizione critica destinata a sortire sviluppi successivi. L'interesse nel ripercorrere il travaglio spirituale e civile, nato dalla ricerca di un faticoso «equilibrio democratico» in cui dottrina e azione politica riuscissero a conciliarsi, corrisponde anche alla volontà di ricostituire il composito orizzonte storico-politico, fra il compimento del processo risorgimentale e la Grande Guerra, che precedette l'avvento del fascismo. Questo scenario viene restituito ai lettori attraverso gli interventi dei protagonisti di quella intensa stagione politica. De Mattei, fin dalla *Prefazione*, si propone infatti di esaminare il lavoro compiuto dalle classi colte italiane alla fine del XIX secolo fondamentalmente intorno alla democrazia, al sistema parlamentare e al ruolo dei partiti politici. Tuttavia,

²² Rispetto al contesto qui rievocato, resta forse ancora da approfondire quello che è stato definito «il fallimento della scienza politica italiana» di fronte all'avvento del fascismo, per distinguere se dottrine come quella elaborata da Mosca fossero in grado di decifrare compiutamente i mutamenti politici e sociali che stavano interessando la vita del Paese, e quale incidenza, nella parziale afasia del professore siciliano, avessero invece motivazioni di carattere soggettivo. Cfr. Sola (1992: 78).

egli non nasconde l'urgenza di misurare quel lavoro rapportandone i risultati al presente, «al lume degli attuali orientamenti politici» (De Mattei 1934: 5), quasi per far luce su un passato lacerato dalle contraddizioni e al quale il fascismo avrebbe replicato, inaugurando un nuovo ordine politico.

I punti nevralgici di questa ricostruzione, in parte già emersi nel 1928²³, e sviluppati anche in seguito attraverso le testimonianze dell'epoca - dai deputati, agli intellettuali, alla stampa -, sono molti, e risultano necessariamente legati a quel passaggio nevralgico «dalla forma rappresentativa alla parlamentare» (*ivi*: 10), ovvero dal «Governo costituzionale» a quello «parlamentare», dal sistema monarchico-costituzionale al parlamentarismo, che per lo studioso siciliano diviene il «frutto simbolico dello strapotere dell'Assemblea», perché soggetto al nuovo «feticcio» della maggioranza (*ivi*: 12) ²⁴.

Il modello parlamentare di «importazione», assunto dalla tradizione inglese, sarebbe stato messo alla prova da conflitti, rivalità regionali, disaccordi sulla tassazione, dalla difficoltà di conservare la dialettica fra i due partiti, dalla perdita del senso dello Stato; sarebbero così affiorati nuovi termini nel linguaggio politico della nazione, come «consorteria», «favoritismo», «coalizione» (*ivi*: 15). La cesura fondamentale in questa fase della politica italiana di fine Ottocento è rappresentata, tuttavia, dalla caduta della Destra storica, che sancisce l'ascesa del governo parlamentare e i suoi eccessi favoriti dal trasformismo. Da allora, a giudizio di De Mattei, vi è una esasperazione del cattivo funzionamento del meccanismo parlamentare a cui si legano alcune proposte per la realizzazione concreta dell'ideale democratico, destinate a cambiare il volto delle istituzioni del Paese, come l'allargamento del suffragio, insieme ad un sistema di pratiche, giudicate «viziose», che decretano il primato della

²³ Il primo capitolo dell'opera del 1934, infatti, riprende l'articolo *La critica antiparlamentaristica in Italia dopo l'Unificazione*.

²⁴ Su questo aspetto, e specie sulle degenerazioni del parlamentarismo dopo la crisi della Destra storica, è stato chiarito: «Il governo rappresentativo venne così sostituito dal governo parlamentare (dopo la caduta dell'antagonismo bipartitico, il trasformismo della maggioranza si afferma sulle intese), il sistema parlamentare divenne un sistema algebrico basato su interpellanze, emendamenti, inchieste, voti, transazioni, mozioni, rimpasti». Russi (2005: 105).

maggioranza e la progressiva estraneità della Camera all'interesse della nazione (cfr. *ivi*: 20-22). In queste pagine, il Mosca della *Teorica*, e del saggio *Intorno al parlamentarismo* (1885), è già presente, specie nella domanda di un rinnovamento della classe dirigente - ma anche della vita morale e sociale italiana - e nella denuncia dell'insufficienza dei rimedi al malessere parlamentare, ancora legati ad un rigido dottrinarismo politico²⁵. La sua figura di primo piano nel dibattito viene così introdotta:

Ma nell'82 l'attacco a fondo al parlamentarismo veniva francamente e brillantemente mosso dal Mosca, allora ventiquattrenne. Nella *Teoria dei Governi*, il Mosca critica aspramente il meccanismo del governo parlamentare, denunciando la serie di mere supposizioni legali su cui poggia, a partire da quella che il deputato sia scelto dalla maggioranza degli elettori, maggioranza che, infine, è entità priva di valore. [...] Non pago di aver rilevato l'infermità, il Mosca spinge l'analisi ai vari rimedi, e di tutti dimostra l'insufficienza e l'inefficacia, rimanendo tutti entro l'orbita del parlamentarismo medesimo (*ivi*: 28-29).

Va sottolineato, tuttavia, che in conclusione di ciascuno dei tre capitoli del volume, De Mattei avanza alcune proposte che sembrano anticipare l'imminente soluzione fascista e in qualche caso sono assenti, o non sono così esplicite, negli articoli precedenti. Alla fine del primo, rielaborando il pensiero di Orlando, Bonghi, Sighele, egli ventila la possibilità che la crisi del sistema parlamentare sia risolta dall'avvento di un uomo, di una «individualità eccezionale» (*ivi*: 48-49). Inoltre, egli richiama i vantaggi per il Paese nell'aver attraversato l'«esperienza» politica postunitaria e superato l'«esperimento parlamentare» (*ivi*: 56), perché questo avrebbe creato le condizioni affinché la Rivoluzione fascista riformasse, insieme alla «coscienza nazionale», l'«organismo» stesso del Paese, dopo aver sanato quella crisi «mediante la volontà di fare non un'Italia prima degli Italiani, né

²⁵ Tra i rimedi proposti vi erano la riforma del regolamento della Camera e del sistema dei partiti, la riduzione dei deputati, ma soprattutto l'estensione del suffragio, la creazione di un gabinetto extra-parlamentare disimpegnato dalla Camera, il ripristino dell'autorità di un Consiglio Privato della Corona, il ritorno allo Statuto e alla Monarchia rappresentativa. Cfr. De Mattei (1934: 36-37, 42-44).

degli italiani prima dell'Italia, ma una nuova Italia nei nuovi Italiani» (*ivi*: 57).

Il secondo capitolo riproduce, quasi fedelmente, l'articolo *Dai partiti al partito*, pubblicato nello stesso anno, e definisce i cardini di una riflessione poi sviluppata nel contributo del 1936 *Verso il partito unico*. Qui prosegue la critica del sistema parlamentare attraverso l'analisi dell'«infermità» dei suoi organi e la verifica dell'andamento degli equilibri politici. In una densa rassegna di nomi e personaggi della vita politica, De Mattei lascia emergere intrighi e conflitti e la realtà di un sistema di partiti in cui predominano personalismo e «ambizioni individualistiche» (*ivi*: 63). Le difficoltà maggiori intervengono con la crisi dei due partiti storici, espressione della classe borghese italiana, non solo per il venir meno degli ideali di appartenenza, favoriti dal meccanismo del trasformismo, ma anche per una sorta di «atomizzazione» parlamentare che moltiplica le fazioni. Con l'avvento al potere della Sinistra cade «la teoria dei due partiti» perché si spegne la dialettica parlamentare nella forma prevista dai dottrinari: «Mancano, in fondo, i due partiti», rileva De Mattei, «perché difettano i due programmi distinti» (*ivi*: 65). Si apre una stagione di confronto in cui affiora la possibilità di superare lo schema bipartitico e immaginare la formazione di un nuovo gruppo. Lo studioso siciliano riassume in questi termini l'*impasse*: «il governo parlamentare si regge sui partiti, ma i partiti non fanno funzionare il governo parlamentare; i due partiti storici, sfaldatisi, si sono moltiplicati, e si tende, senza riuscire, a impostarne uno nuovo» (*ivi*: 75). Tale premessa gli consente di riesaminare l'ipotesi, avanzata da molti, di un grande partito liberale, di una formazione unitaria, e i tentativi falliti per dare seguito alla proposta. In chiusura del capitolo, De Mattei si sofferma quindi sulla realtà politica che realizza questa aspirazione «unitaria», e dunque sulla genesi del partito unico di Stato, il partito fascista, capace di rendere concreti programmi politici solo vagheggiati nel passato:

l'allineamento disciplinato di tutti i cittadini attivi è qualche cosa di più di un partito: difatti, il carattere di diritto pubblico man mano acquistato dall'organizzazione, sgominava, se ancor fosse stato necessario, le trite accezioni. Andavano a rotoli, così, non solo la vecchia dicotomia e la teoria dell'altalena e la falsariga inglese, ma tutte le conce-

zioni di una «tecnica» o «tattica» parlamentari che sul giuoco dei partiti si fondavano, le teorie della «maggioranza», della rappresentanza e così via mentre, evidentemente, nuovi problemi sorgevano e sorgeranno. Si affermava vigorosamente il principio (ostico per il costituzionalismo inglese) del partito unico di Stato. [...] Enorme esperienza che l'Italia nuovissima si assume per conto di tutta un'epoca. Non si tratta davvero di un nuovo capitolo di vita parlamentare, ma di una svolta di civiltà politica (*ivi*: 91).

Nell'ultima parte del volume vengono riassunti i termini di un lungo e acceso confronto sulla democrazia, nella faticosa assimilazione dei suoi principi ideali - dalla sovranità popolare al suffragio universale - da parte delle istituzioni postunitarie, per dimostrare che quella crisi politica, poi arrivata al primo dopoguerra, era stata intuita e problematizzata ben presto, e con più forza dopo la caduta della Destra storica nel 1876.

Nonostante il continuo appello ai protagonisti, quasi a dimostrare la dedizione verso un metodo di analisi quanto più impersonale e oggettivo possibile, De Mattei non nasconde il suo orientamento critico²⁶. Passando attraverso Rousseau, Mazzini, Guizot, Gioberti, Ellero, Brunialti, Zanichelli, solo per citare alcuni nomi, egli intanto respinge nella democrazia i presupposti teorici che ne documentano l'estraneità rispetto alla tradizione italiana, per poi valutare le differenti accezioni che hanno riguardato il termine stesso (democrazia evangelica, sociale, diretta, costituzionale, cristiana, etc.) e passare in rassegna le soluzioni proposte per arginare i limiti del parlamentarismo, in quel vasto arco temporale, scosso da conflitti fra partiti e passioni parlamentari, che va dal 1861 all'ascesa del fascismo. I nodi più critici sono quelli relativi al governo popolare diretto, ad esempio, alla rappresentanza, alla sovranità che, ri-

²⁶ Il professore siciliano, del resto, avrebbe riconosciuto la difficoltà di raggiungere la piena obiettività nella ricerca: «A questo punto, cade ogni discussione sulla cosiddetta imparzialità dello studioso, di cui sarebbe un'ingenuità discorrere almeno nel senso corrente della parola. Appunto perché la visione di queste pagine e della stessa storia non è al di fuori del nostro pensiero, la vera obiettività dello studioso consisterà solo nella sincerità del suo giudizio critico. Leggere vuol dire interpretare, rivivere: atti sempre subbiettivi». De Mattei (1980: 75).

prendendo le parole di Zanichelli, De Mattei ritiene che debba appartenere al popolo «organizzato nello Stato» (*ivi*: 112).

Ideale di governo sul quale le «generazioni italiane amarono adagiarsi», e sul quale la dottrina si disperse, la democrazia non poteva compiersi e realizzarsi se non a patto di superare la visione parziale del problema, di adottare una differente prospettiva politica che il professore siciliano sintetizza in questi termini:

La verità è che, in difetto d'una visione totalitaria della vita politica, e di una totalitaria elaborazione dottrinale, gli studiosi e i politici si trovarono sempre fermi a metà, sicché risolvere una questione non significò risolvere tutto il problema, come vincere una battaglia non significa vincere la guerra (*ivi*: 121).

Il giudizio si fa più netto quando il fascismo viene presentato come quella «soluzione diversa e inedita», che non fu chiara da subito a chi cercava di sciogliere il nodo politico italiano riferendosi ad autori e dottrine lontane nel tempo e aliene dal contesto storico nazionale (*ivi*: 123). In un simile frangente, anche Mosca non anticipò la soluzione totalitaria, nata da una «rivoluzione italiana» che era stata il «miracolo di una minoranza», nelle parole di De Mattei. Mosca, addirittura, «rifugiatosi nella scienza politica» non avrebbe trovato risposte all'instabilità delle istituzioni, e si sarebbe accontentato di «riconoscere l'eterna vitalità dei due principii, aristocratico e democratico» (*ibidem*).

La democrazia qui viene valutata rispetto al suo progressivo compimento nelle istituzioni, ma anche alla sua tendenza ad evolversi secondo gli impulsi in atto nella politica del Paese. Il fascismo, per De Mattei, interpreta e coglie questa evoluzione e, operando un cambiamento integrale nella vita italiana, traduce la democrazia imperfetta e incerta, che fatica ad adattarsi alle vacillanti istituzioni postunitarie, in una democrazia «accentrata».

Se dopo l'unificazione si succedono molteplici definizioni della democrazia, alla fine del XIX secolo l'ideale democratico è ancora quello «d'una assurda democrazia ellenizzante», di un modello politico astratto, che attende di essere riformato dalle ultime generazioni, figlie della guerra e di quella Rivoluzione in grado di fondare, grazie alla «democrazia» mussoliniana, una

nuova etica politica. Si tratta di una nozione che della democrazia, evidentemente, capovolge il senso, riconoscendo al fascismo il merito di aver realizzato un nuovo ordine politico, superando il “dogma” democratico e insieme la frammentazione dei partiti, sfociata poi nel trasformismo.

5. *Fra trasformismo e letteratura antidemocratica: ricerche di metodo*

Nel *Problema della democrazia dopo l'Unità*, De Mattei ricorre dunque alla critica postunitaria alla democrazia di matrice moschiana per rievocare lo scenario di attesa del cambiamento, scosso, a suo giudizio, dall'avvento della Rivoluzione fascista. L'inconsistenza politica dell'ideale democratico viene peraltro tematizzata anche facendo leva su alcuni mali del parlamentarismo, come il trasformismo, accentuatosi, secondo De Mattei, dopo l'ascesa al governo della Sinistra storica.

Nell'opera *Dal trasformismo al socialismo* pubblicata nel 1940²⁷, che raccoglie alcuni saggi usciti fra il 1935 e il 1936, ma «si riconnette integrativamente», per ammissione dello stesso autore, alle argomentazioni esposte solo qualche anno prima nel *Problema della democrazia dopo l'Unità* (De Mattei 1940: 7), lo studioso siciliano ripercorre la genesi e lo sviluppo della pratica parlamentare del trasformismo politico. Nondimeno, egli si interroga in particolare sul significato storico di tale esperienza, poiché la considera la più verace manifestazione di una fase di acuto travaglio delle generazioni italiane intorno al più grande problema dell'«attuazione della democrazia» (ivi: 5).

Il volume presenta in appendice anche i due saggi, già pubblicati separatamente, *Cultura e antidemocrazia dopo l'Unificazione* e *Letteratura e antiparlamentarismo dopo l'Unificazione*. L'analisi qui condotta ricalca quella sul dibattito postunitario del 1934. Dopo aver definito il trasformismo come la «tattica» di Depretis per «associare a sé, nell'opera di governo, gli uomini rappresentativi dei diversi settori, disarticolandoli dai rispettivi

²⁷ Una sintesi dei concetti qui esposti sarebbe confluita nelle pagine del *Dizionario di politica* dedicate alla voce *Trasformismo*. Cfr. De Mattei (1940: 472-473).

gruppi», liquidando quindi la dialettica dei partiti, e imponendo, di fatto, la tirannide delle maggioranze di governo (cfr. *ivi*: 8), De Mattei esamina nel dettaglio il nuovo fenomeno politico. Egli pone, preliminarmente, la questione del rapporto fra corruzione del sistema rappresentativo e trasformismo, attraverso una molteplicità di materiali e fonti, dagli atti parlamentari ai discorsi elettorali, alle dichiarazioni dei deputati, ai giudizi degli studiosi, ai giornali, agli opuscoli polemici, spingendosi fino alle testimonianze letterarie costituite in appendice. La storia politica che segna l'esordio del trasformismo è ripercorsa attraverso personaggi più o meno eccellenti (Depretis, Minghetti, Sella, Fortunato, De Sanctis, Zanardelli, Torraca, Crispi, Bonghi, Zanichelli, Turati, tra gli altri).

L'*iter* sviluppato in tre capitoli, che muove dalla effettiva «conversione» dei partiti in nome dell'interesse dello Stato, e a prescindere dalle appartenenze, conduce, poi, nella rievocazione dell'esperienza dei governi Depretis e Crispi, alle prime affermazioni del socialismo in Italia, favorite proprio dal «disincanto diffusosi attorno all'attuazione pratica della Democrazia» (*ivi*: 85), ma anche dall'urgenza di avere un nuovo partito «delle nuove idee, il partito della idealità umana e della speranza» (*ivi*: 91).

Come si ricava dalle testimonianze dirette, il trasformismo pur deprecato, almeno inizialmente, perché fautore di maggioranze «avventizie», viene considerato tuttavia una forma di «evoluzione parlamentare», se non «una necessità del momento» (*ivi*: 39) che ha vanificato differenze storiche, culturali e ideali, sulla spinta di riforme apparentemente inarrestabili (come quella elettorale), e in nome di una generica aspirazione - condivisa anche da fazioni opposte - a politiche progressiste. Valendosi del continuo rinvio ai principali protagonisti del dibattito, lo studioso siciliano riconosce addirittura l'essenza del «male» politico nella divisione dei partiti parlamentari, più che nel trasformismo (*ivi*: 41), e si pone il problema dell'annullamento della dialettica delle parti, domandandosi se un «solo blocco» fosse consono alla democrazia, se il sistema rappresentativo fosse compatibile con l'esistenza di un partito unico, e quale ruolo avrebbe occupato in tale scenario la Monarchia (cfr. *ivi*: 51).

Dunque, l'esperimento del trasformismo ha un valore esemplare perché fa affiorare nuovamente la necessità di un fronte unico e rivela l'inconsistenza dei due partiti storici (cfr. *ivi*: 56). Anche nel corso della fase crispina, in cui tale pratica politica non sembra attenuarsi, secondo De Mattei, serpeggia l'intenzione caldeggiata da più parti di costruire un nuovo partito (cfr. *ivi*: 76). In continuità con quanto emerso già nel 1934, lo studioso siciliano insiste qui sul ruolo storico del partito unico come espressione di un governo forte da contrapporre oltretutto alla nuova formazione socialista (*ibidem*). Del resto, nel 1936, in un articolo poi incluso nel secondo capitolo della monografia del 1940, dall'irrisolta questione del trasformismo scaturiva la proposta di un partito che fosse espressione della nazione e incarnazione di un nuovo modello di autorità²⁸.

La conclusione del volume, che ripercorre il passaggio dall'esperienza del trasformismo all'affiorare dell'ideale socialista, con l'opzione di una democrazia sociale e l'ipotesi di un partito «contro il Parlamento», punta a lasciare la questione aperta e insoluto il problema della concreta applicazione dei dogmi democratici «nel campo sperimentale del nuovo Stato» (*ivi*: 95). La soluzione al dilemma democratico, che aveva impegnato lungamente gli «Unificatori», doveva essere fornita «da un sistema provvisto d'una nuova integrale visione della vita associata» in grado di modificare lo Stato (cfr. *ivi*: 96).

Il trasformismo come tattica per garantire la continuità dell'azione di governo, che attesta il culmine della crisi della vita parlamentare e della funzione degli stessi partiti politici, viene considerato, dunque, anche «una pagina istruttiva» nella storia politica italiana, oltretutto rivelatrice di una sofferta tensione all'unità nazionale e, insieme, di un'avversione, nei ter-

²⁸ «Merito, risultato, grandezza della nuova autorità aver distrutto a patto di creare, è aver costruito quel che non s'era saputo o potuto per l'innanzi: quel «nuovo grande partito nazionale», di cui le generazioni scorse, insofferenti d'ogni tecnica parlamentare britannica, avevano avvertito l'urgenza. Merito della nuova volontà è nell'aver potuto riassumere ed esprimere un'esigenza nazionale: il che si poteva solo a patto di un'opera non solo fascinatrice, ma edificatrice, e a tipo italiano. Il che è quanto ansiosamente domandavano gli uomini di ieri». De Mattei (1936: 11). Va osservato che nella versione di questo articolo riproposta nel 1940, il passo citato, pur con lievissime modifiche, non figura direttamente nel testo, ma fa parte della nota conclusiva del capitolo.

mini dell'ingegneria istituzionale, verso i «meccanismi di importazione straniera» (De Mattei 1940: 473).

Nella sua minuziosa disamina storico-politica, De Mattei assume e rielabora certamente alcuni concetti espressi da Mosca soprattutto nella *Teorica*, e con il maestro egli sembra condividere la premura di garantire le regole giuridiche dello Stato di diritto rispetto all'irruzione delle masse sulla scena politica, e dunque di disciplinare una soggettività totalmente impreparata alla vita politico-istituzionale, ma anche di rinnovare la classe dirigente in senso etico e "professionale", per arginare il declino del Paese rappresentato emblematicamente in Parlamento.

Allo stesso tempo, la ricognizione dematteiana intorno alla «soluzione democratica» rivela una personalissima scelta di metodo che proprio sul finire degli anni Trenta veniva dispiegandosi, anche nelle forme di un vivace dibattito fra studiosi di varia provenienza, intorno alla definizione di un metodo storiografico per la giovane disciplina della *Storia delle dottrine politiche*. Nelle parole dello stesso De Mattei, che rifuggiva dagli eccessi filosofici, dalle rigide sistemazioni dottrinarie, e preferiva, in tal senso, la locuzione *Storia del pensiero politico*, era importante cogliere le molteplici manifestazioni del politico che potessero raccontare il "travaglio" di ogni fase storica particolare, scossa da mutamenti significativi:

Ciò che interessa allo studioso - egli osservava nel 1938 - non è far la storia d'una dottrina, risultata «vera», ma la storia del travaglio degli spiriti in ordine alla soluzione di un problema; e a tal fine ugualmente profittevole apparirà qualunque materiale di pensiero maturatosi attorno o in contrasto a quella data dottrina (De Mattei 1980: 72).

La fase di elaborazione teorica, fra la critica postunitaria alla democrazia e l'epilogo del trasformismo, è estremamente feconda proprio sul versante metodologico poiché favorisce lo sviluppo del pensiero politico inteso in questa accezione. L'appendice del volume *Dal trasformismo al socialismo* è, al riguardo, significativamente preceduta da una nota dell'autore che riassume felicemente il significato dei due capitoli dedicati a cultura e letteratura dopo l'Unificazione, e, oltre a ricordare il loro legame con l'opera del 1934, ne sottolinea il valore di testimonianza concreta:

L'indagine si propone di rilevare [...] l'esistenza, dopo l'Unificazione, di un *travaglio spirituale inteso a rivedere i vecchi postulati*, da eventualmente sostituire con nuove fedi. Naturalmente è un travaglio non ancora disarticolato da certe premesse antiche, seppur qua e là si notino prese di posizione eterodosse. *Ma quel che conta è il fermento, è il disagio, è l'anelito al nuovo*, è la frattura operatasi nell'impalcatura mentale straniera, è il cozzo fra una concezione che declina e un'altra che sorge: le somme verranno tirate più tardi dagli spiriti che codesto travaglio erediteranno. Il «progresso», per allora, fu proprio in codesto fermento, e scopo dello studio è, appunto, il sorprenderlo nelle sue più disparate e dimenticate testimonianze. [...] Alla fine del secolo non si può chiedere di più. Non vorremmo davvero cercarvi il Fascismo. Ma bene si potranno trovare nella terza Italia certe premesse utili, come quella della percezione di differenza e di capacità che è già l'intuizione della gerarchia e l'aspirazione a una sana e forte democrazia; [...]. Si cerca, insomma, rotto il vecchio equilibrio, di crearne uno nuovo, il tormento della ricerca è il merito della generazione in questione, ed è il fine dell'indagine (De Mattei 1940: 98)²⁹.

Attraverso l'esperienza del trasformismo, culmine del rovello postunitario intorno alla realizzazione pratica, istituzionale, della democrazia, si può cogliere il pensiero politico in quanto espressione di questa concitazione intellettuale, morale, della volontà di conferire un nuovo aspetto alla vita civile.

Dunque, la curiosità del professore siciliano nel ricostruire le convulse fasi di un dibattito che riguarda il sistema parlamentare e l'organizzazione dei partiti dall'Unificazione del Regno d'Italia all'inizio del XX secolo, fra scienziati della politica, giuristi, filosofi, che attesta senz'altro un fermento intellettuale, un

²⁹ L'insistenza sul travaglio intellettuale e morale tornerà in moltissimi luoghi della scrittura dematteiana a indicare il percorso faticoso e sofferto al cambiamento, anche politico. Per restare al trasformismo, già nella *Dilucidazione* che apre l'opera del 1940, lo studioso precisava: «Vicenda, all'aspetto esterno, di mero carattere parlamentare; ma effettivamente connessa a un serio travaglio, a una svolta nel pensiero politico italiano: e quindi essa stessa momento di un'esperienza, abbastanza preziosa ai fini futuri». De Mattei (1940: 5).

«travaglio» degli spiriti, risponde oltretutto all'esigenza del consolidamento di un orizzonte metodologico³⁰.

A partire dal 1936, accanto al trasformismo, De Mattei esamina infatti anche il riflesso culturale e letterario della polemica antiparlamentaristica postunitaria, assecondando, in questa direzione, una sua antica passione.

Nei due saggi apparsi in appendice al volume del 1940 è chiara l'intenzione di rileggere, attraverso un filtro differente, il tema già affrontato altrove in termini politici, riprendendo i cardini della ricchissima polemica antiparlamentare della fine del XIX secolo e l'ampio spettro di criticità legate al dogma della democrazia.

In apertura del primo saggio, lo studioso ha già definito il nuovo indirizzo della sua ricerca:

il dogma della Democrazia, quale era stato ereditato dalle filosofie ottantanoviste, riceve, nel ventennio successivo all'Unificazione, non pochi colpi d'ariete. Le polemiche sul parlamentarismo, sui partiti, sul concetto stesso di Democrazia, si risolvono in una critica dell'ideologia che il medesimo secolo aveva proposta. [...] Ma che si pensò, in sede di alta cultura? Come – al di fuori della polemica contingente – la filosofia, la sociologia, la psicologia si proposero e risolsero certi problemi generali, che, per essere atteggiamenti dello spirito, prima che della cronaca, dovevano pure affacciarsi al loro orizzonte? (*ivi*: 99).

La lettura del fatto politico, e la curiosità nel concentrarsi su fasi storiche di crisi e di faticosa elaborazione del pensiero, nel nostro autore è sempre accompagnata anche dal ricorso a strumenti di ricerca di varia provenienza. La politica è così interpretata alla luce della cultura letteraria, o di altre testimonianze che possano fornire un contributo per decifrare il divenire di una coscienza, di un pensiero che matura. Questa prospettiva “generosa” comporta una scelta di metodo, che induce a cercare manifestazioni del politico anche in opere e autori non squisitamente politici³¹.

³⁰ Sul dibattito intorno alla definizione dello statuto epistemologico della *Storia delle dottrine politiche* esiste una copiosa letteratura critica. In questa sede, non si potrà omettere almeno un riferimento a Testoni Binetti (2006).

³¹ Si pensi, solo per fare un esempio, al volume del 1944 *Il sentimento politico del Petrarca* in cui De Mattei, muovendo dalla nozione “emotiva” di sentimento,

Fondamentale, per De Mattei, è «cogliere, quindi, tutte le testimonianze del pensiero, dovunque e comunque esso si sia esercitato», attingendo ad ogni fonte (cfr. De Mattei 1980: 79-81). In questi termini, lo studio della disciplina diviene «studio morale», scrive l'autore, «atto a far cimentare continuamente lo spirito in una ginnastica storica, studio critico, comparativo, costruttivo, e quindi continuamente formativo d'una coscienza politica, teoretica e pratica» (*ivi*: 75).

Nel primo contributo, *Cultura e antidemocrazia dopo l'Unificazione*, De Mattei ripercorre, dunque, le principali correnti culturali europee fra la seconda metà del XIX e l'inizio del XX secolo, e sottopone le fasi del tormentato dibattito sulla democrazia ad un processo sul fronte sociologico e filosofico (cfr. De Mattei 1940: 121). Anche nel corso di questa ricognizione, in cui il nodo dell'antidemocrazia è affrontato attraverso un registro differente³², riaffiora la teoria della "classe politica", nei termini di un appello diretto a Mosca:

Che cosa assume, questo eretico studioso di problemi sociali? Che è ora di finirla coi feticci chiamati Democrazia, maggioranza, volontà popolare e simili: che, in ogni società, quella che perviene al potere, provvista di una sua «formula politica» è una minoranza, una ristretta classe organizzata: e così è stato sempre, dai tempi delle aristocrazie sacerdotali a quelli delle aristocrazie militari e finanziarie. Questa, la verità; tutto il resto, finzione giuridica. [...] Classe politica, *élite*, aristocrazia divengono gli oggetti del nuovo interesse studioso; alla Democrazia, in sede di scienza, si crede meno (*ivi*: 103-104).

attribuisce una specifica politicità al poeta aretino ricavata dalla cultura umanistica. Cfr. De Mattei (1944). Questa precisa scelta metodologica, proprio negli anni in cui vengono pubblicate le opere di cui trattiamo, assume consistenza attraverso alcuni contributi di grande spessore, tra i quali andrà certamente ricordato l'articolo *Sul metodo, contenuto e scopo d'una storia del pensiero politico*. Cfr. De Mattei (1938).

³² Sulla rievocazione dematteiana dei mali del parlamentarismo, attraverso la letteratura, è stato osservato: «Ma, a proposito di questo storico delle dottrine politiche, occorre non dimenticare che l'intento di siffatta interpretazione rientra nel tentativo di giustificare il fascismo e le sue soluzioni antiparlamentariste ricostruendo in questa prospettiva la storia nazionale». Albertoni (1978: 205).

In *Letteratura e antiparlamentarismo dopo l'Unificazione*, invece, egli indugia nella descrizione di un «costume etico-politico» (*ivi*: 123) e affronta la crisi del sistema parlamentare, domandandosi come la letteratura racconti il carattere del Paese, ricostruendo quasi la storia di un genere a sé. La letteratura - come altrove la poesia, il teatro - è qui assunta, in ossequio ad una fede metodologica nuova, come «materiale di pensiero», strumento della riflessione umana, pagina dell'incivilimento che ha interessato direttamente l'attività politica e sociale.

Prendendo le distanze da chi intendeva fare della sua stessa disciplina una storia della filosofia politica, o una filosofia del diritto, De Mattei considera la storia del pensiero politico «come storia della riflessione sul problema generale della realtà o dell'attività politico-sociale. Riflessione magari non sistematica, magari casuale, o complementare ad altre vicende dello spirito» (De Mattei 1980: 54). Egli legge così nelle opere di Petrucci della Gattina, Federico De Roberto, Matilde Serao, Carlo Dossi, Giosuè Carducci, Gabriele D'Annunzio, e molti altri, la teatralità della politica italiana, la «commedia» parlamentare, ma soprattutto il carattere del deputato - rappresentato in forma caricaturale -, fatuo, imbello, privo di coscienza politica. Nell'*Imperio* di De Roberto, ad esempio, lo studioso rinviene «la critica di tutto il mondo della politica che trova nel Parlamento la sua espressione esponenziale» (De Mattei 1940: 140). Risalta, attraverso le ricostruzioni di tipi umani, il ritratto agonizzante e amaro della classe dirigente del Paese, egoista, ambiziosa, sprovvista di spessore morale, corrotta, abituata ad assecondare trasformismi e interessi personali, che ha dimenticato la distinzione fra partiti e ritiene che i pochi ideali sopravvissuti si equivalgano (cfr. *ivi*: 139). In particolare, l'ultima parte del saggio è dedicata a segnalare il contributo offerto dall'arte alla polemica postunitaria sulla democrazia, e a riconoscere nello «spettacolo» della vita parlamentare italiana, affidato ai romanzi, il tradimento degli ideali democratici, ma anche l'anelito al rinnovamento, ad «un nuovo grande partito nazionale» (*ivi*: 156). La condanna del sistema, ossia di una certa pratica della democrazia, passa qui per il vaglio della letteratura e dei polemisti del tempo, severi giudici delle tattiche dei partiti, e fustigatori delle patologie dell'organismo parlamentare. E a questa

forte obiezione politica partecipa ancora Mosca, ricordato nel confronto con Scipio Sighele, per ribadire l'insufficienza della riduzione della rappresentanza per riformare Montecitorio (*ivi*: 158).

6. Conclusione

A sintetizzare i temi affrontati in questa fase, che può essere ricondotta ai due volumi *Il problema della democrazia dopo l'Unità* e *Dal trasformismo al socialismo*, è il testo di una conferenza, tenuta da De Mattei il 20 marzo 1937 all'Istituto Nazionale di Cultura Fascista, e pubblicata nello stesso anno. Il contributo, intitolato *La democrazia dal Risorgimento al Fascismo*, compendia efficacemente la riflessione di un lungo decennio e fornisce qualche ulteriore suggestione. Pur mancando un apparato di note, solitamente ricco nei testi dematteiani, sono presenti le citazioni dagli autori, i copiosi riferimenti ai protagonisti del dibattito, i temi più sensibili sollevati negli anni: dal ruolo dei partiti ai differenti modi di interpretare la democrazia.

L'articolo si divide in due parti, e, pur riprendendo fedelmente i passaggi contenuti in opere precedenti, separa una prima *pars destruens* da una seconda, in cui viene illustrato il progetto "costruttivo" del fascismo per risolvere la questione democratica. Evidentemente, la circostanza di una declamazione pubblica caratterizza l'impianto e la spiccata torsione politica del contributo. Se in altre sedi la trattazione dematteiana è più sfumata, qui il compendio del dibattito postunitario, che occupa la prima parte del saggio, è funzionale ad una incondizionata propaganda del regime.

In questa sede, oltre a riprendere il tema del partito unico in quanto espressione di «una nuova concezione di vita», De Mattei abbraccia esplicitamente l'idea dello Stato corporativo, che avrebbe sostituito al concetto di sovranità popolare quello di sovranità nazionale, e riconosce al fascismo il merito di aver superato vecchie contraddizioni e questioni irrisolte:

Il Fascismo - egli osserva - vuol far sì che si possa ben parlare di democrazia senza che tuttavia quest'idea debba esser collegata alla

tecnica parlamentare di libresca e non gloriosa memoria, o a sterili schermi di partiti, o a meccanica divisione di poteri, o alle altre esigenze della dommatica tradizionale [...]. Democrazia, quindi, di nuovo tipo, e non davvero di marca anglo-americana e nemmeno anticomana: democrazia che postula il numero senza crearne un meccanico mito pitagorico [...]. Democrazia corporativa, in quanto non si punta più su un'uguaglianza di diritti egoistici, ma su una parità di capacità produttiva egualmente vive e operose nell'orbita dello Stato e da uguale limite condizionate [...]. Democrazia corporativa, alla cui insegna può anche annettersi la conciliazione fra individuo e Stato: né tema di disorientarsi chi in essa vede o il pericolo di un assorbimento dello Stato nell'individuo, e quindi un ritorno all'individualismo o un naufragio dell'individuo nello Stato [...]. Democrazia di tipo mussoliniano, non peranco supposto, peggio dubitato o negato da quanti in Italia e fuori sino a ieri s'affaccendavano ad assegnare al Fascismo un'etichetta reazionaria, quando non sovversiva (De Mattei 1937: 233-234).

I toni di questa parte finale ricordano certamente quelli della monografia del 1934, anche se la tematica affrontata in apertura è oscurata dalla celebrazione del fascismo che inaugura una concezione del tutto nuova dell'individuo e dello Stato attraverso una «democrazia organizzata, centralizzata, autoritaria» (*ivi*: 235).

Non manca, del resto, il riferimento a Mosca nel ripercorrere i mali dovuti al passaggio dal regime rappresentativo a quello parlamentare. Fra i nomi di Bonghi, Turiello, Arcoleo, Mosca è ricordato per aver visto nella Camera:

una parziale e fittizia rappresentanza del paese, svuotare i feticci di maggioranza e di libertà, non creder neppure nei perfezionamenti del sistema, rifugiarsi nella teoria della «*classe politica*», che sarà poi l'*élite* cara a Pareto (*ivi*: 226-227).

La risoluzione dell'antitesi fra fascismo e democrazia, il superamento dei principi dell'egualitarismo politico e della maggioranza del numero, vengono qui ribaditi con un rinvio diretto a Mussolini, fautore del dischiudersi della «nuova» democrazia. Molto lontana in queste pagine - in cui la storia politica del Paese è inequivocabilmente ripercorsa quale premessa del fascismo - appare la lezione di Mosca, al quale De Mattei in tempi successivi sarebbe tornato certamente con una sensibilità politica di segno differente. E inaccessibile, più che lontana, appare

l'eredità della cultura politica liberale, che anche nei suoi "giovanili" attacchi alla democrazia, Mosca intendeva comunque preservare.

Pur vivendo la crisi del liberalismo nelle istituzioni postunitarie, egli avrebbe cercato più tardi, nel naturale sbocco democratico, assieme al momento costituzionale, uno strumento di mediazione e controllo dei conflitti. Mosca avrebbe compreso, in altri termini, la potenza della democrazia, da perfezionare certamente con l'apporto di una pratica scientifica e non ideologica della politica. De Mattei, invece, in questa fase, separa il destino della politica e dello Stato dalla riproduzione dei modelli democratici, nei quali non nutre fiducia di fronte a una crisi che nel Parlamento e nei partiti non ritiene più rappresentabile. In questo senso, egli non si preoccupa di salvaguardare il liberalismo, ma di supplire alle fragilità del passato risorgimentale, compreso l'insopportabile trasformismo, con una nuova forma dello Stato, esordio di un altro tempo e di un'altra concezione della politica che concili ordine, ordinamento e decisione centralizzata. Sono le tinte forti della crisi dello Stato liberale a separare l'allievo dal maestro, in nome di un'esigenza di recupero dell'ordine iscritto in una visione pluralistica e non autoritaria, nel caso di Mosca, e di una sua semplificazione nello Stato totalizzante, invece, in De Mattei.

Bibliografia

ALBERTONI ETTORE A., 1973, *Il pensiero politico di Gaetano Mosca*, pref. di RENATO TREVES, Milano: Cisalpino-Goliardica.

ALBERTONI ETTORE A., 1978, *Gaetano Mosca. Storia di una dottrina politica. Formazione e interpretazione*, Milano: Giuffrè.

BALDINI ARTEMIO ENZO, 2007, *Bobbio, Firpo e una rivista mai nata (1941-1944). Un'amicizia a prova di intrighi accademici*, in GIOVANNA ANGELINI, MARINA TESORO (a cura di), *De amicitia. Scritti dedicati a Arturo Colombo*, Milano: FrancoAngeli, pp. 621-635.

BOBBIO NORBERTO, 1994, *Introduzione*, in GAETANO MOSCA, *La classe politica*, a cura di NORBERTO BOBBIO, Roma-Bari: Laterza.

CINGARI SALVATORE, 2003, *Un percorso nel liberalismo italiano fra Ottocento e Novecento*, in MARIA DONZELLI, REGINA POZZI (a cura di), *Patologie della politica. Crisi e critica della democrazia tra Otto e Novecento*, Roma: Donzelli, pp. 285-298.

- D'ADDIO MARIO, 1993, "Gaetano Mosca e l'istituzione della Facoltà romana di Scienze politiche (1924-1926)", *Il Politico*, LVIII, n. 3, luglio-settembre, pp. 329-373.
- DELLE PIANE MARIO, 1952: *Gaetano Mosca. Classe politica e liberalismo*, Napoli: Edizioni Scientifiche Italiane.
- DE MATTEI RODOLFO, 1923, "La crisi spirituale della democrazia", *Gerarchia*, a. II, n. 5, pp. 961-964.
- DE MATTEI RODOLFO, 1926, "Scetticismo e prassi politica", *Rivista internazionale di filosofia del diritto*, a. VI, fs. II, pp. 252-271.
- DE MATTEI RODOLFO, 1928, "La critica antiparlamentaristica in Italia dopo l'unificazione", *Educazione fascista*, a. VI, fs. IV, pp. 3-11.
- DE MATTEI RODOLFO, 1931, "Dottrina della classe politica e fascismo", *Educazione fascista*, a. IX, fs. VIII, pp. 675-686.
- DE MATTEI RODOLFO, 1931, "Discorso sul metodo", *Critica fascista*, a. IX, n. 4, 15 febbraio, pp. 61-63.
- DE MATTEI RODOLFO, 1932, "Embrioni e anticipazioni della teoria della «classe politica»", *Rivista internazionale di filosofia del diritto*, a. XII, fs. II, pp. 235-244.
- DE MATTEI RODOLFO, 1934, *Il problema della democrazia dopo l'Unità*, Roma: Istituto nazionale fascista di cultura.
- DE MATTEI RODOLFO, 1934, "Dai partiti al partito", *Civiltà fascista*, a. I, n. 1, pp. 23-47.
- DE MATTEI RODOLFO, 1934, *Ricerche di storia del pensiero politico*, Roma: De Alberti.
- DE MATTEI RODOLFO, 1934, *La storia delle dottrine politiche del Secolo XX*, in ID., *Ricerche di storia del pensiero politico*, pp. 159-175.
- DE MATTEI RODOLFO, 1935, "Logica e funzione del trasformismo", *Civiltà fascista*, a. II, n. 9, pp. 765-788.
- DE MATTEI RODOLFO, 1936, "Verso il partito unico", *Civiltà fascista*, a. III, n. 1, pp. 1-11.
- DE MATTEI RODOLFO, 1937, *Cultura e letteratura antidemocratiche dopo l'Unificazione*, Firenze: Le Monnier.
- DE MATTEI RODOLFO, 1937, "La democrazia dal Risorgimento al fascismo", *Civiltà fascista*, a. IV, n. 4, pp. 3-26.
- DE MATTEI RODOLFO, 1938, "Cultura fascista e cultura dei fascisti", *Critica fascista*, a. XVI, n. 11, 1° aprile, pp. 174-176.
- DE MATTEI RODOLFO, 1938, "Sul metodo, contenuto e scopo d'una storia del pensiero politico", *Archivio di studi corporativi*, pp. 200-236, poi in ID., 1980, *Aspetti di storia del pensiero politico*, vol. I, Milano: Giuffrè, pp. 51-87.
- DE MATTEI RODOLFO, 1940, *Dal trasformismo al socialismo*, Firenze: Sansoni.
- DE MATTEI RODOLFO, 1940, *Cultura e antidemocrazia dopo l'Unificazione*, in ID., *Dal trasformismo al socialismo*, pp. 99-121.

- DE MATTEI RODOLFO, 1940, *Letteratura e antiparlamentarismo dopo l'Unificazione*, in ID., *Dal trasformismo al socialismo*, pp. 123-160.
- DE MATTEI RODOLFO, 1940, "Trasformismo" (voce), in *Dizionario di politica*, vol. IV, a cura del Partito Nazionale Fascista, Roma: Istituto della Enciclopedia Italiana, pp. 472-473.
- DE MATTEI RODOLFO, 1942, "Gaetano Mosca", *Vita Universitaria*, a. XX, I° gennaio, p. 3.
- DE MATTEI RODOLFO, 1944, *Il sentimento politico del Petrarca*, Firenze: Sansoni.
- DE MATTEI RODOLFO, 1948, "L'idea democratica e contrattualista negli scrittori politici italiani del Seicento", *Rivista storica italiana*, a. LX, fs. I, pp. 3-51.
- DE MATTEI RODOLFO, 1968, *Presentazione*, in GAETANO MOSCA, *Teorica dei governi e governo parlamentare*, Milano: Giuffrè, pp. III-XVII.
- DE MATTEI RODOLFO, 1969, "La «Teorica dei governi» di Gaetano Mosca", *Storia e Politica*, a. VIII, fs. 3, Luglio-Settembre, pp. 345-359.
- DE MATTEI RODOLFO, 1980, *Aspetti di storia del pensiero politico*, vol. I, Milano: Giuffrè.
- DE MATTEI RODOLFO, 1984, *Il pensiero politico italiano nell'età della Controriforma*, tomo II, Milano-Napoli: Ricciardi.
- FIRPO LUIGI, 1944, *Lettera di Firpo a Battaglia*, Torino 18 mag.: Archivio Felice Battaglia.
- GOBETTI PIERO, 1924, "Un conservatore galantuomo", *La Rivoluzione Liberale*, a. III, n. 18, 29 settembre, p. 71.
- LANCHESTER FULCO, 2011, *Origini e sviluppi della Facoltà romana di Scienze politiche*, in COMPARATO VITTOR IVO ET ALII (a cura di), *Le scienze politiche. Modelli contemporanei*, Milano: FrancoAngeli, pp. 106-115.
- LOMBARDO ANTONIO, 1971, *Gaetano Mosca e la classe politica nell'età giolittiana*, in GAETANO MOSCA, *Il tramonto dello Stato liberale*, a cura di ANTONIO LOMBARDO, Catania: Bonanno, pp. 19-62.
- MONGARDINI CARLO, 2003, *Gli studi politologici e la Facoltà di Scienze politiche di Roma*, in FULCO LANCHESTER (a cura di), *Passato e presente delle Facoltà di Scienze politiche*, Milano: Giuffrè, pp. 205-224.
- MOSCA GAETANO, 1885, *Dei rapporti fra il Parlamento ed il potere giudiziario*, Palermo: Tipografia dello «Statuto».
- MOSCA GAETANO, 1886, "Studi ausiliari del diritto costituzionale, Prolusione al Corso Libero di Diritto Costituzionale", «Il Circolo Giuridico», a. XVII, fs. V, Palermo: Stabilimento Tipografico Virzi, pp. 101-110, ora in ID., 1958, *Ciò che la storia potrebbe insegnare. Scritti di scienza politica*, Milano: Giuffrè, pp. 593-605.
- MOSCA GAETANO, 1923, *Elementi di scienza politica*, Torino: Bocca.
- MOSCA GAETANO, 1949, *Partiti e sindacati nella crisi del regime parlamentare*, Bari: Laterza.

- MOSCA GAETANO, 1982, *Scritti politici*, a cura di GIORGIO SOLA, 2 voll., Torino: UTET.
- MOSCA GAETANO, 1993, "Ventitré lettere di Gaetano Mosca a Rodolfo De Mattei", *Trimestre*, a. XXVI, n. 4, pp. 283-292.
- MOSCA GAETANO, 1994, *La classe politica*, a cura di NORBERTO BOBBIO, Roma-Bari: Laterza.
- PASSERIN D'ENTREVES ALESSANDRO, 1959, "Gaetano Mosca e la libertà", *Il Politico*, vol. 24, n. 4, dicembre, pp. 579-594, poi in ID., 1970, *Obbedienza e resistenza in una società democratica e altri saggi*, Milano: Edizioni di Comunità, pp. 145-164.
- RUSSI LUCIANO, 2005, *Il passato del presente. Rodolfo De Mattei e la storia delle dottrine politiche in Italia*, Pescara: Edizioni Scientifiche Abruzzesi.
- SIMONCELLI PAOLO, 2003, *Gli Storici*, in FULCO LANCHESTER (a cura di), *Passato e presente delle Facoltà di Scienze politiche*, Milano: Giuffrè, pp. 87-107.
- SOLA GIORGIO, 1982, *Introduzione a GAETANO MOSCA, Scritti politici*, volume primo, *Teorica dei governi e governo parlamentare*, Torino: UTET, pp. 9-79.
- SOLA GIORGIO, 1992, *La scienza politica italiana di fronte al fascismo*, in ANNA MARIA LAZZARINO DEL GROSSO (a cura di), *Democrazia e monocrazia in Europa nella prima metà del Novecento*, Firenze: Centro Editoriale Toscano, pp. 77-117.
- TESTONI BINETTI SAFFO, 2006, *La stagione dei maestri. Questioni di metodo nella storia delle dottrine politiche*, Roma: Carocci.

Abstract

RODOLFO DE MATTEI E IL «DOGMA» DELLA DEMOCRAZIA. UN ITINERARIO CRITICO NELLA POLITICA POSTUNITARIA A PARTIRE DA GAETANO MOSCA

(RODOLFO DE MATTEI AND THE DEMOCRACY «DOGMA». A CRITICAL ITINERARY IN POST-UNIFICATION POLITICS STARTING FROM GAETANO MOSCA)

Keywords: democracy, anti-parliamentarism, Trasformismo, ethics, Fascism.

This paper deals with the conception of democracy that emerges from De Mattei's studies dating back mostly to the Thirties of the last century, in a phase of relevant cultural maturation which coincides with the assimilation of Gaetano Mosca's institutional teaching, but also with the consolidation of fascist corporatism. The analysis of the multiple expressions taken on by democracy since the end of the 19th century, in De Mattei's observations, is indissolubly linked to the historical evaluation of the national unification process, to the Italian political-parliamentary system's limits, as well as to the research of a moral dimension of the political phenomenon's analysis. In particular, in his considerations on post-unitary democracy, De Mattei rejects the popular sovereignty notion's absoluteness and the «dogma» of democracy as an ideology.

LAURA MITAROTONDO
Università degli Studi di Bari "Aldo Moro"
Dipartimento di Scienze politiche
laura.mitarotondo@uniba.it

EISSN 2037-0520

FEDERICA FALCHI

MAZZINI, MICKIEWICZ E FULLER:
DEMOCRAZIA E QUESTIONE SOCIALE (1830-1850)

Introduzione

Quando nell'aprile del 1950, Isaiah Berlin fu invitato dalla presidente del Bryn Mawr College (Pennsylvania) a tenere un ciclo di lezioni, l'intellettuale si offrì di affrontare «le idee politiche del tardo diciottesimo secolo e del primo diciannovesimo», un arco temporale per lui fondamentale nell'ottica della comprensione dell'epoca contemporanea. Era, infatti, convinto che in esso «i moderni criteri politici e sociali [fossero] arrivati a formulazione e le controversie [avessero] assunto la loro classica espressione, nel senso che le argomentazioni attuali vi [avevano] ancora a che fare, sia concettualmente sia nella terminologia» (Hardy 2009: 10-11).

A distanza di settant'anni, mi pare che la riflessione di Berlin possa ancora essere condivisa, e che lo studio e l'analisi del pensiero di quegli autori e quelle autrici (anche al di là delle scelte di Berlin), che vissero e formularono le proprie teorie tra la fine del Settecento e l'inizio dell'Ottocento, possano rivelarsi utili ai fini dell'interpretazione del presente e di alcuni nodi concettuali. Fra questi, nello specifico, il principio di uguaglianza che, emerso prepotentemente in occasione della Rivoluzione Francese, è stato declinato, durante e successivamente, secondo molteplici sfaccettature, non ultima quella sostanziale.

Questo articolo si propone di indagare il percorso dottrinario, le azioni e le reciproche influenze ideali di Giuseppe Mazzini (1805-1872)¹, Margaret Fuller (1810-1850)² e Adam Mic-

¹ Mazzini fu un pensatore politico, giornalista e patriota. Fece parte della Carboneria dal 1827 sino al 1830, anno in cui venne arrestato. Dopo la scarcerazione nel 1831, scelse l'esilio e giunse a Marsiglia dove fondò la Giovine Italia un'associazione che si proponeva di dare vita, attraverso un'insurrezione popolare, ad una repubblica italiana. Dopo lo sfortunato tentativo di invasione della Savoia, diede vita in Svizzera alla Giovine Europa

un'organizzazione di proscritti polacchi, tedeschi, svizzeri etc. che ambivano all'unificazione e all'indipendenza delle proprie patrie natie. In seguito alla decisione della Svizzera di espellere gli esuli, si recò, nel 1837 a Londra. Nella capitale inglese, divenne amico di influenti intellettuali come John Stuart Mill, Harriet Taylor e Thomas Carlyle e partecipò attivamente al dibattito sulla democrazia che si sviluppò sulle riviste inglesi a partire dagli anni '40. Nel 1849 fu tra i protagonisti della Repubblica Romana, crollata in seguito all'intervento dell'esercito francese. Negli anni successivi organizzò diversi tentativi insurrezionali che si rivelarono fallimentari. Alla vigilia dell'Unità pubblicò i *Doveri dell'Uomo*, un manualetto pedagogico dove indicò i principi ai quali si sarebbe dovuta ispirare la nascente Italia. Al 1870 risale il suo ultimo tentativo insurrezionale. Morì nel 1872 a Pisa, ospite della famiglia Rosselli. Cfr. Richards (1926); Morelli (1965); Finelli (1999); Mastellone (2001); Pertici (2002); Mastellone (2004); Mastellone (2005a); Mastellone (2007); Angelini (2008); Belardelli (2010); Levis Sullam (2010); Falchi (2010).

² Margaret Fuller fu una scrittrice, giornalista ed attivista americana. Grazie al padre, aveva beneficiato di un'educazione severa ed inusuale all'epoca per una donna, che le permise, in seguito alla morte del genitore, di sostenere la madre e i fratelli con il suo lavoro intellettuale. Oltre, infatti, a pubblicare alcuni scritti sulla rivista «American Monthly», la Fuller si dedicò anche all'insegnamento, sia nella *Temple school* di Bronson Alcott e nella *Greene Street School*, sia tenendo dal '39 al '43 una serie di lezioni nella libreria di Elizabeth Peabody con un gruppo ristretto e qualificato di donne che potevano finalmente affrontare argomenti a loro solitamente preclusi. Nel 1836, poi, Ralph Waldo Emerson, conosciuto grazie alla comune amica Harriet Martineau, la introdusse nell'ambiente trascendentalista, includendola nel Transcendental Club. Nel corso degli anni, la collaborazione fra la Fuller ed Emerson divenne assidua, tanto che quest'ultimo le offrì la direzione dell'organo del movimento trascendentalista *The Dial*. Dopo aver lasciato la direzione nel 1842, la Fuller continuò la collaborazione con il giornale e fu, infatti, proprio in esso che nel luglio del 1843 uscì uno dei suoi saggi più noti ed innovativi: *The Great Lawsuit. Man versus Men. Woman versus Women*, che costituì la struttura portante del suo libro più famoso *The woman in the Nineteenth Century* (1845), un testo in cui in maniera dettagliata indagava le criticità dei rapporti fra i sessi e conveniva sulla necessità di un loro radicale cambiamento. Nel 1844, dopo aver viaggiato nei territori originariamente abitati dai nativi americani, la pensatrice americana diede alle stampe *Summer on the Lakes*, un testo che nella forma e nella sostanza piacque al direttore del New York Tribune, Horace Greeley, che offrì alla Fuller di collaborare come critica letteraria per il suo giornale. Nel 1846, poi, alla vigilia del viaggio che la scrittrice americana stava per intraprendere alla volta dell'Europa, il direttore del «New York Tribune», chiese alla Fuller di svolgere il ruolo di corrispondente estero. Gli anni trascorsi in Europa, dal 1846 al 1850, furono intensi e significativi sia dal punto di vista intellettuale che personale, basti pensare alla sua attiva partecipazione all'esperienza della Repubblica romana, ma si conclusero tragicamente. La Fuller naufragò insieme al marito e al figlio a poche miglia da New York. Cfr. Detti (1942); Allen (1979); Blanchard, (1987); Capper (1992); Dickenson (1993); Chevigny

kiewicz³ (1798-1855)⁴, tre autori che seppero, a partire dalla prima parte dell'Ottocento, sanare nei loro progetti politici e sociali un *vulnus* direttamente correlato al principio di uguaglianza: la questione sociale.

(1994); Bean, Myerson, (2000); Mcgavran Murray (2008); Phillips (2009); Bailey, Viens, Wright (2013); Marshall (2013); Mocchi (2017).

³ Un più ampio spazio sarà riservato all'analisi del pensiero e delle iniziative di Mazzini e della Fuller che, rispetto a Mickiewicz, approfondirono maggiormente le problematiche connesse alla questione sociale.

⁴ La vita del Mickiewicz fu votata al sogno della ricostituzione della Polonia. Durante gli anni trascorsi all'università fondò la Società Filomatica di Vilna (1817), preludio a due società rivoluzionarie segrete, i Filareti e i Filadelfi. Proprio l'adesione a queste due società fu la causa della sua condanna all'esilio in Russia nel 1824. Il soggiorno nella terra dello zar si rivelò meno ostica di quanto il poeta polacco immaginasse, quest'ultimo riuscì, infatti, a conquistare la simpatia di alcuni intellettuali grazie alle sue opere poetiche: *Ballady i Romanse* (1822), *Grażyna* (1823), *Ziady* (1823) e *Konrad Wallenrod* (1828). Nel 1829, grazie all'intercessione del poeta Vasilij, ottenne il passaporto d'espatrio (Cfr. Oxana Pachlowska, *L'Imperium secondo Mickiewicz e Ševčenko*, in Andrea Ceccherelli, Luigi Marinelli, Marcello Piacentini, Krzysztof Żaboklicki (a cura di), *Per Mickiewicz*, Atti del Convegno Internazionale nel bicentenario della nascita di Adam Mickiewicz, Accademia Polacca di Roma, 14-16 dicembre 1998, Roma, Accademia Polacca delle Scienze Biblioteca e Centro di Studi a Roma, 2001, p. 153) e poté finalmente lasciare la Russia. Dopo aver visitato alcune città tedesche (Bonn, Berlino, Dresda), si recò in Italia dove compì una sorta di pellegrinaggio letterario, visitando Ferrara, Firenze, Arezzo, Roma e Sorrento, i luoghi che descrissero e nei quali vissero i suoi autori italiani di riferimento: Ariosto, Tasso, Dante, Machiavelli e Petrarca. Stabilitosi a Parigi, nel 1832 scrisse uno dei suoi testi più conosciuti e ammirati dai democratici e patrioti europei *Libri della nazione e dei pellegrini polacchi*, nel quale attribuisce alla Polonia il ruolo di capofila nel processo di liberazione dei popoli europei. Al 1834 risale, invece, il *Pan Tadeusz*. Nel 1840 gli venne attribuita la cattedra di letterature slave al Collège de France che mantenne fino al 1844. Al 1848 risale la decisione di dare vita ad una Legione polacca che intervenne durante i moti del 1848 nel nord Italia e nel 1849 in occasione dell'assedio della Repubblica Romana. Fu redattore del *Tribunes des Peuples* da marzo ad ottobre del 1849, data della sua chiusura. Durante la guerra di Crimea andò a Costantinopoli intenzionato a formare una nuova legione, ma non vi riuscì a causa del colera che lo colpì e lo condusse alla morte il 26 novembre del 1855. Cfr. Wellisz (1945-1946); Maver (1955-196); Mickiewicz (1965). Tomasucci (1996); Ślaski (2001); Ceccherelli, Marinelli, Piacentini, Żaboklicki 2001; Koropecykj (2008); Phillips (2009).

1. Il XIX secolo e il dibattito sulla democrazia: l'incontro di tre protagonisti

In Europa, la prima metà dell'Ottocento si caratterizzò, in seguito agli eventi rivoluzionari americani e francesi di fine Settecento, per un intenso dibattito sulla ridefinizione in chiave moderna della democrazia come termine, concetto e forma di governo. Fra i protagonisti di questo dibattito si possono annoverare Giuseppe Mazzini⁵, Adam Mickiewicz e Margaret Fuller che nel loro pensiero e nella loro azione, pur con alcune differenti sfumature e gerarchie d'interesse, seppero armonicamente ricomprendere e promuovere i principi scaturiti dalle rivoluzioni: libertà, uguaglianza, fratellanza, e «national self-determination» (Recchia, Urbinati 2009: 1). Tutti e tre gli autori erano, infatti, fermamente convinti che gli intellettuali avessero il dovere morale di intervenire attivamente nella vita sociale e politica.

Fin dall'esordio nel mondo intellettuale, prima con gli articoli scritti per l'*American Monthly* e in seguito come critica letteraria per il *New York Tribune*, la Fuller aveva palesato la sua idea in merito alla funzione della letteratura. Quest'ultima, infatti, per la scrittrice americana non doveva essere concepita come una disciplina a se stante ma come uno strumento di critica del reale, una "libertà di penna" di kantiana memoria: «Writers have nothing to do but to love truth fervently, seek justice according to their ability, and then express what is in the mind» (Fuller 2003: 396), che, però nel tempo, riuscì a coniugare, in conformità con il pensiero trascendentalista, con l'azione⁶, per rendere concreti i cambiamenti auspicati.

⁵ Come ricordano fra gli altri Nadia Urbinati e Stefano Recchia «In his time, he ranked among the leading European intellectual figures, competing for public attention with Mikail Bakunin and Karl Marx, John Stuart Mill and Alexis Tocqueville» (Recchia, Urbinati 2009: 1). Sul ruolo di Mazzini come protagonista del dibattito europeo sulla democrazia cfr. Mastellone (2004 e 2009).

⁶ Il trascendentalismo fu un movimento letterario, filosofico, religioso e politico che nacque e si sviluppò nel New England nella prima metà dell'Ottocento. Rifiutava, in contrasto con il razionalismo, la ragione come strumento unico di conoscenza della realtà, e ricollegandosi all'idealismo kantiano, riconosceva alla mente il potere di "formare" l'esperienza. Convinti

Mazzini condivideva tale approccio⁷ e i suoi primi lavori letterari celavano, a fatica, la loro funzione politica. Come, d'altronde, esplicita lui stesso nelle proprie note biografiche:

L'Arte non è il capriccio d'uno o d'altro individuo ma una solenne pagina storica o una profezia; e se armonizza in sé la doppia missione, tocca, come sempre in Dante e talora in Byron, il sommo della potenza. Or, tra noi, l'arte non poteva essere se non profetica. Gli Italiani non avevano da tre secoli vita propria, spontanea, ma esistenza di schiavi immemori che accattavano ogni cosa dallo straniero (Mazzini 2002: 57).

Le raccolte di fondi, l'organizzazione di diverse associazioni a supporto della causa italiana, la partecipazione a moti più o meno fortunati, ma soprattutto l'esperienza della Repubblica romana rappresentarono la concretizzazione di quel binomio

della presenza di una componente divina nell'uomo e della sua innata bontà, di fronte al degrado provocato dalle istituzioni, si impegnarono per denunciare i mali sociali, con la parola e con le azioni, e per riformare la società americana. Lo strumento di diffusione delle loro idee fu la rivista *The Dial* (1840-44). Vicini al Romanticismo europeo, affermarono comunque la loro indipendenza da tale movimento per sottolineare il carattere originale del loro pensiero. Ralph Waldo Emerson, Henry David Thoreau, Margaret Fuller, Bronson Alcott e W. E. Channing furono i membri di spicco di tal movimento. Sul trascendentalismo americano vedi fra gli altri: Myerson (2000), Wayne (2006), Philip (2007), Walls (2010), Argersinger (2014); Mocci (2017).

⁷ A tal proposito, appare puntuale l'analisi di G. Belardelli «Nel saggio *Dell'amor patrio* di Dante, scritto nel 1826 o 1827, enunciava una concezione della letteratura e dell'arte di ispirazione romantica. Ricordava che nell'antica Grecia, finché i poeti si consacrarono a servire la patria, gli abitanti della polis “non paventarono né tirannide domestica, né giogo straniero” ed ancora ricorda che “Attraverso il culto di Dante condiviso da Mazzini si affermava pure quell'idea dell'intellettuale come moralista, come aspro critico dei difetti dei propri connazionali, che avrebbe avuto un'ampia diffusione nella successiva storia italiana. Da Alfieri a Madame de Staël, da Herder a Schiller, molti degli autori apprezzati da Mazzini avevano insistito sulla funzione morale e politica dell'uomo di lettere, sul suo ruolo di interprete dei desideri inespressi del popolo. “Gli Scrittori – affermò Mazzini nel 1829 – esplorano i bisogni de' popoli, discendono a interrogare il cuore de' loro fratelli e ne rivelano il voto segreto, purificato da quanto acquisto di basso nelle relazioni umane”. Effettivamente tutto il nazionalismo romantico fu in larga misura un movimento di intellettuali, che elaborarono immagini, tradizioni storiche (più o meno “inventate”) valori comuni sulla cui base la loro nazione avrebbe dovuto finalmente risorgere» (Belardelli 2010: 22-23).

pensiero e azione che rappresentò un tratto distintivo della predicazione mazziniana.

Mickiewicz, fin dagli anni dell'università a Vilnius, palesò il suo intento di riunire la patria polacca. Le sue intenzioni erano talmente palesi che nel 1824 fu mandato in esilio in Russia e da allora non fece più ritorno in patria. Come il patriota italiano e la pensatrice americana, anche Mickiewicz voleva non solo proporre un suo programma politico ma anche far seguire al pensiero l'azione. La creazione della Legione polacca nel '48 rispondeva a tale aspirazione, senza la quale riteneva la propria esistenza vana «une vie comme la mienne, qui n'a pas laissé de trace sur la terre, car je n'ai pas gagné de batailles, je n'ai pas bati ni détruit de villes. Qu'aurons-nous donc a noter dans les annales?» (Wellisz 1945-1946: 102)⁸.

I primi ad incontrarsi, nel 1846 nella capitale inglese, furono Mazzini⁹ e la Fuller, grazie al comune amico Carlyle¹⁰. L'esule genovese si trovava a Londra dal 1837 ed era riuscito a crearsi una fitta rete di amicizie fra alcuni dei più influenti intellettuali dell'epoca, mentre Margaret giunse in Inghilterra nell'agosto del 1846 in compagnia della famiglia Spring¹¹ per visitare l'Europa. Mazzini, quando la incontrò, ne rimase affascinato, e lo stesso sentimento suscitò l'esule genovese nella Fuller: «By far the most beauteous person I have seen is Joseph Mazzini [...] He is one in whom holiness has purified, but

⁸ Lettera di A. Mickiewicz a Margaret Fuller, 26 aprile 1847.

⁹ Mazzini probabilmente conosceva gli scritti della Fuller, o almeno così dichiarò in una missiva indirizzata all'americana: «Credetemi, non avrei rimandato tanto a lungo il piacere della vostra conoscenza personale – dico personale, perché conosco già i vostri scritti per mezzo dei Carlyle» Lettera di Mazzini a Margaret Fuller, 19 ottobre 1846 (Deti 1942: 262).

¹⁰ La Fuller aveva conosciuto Carlyle grazie a Ralph Waldo Emerson che, amico di quest'ultimo, gli aveva raccomandato di accogliere al suo arrivo a Londra l'amica Margaret. Cfr. Hudesbeth (1987: 222).

¹¹ Margaret Fuller (1810-1850), si era formata sui classici greci e latini ma aveva una conoscenza approfondita anche della letteratura europea, perciò accolse con entusiasmo l'offerta di fare da istitutrice al figlio dei suoi amici Spring durante il viaggio che avevano intenzione di fare in Europa. I coniugi Spring, tra l'altro, erano interessati a «to learn about recent social improvements that they could introduce into American society, either through Marcus's businnes or by means of a utopian community» e questo permise alla Fuller di entrare in contatto con intellettuali e riformisti europei. Reynolds, Belasco Smith (1991: 9).

nowher dwarfed the man» (Hudspeth. 1987: 240)¹². La loro amicizia fu breve, a causa della prematura scomparsa della Fuller, ma molto intensa, e raggiunse l'apice durante la comune esperienza della Repubblica Romana nel 1849, alla quale collaborarono unendo mirabilmente pensiero e azione.

Una volta partita dalla Gran Bretagna alla volta della Francia, la Fuller incontrò a Parigi Mickiewicz, su suggerimento di Mazzini, che pur conoscendo il poeta polacco solo indirettamente, ne parlò con entusiasmo all'amica. Fu la scrittrice americana a contattarlo, facendo precedere la sua lettera da un libro di Emerson, lo stesso autore di cui il patriota polacco aveva parlato in maniera entusiastica durante il corso di letteratura slava che aveva svolto al college de France dal 1840 al 1844¹³. Mickiewicz accettò l'invito, anche perché, con molta probabilità non gli era oscuro il nome della Fuller. Egli infatti era un lettore di *The Dial*, di cui la scrittrice americana era stata editrice e collaboratrice e su cui era uscito the *Great Lawsuit. Man versus Men. Woman versus Women*, lavoro prodromico alla *The Woman in the Nineteenth Century*. Il loro incontro, che nella memoria dei testimoni assunse un tono quasi mistico¹⁴, fu reciprocamente gradito visto che i due intellet-

¹² Lettera di Margaret Fuller a C. Sturgis, 16^a November 1846.

¹³ Al suo arrivo a Parigi, e grazie alla stima che si era guadagnato con le sue opere, a Mickiewicz fu affidata la neocostituita cattedra di lingua e letteratura slava al Collège de France. Il poeta polacco tenne i suoi corsi per quattro anni, dal 1840-41 sino al 1843-44. Se nei primi due anni si concentrò soprattutto nell'esposizione e analisi critica, in chiave comparatistica, delle letterature slave, fra queste la polacca, la ceca, la serba e la russa, durante le lezioni non trascurò di fare continui riferimenti alla necessità della lotta per la liberazione dei popoli slavi, portatori dell'idea di progresso e democrazia. Nel terzo corso dedicò, invece, alcune lezioni alla Storia contemporanea degli Slavi ed altre agli Studi storici e filologici, cercando, in particolar modo durante le prime lezioni, di far emergere la qualità dei sistemi filosofici slavi, per lui superiori al celebrato modello tedesco. L'ultimo corso, infine, si incentrò prevalentemente sulla dottrina di Andrzej Towiański fondata sull'idea di una Chiesa non gerarchica formata da tutti i credenti e sulla necessaria rigenerazione sia degli individui che delle nazioni attraverso la trasposizione dei valori cristiani nella vita sociale e politica. I toni messianici e i contenuti "rivoluzionari", però, attirarono l'attenzione delle autorità che comunque non presero provvedimenti. Mickiewicz (1965); Koropecykj (2008).

¹⁴ Alexander Chodzk, allievo di Adam Mickiewicz, scrisse nel proprio diario un resoconto del primo incontro fra la Fuller e il poeta polacco «He spoke to her

tuali raggiunsero in brevissimo tempo un livello di condivisione spirituale e familiarità notevole.

Mazzini già nel 1832, come nota acutamente Giovanni Maver, preconizzava una nuova tipologia di poesia, quella dell'avvenire «la sola viva e potente» che sarebbe sorta «in ogni contrada dove s'innalza una voce pe' diritti violati, dove il gemito dell'oppresso non muore sterile ed inesaudito, dove il martirio numera apostoli e la libertà combattenti» (Maver 1955-56: 8). Queste parole, lette oggi, sembrano annunciare le caratteristiche che contraddistinsero l'opera del poeta polacco, i cui scritti, proprio in quegli anni, Mazzini conobbe grazie ai proscritti polacchi con cui entrò in contatto in Svizzera. Da allora, pur con alcuni distinguo, soprattutto in merito ai rapporti con la Chiesa cattolica (Mickiewicz 1965: 22), il Genovese trovò fonte di ispirazione nelle opere del Mickiewicz, prediligendo fra queste *Il Libro della Nazione e dei pellegrini polacchi*¹⁵ che, insieme a *Paroles d'un croyant* (1834) di Lamennais, gli fu d'ispirazione nella stesura del suo *Fede e Avvenire* (1835). Nel libro di Mazzini, infatti, sono rinvenibili diversi elementi presenti anche nei testi succitati: toni messianici, l'invito al popolo polacco a combattere per la propria libertà ma anche per quella degli altri popoli, la convinzione, sostenuta dalla fede nella legge del progresso, che fosse possibile iniziare e portare a compimento una rivoluzione non solo politica ma anche morale.

L'incontro fra i due patrioti, però, avvenne solo nel maggio del 1848 a Milano, agevolato da un biglietto che Mazzini spedì al Mickiewicz

in the presence of many other women and the impression he made upon her was so great that she fainted on the sofa» (Wellisz 1945-1946: 91).

¹⁵ Mazzini ne consigliò la lettura alla madre in una missiva del 18 novembre del 1834, nella quale anticipò l'intenzione di scriverne uno per gli italiani: «Avete potuto leggere mai un libricino d'un Polacco, intitolato: Livre d'un pèlerin Polonais? – è un capo d'opera, ed ora ne stampano una traduzione italiana assai debole. È d'un poeta per nome Mickiewicz, che, a mio credere, è il primo poeta dell'epoca. [...] Quel libro del pellegrino Polacco è del genere di quell'altro libro francese che avete veduto – anzi n'è in un certo modo la sorgente perché primo in data. Forse se uscirà fra non molto un simile in italiano, perché tutti abbiano il proprio e non abbian sempre da vedere tutti i generi esauriti dallo straniero – quando dico simile, intendo dello stesso genere perché dello stesso merito è difficile» citata in (Levis Sullam 2010: 8-9).

Frère, accordez-moi ce nom. Je n'ai point avec Vous la fraternité du génie, mai j'ai la fraternité des aspirations, des espérances et de la foi dans la croisade religieuse de l'Humanité se mouvant en elle et pour elle vers les grands destins de fraternisation que Dieu mûrit. J'ai lu avec amour vos œuvres, et je désire ardemment vous voir (Mazzini 1941: 157).

Non sappiamo se il vate polacco conoscesse Mazzini, al di là dei racconti della Fuller, ma è certamente probabile che tramite gli esiliati polacchi, negli anni, avesse avuto notizie, se non delle opere, almeno dei programmi del Genovese. L'unica certezza è che dopo essersi confrontato con lui a Milano nel maggio del 1848, il Mickiewicz scrisse all'amica americana: «J'ai vu Mazzini, le seul homme qui ait l'énergie politique nécessaire pour le moment. Vous ne vous êtes pas trompée sur son compte» (Detti 1942: 316)¹⁶.

2. *La questione sociale*

2.1. *Mazzini*

Nella sensibilità palesata nei confronti della questione sociale, che dimostrarono soprattutto Mazzini e la Fuller, influì non poco il loro soggiorno in Gran Bretagna. Quest'ultima, nella prima metà dell'800, forniva di sé un'immagine dicotomica, era, infatti, considerata all'avanguardia, grazie alla diffusa industrializzazione e alla vivacità culturale determinata dalla presenza di molti intellettuali che, liberi da censure, potevano discutere liberamente, ma era anche afflitta dalle conseguenze sociali della stessa industrializzazione su un ampio strato della popolazione. Un susseguirsi di carestie, agitazioni popolari, bassi salari, condizioni di lavoro a volte drammatiche, a dispetto di una crescente produzione, avevano, infatti, reso urgente la necessità di proporre ed attuare riforme per emendare una situazione sociale e politica estremamente critica.

¹⁶ Lettera di Adam Mickiewicz a Margaret Fuller, 4 maggio 1848.

Stupore e dolore, inevitabilmente, contraddistinsero sin dal suo arrivo nel 1837 il soggiorno di Mazzini a Londra. Da una parte, infatti, la città inglese aveva suscitato la sua meraviglia:

L'ingresso del Tamigi, e la navigazione fino a Londra, impagabili [...] i dintorni, le braccia di Londra si mostrano via via in un modo miracoloso. L'arsenale, i cantieri da guerra, l'ospedale di Greenwich, edificio magnifico destinato a raccogliere i veterani della marina, un enorme vascello consecrato a' marinai feriti e mutilati, di tutte le nazioni, etc, s'offrono allo sguardo, e danno una idea di Londra, che soddisfa a un tratto cuore e immaginazione (Mazzini 1941: 279-280);

dall'altra parte, era bastato al Genovese avventurarsi per le stradine interne della città per scoprire la diffusa povertà e la miseria morale che affliggevano i lavoratori impiegati nelle fabbriche e le loro famiglie.

Mazzini, fermamente convinto dell'uguaglianza e della pari dignità di ogni individuo in quanto figlio di Dio, non poté rimanere indifferente di fronte a tale sofferenza. Il patriota genovese scorse, però, in questa afflitta porzione di popolazione una vitalità ed una propensione all'associazionismo che gli fece presagire un progressivo ed imminente miglioramento delle sue condizioni di vita:

in Inghilterra, in Francia, nel Belgio, la classe degli uomini che vivono del lavoro delle proprie braccia è svegliata, non solamente al senso della propria miseria, ma al presentimento d' un migliore e vicino avvenire: non solamente alla coscienza dei mali presenti, ma a quella del proprio diritto e alla speranza di vederlo, in un' epoca non lontana, riconosciuto ed ammesso (Mazzini 1916: 6-7)¹⁷.

Gli anni '30 in G.B. erano, infatti, stati contrassegnati dalla nascita del movimento cartista, della *London Working Man's Association* (1836) e delle prime Political Unions, a cui seguirono diverse proteste e "Addres" atti a rivendicare i diritti dei lavoratori (Mastellone 2004: 13-23). Fra questi ultimi possono citarsi fra i più rilevanti: *An Address from the London Trade to the Working Classes di William Lovett* (1838), il *Manifesto of*

¹⁷ "Agli Italiani, e specialmente agli Operai Italiani", *Apostolato Popolare*, n. 1° del 10 novembre 1840.

the Industrious Classes (1839) di Hugh Craig e William Lovet, il *Manifesto of Robert Owen to Improve permanently the Condition of all Classes in all Countries* (1840) (Mastellone 1997: 10-11).

Londra, d'altronde, per buona parte dell'Ottocento fu un luogo di incontro, una fucina di pensieri attorno alla quale si sviluppò un composito dibattito in merito ai contenuti della democrazia e il principio di eguaglianza fu tra gli elementi fondanti delle varie speculazioni politiche.

Mazzini, sempre dichiaratosi fautore della repubblica, perché fermamente convinto che in essa tutti gli uomini di una nazione potessero «essere liberi, eguali e fratelli» (Mazzini 1997: 8), prima del suo approdo in Inghilterra si era mostrato se non ostile, cauto nell'utilizzo dell'espressione democrazia, perché evocava i disordini francesi e una conflittualità civile che mal si combinava con la sua idea unitaria di popolo. In *Fede e Avvenire* scrive, infatti,

La parola democrazia, benché dotata di precisione storica, è, come tutte le locuzioni storiche dell'antichità, inferiore all'intelletto dell'epoca futura, che noi, repubblicani, dobbiamo iniziare. L'espressione governo sociale sarebbe da preferirsi, come indicatore del pensiero d'associazione che è per la vita dell'epoca. La parola democrazia fu ispirata da un pensiero di ribellione, santa ma pur sempre ribellione (Mazzini 2005: 468).

Durante il soggiorno britannico, però, Mazzini non solo divenne uno dei protagonisti del dibattito ma iniziò anche ad usare con un'accezione positiva il termine democrazia, senza più associarlo all'effetto distruttivo che aveva avuto in Francia.

Più marcato, poi, alla luce della vivacità sopra menzionata, si fece in Mazzini il desiderio di rendere inscindibile il binomio pensiero e azione: «Oggi, il popolo ha bisogno di libri viventi: di uomini che incarnino in sé una fede e la rappresentino, non nelle pagine, ma negli atti: di uomini che insegnino ai giovani colla loro vita l'armonia della pratica colla dottrina» (Mazzini 1916: 187)¹⁸. Nel 1840 diede, così, vita all'Unione degli operai

¹⁸ «Alla Gioventù Italiana - Lettera di Giuseppe Mazzini», *Apostolato Popolare*, n° 10, 3 febbraio 1843.

italiani, alla quale affiancò anche un giornale l'*Apostolato popolare* che iniziò le sue pubblicazioni il 10 novembre del 1840 e le concluse il 30 settembre 1843. Questo giornale, che nelle intenzioni del Mazzini sarebbe dovuto uscire ogni due settimane, era rivolto ad un pubblico nuovo per il patriota genovese: gli operai. Ad essi, emigrati dall'Italia in cerca di lavoro, il Genovese si era accostato fin dal suo arrivo a Londra, trovando in loro delle qualità umane e politiche che fino ad allora non aveva adeguatamente tenuto in considerazione:

Abbiamo nel primo periodo della nostra vita lavorato per il Popolo, non col Popolo, Bisogna farlo ora, e per molte ragioni morali e politiche che indovinerai. A questo fine ho tentato discendere in una classe numerosa anche fuori, e negletta finora: quella de' nostri operai. Ne ho trovato un nucleo, d'uomini di poche idee, ma di volontà buona e fermissima; poche parole hanno bastato a suscitare in essi quel senso che dorme purtroppo anch'oggi in seno al nostro popolo, sol perché noi non abbiamo ancora avuto fede sufficiente per meritare di suscitarlo. [...] Si radunano settimanalmente; e si quotizzano con una regolarità da far vergogna a noi letterati (Mazzini 1914: 119)¹⁹.

Per consentire ai lavoratori di emanciparsi da una situazione di disagio, Mazzini riteneva fondamentale consentire loro di istruirsi ed educarsi, strumenti fondamentali affinché potessero conoscere e rivendicare i propri diritti ma anche assolvere i propri doveri. Come ebbe, infatti, a precisare qualche anno dopo nei *Doveri*, per lui «L'educazione s'indirizza alle facoltà morali; l'istruzione alle intellettuali. La prima sviluppa nell'uomo la conoscenza dei suoi doveri; la seconda rende l'uomo capace di praticarli» (Mazzini 2005: 922). In ossequio a questa convinzione, che avrebbe comportato una "rivoluzione" pacifica²⁰ nella vita sociale, Mazzini diede vita il 10 novembre del 1841 ad una scuola elementare gratuita a cui potevano accedere gli italiani che vivevano a Londra ed erano «sprovvoluti interamente d'istruzione e di mezzi per acquistarla» (Maz-

¹⁹ Lettera di Giuseppe Mazzini ad Elia Benza, 19 maggio 1840.

²⁰ «I nostri rimedi saranno di natura pacifica. Noi predicheremo nell'amore di tutte le classi, nell'abborrimento d'ogni riazione e d'ogni ingiustizia». «Agli Italiani, e specialmente agli Operai Italiani», *Apostolato Popolare*, n. 1° del 10 novembre 1840, in Mazzini (1916: 13).

zini 1916: 81)²¹. Le lezioni, che per venire incontro alle esigenze dei lavoratori, si svolgevano la sera e la domenica, vertevano sulle materie base come grammatica, aritmetica, geometria e geografia, ma anche sulla morale e la storia patria. Il funzionamento della scuola si basava sul volontariato e sui contributi provenienti dall'Italia ma anche dai numerosi amici inglesi di Mazzini che, come lui, credevano nel potere emancipazionista della cultura. Questa iniziativa incontrò un buon gradimento presso gli italiani che

poveri tutti, molti poverissimi, ignoranti d'ogni cosa, avezzi, ne' paesi stranieri ch'essi percorrono, a una separazione assoluta dall'altre classi, sovente al disprezzo, accorrono volenterosi alla prima parola d'invito che suona loro all'orecchio, e rinunziano all'ozio dell'uniche due o tre ore libere dal lavoro per consacrarle all'acquisto faticoso d'alcune cognizioni concernenti la loro terra o lo sviluppo delle facoltà d'espressione che ogni uomo ha in germe nell'anima sua (Mazzini 1916: 82)²².

L'obiettivo di Mazzini era principalmente quello di contribuire alla realizzazione dell'Unità d'Italia ma i problemi che affliggevano i suoi compatrioti e gli operai in generale erano troppo vicini e dolorosi perché potesse disinteressarsene: «Dappertutto, in Francia, in Inghilterra ed altrove, l'operaio vive, generalmente parlando, come in Italia ma più che in Italia, una vita povera, stentata, precaria, per giungere a una vecchiaia inferma, squallida, senza soccorso» (Mazzini 1916: 3-4)²³.

D'altronde l'Unità era solo il primo passo verso la creazione di una repubblica democratica, dove tutti avrebbero beneficiato degli stessi diritti e adempiuto agli stessi doveri, e per questo era necessario conoscere i problemi degli operai ed ascoltarne le istanze²⁴ affinché non diventassero preda di associa-

²¹ "Scuola elementare italiana gratuita", in *Apostolato Popolare*, n. 4 del 1 gennaio 1842.

²² *Ibidem*.

²³ "Agli Italiani, e specialmente agli Operai Italiani", *Apostolato Popolare*, n. 1° del 10 novembre 1840.

²⁴ «La nazione intera ha bisogno di sapere ciò che gli operai, cioè i milioni d'uomini che vivono del proprio lavoro senza possedere gli elementi del lavoro, patiscono, accusano, invocano. La Nazione ha bisogno di sapere ciò che gli operai non vogliono: tanti strani sistemi, pericolosi, sovversivi, hanno

zioni che li istradassero verso lo scontro fra classi e non alla fratellanza:

Le più hanno scritto sulla loro bandiera comunione di beni, abolizione della proprietà; dottrine tiranniche, assurde, nemiche al progresso dell'Umanità, che noi dovremo confutare [...]: dottrine fortunatamente irrealizzabili, ma che producono in oggi il doppio male di raffreddare l'attività di molti tra i veri amici del popolo, e di consumare intorno a progetti impossibili l'energia di molti Operai eccellenti per intenzioni, ma illusi (Mazzini 1916: 53).

Mazzini temendo la diffusione di idee che considerava contrarie al “progresso dell'umanità” intervenne attivamente nel dibattito sui contenuti della democrazia che si articolò nelle varie riviste inglesi. Per lui era importante ribadire la necessità di evitare gli scontri fra le varie anime del popolo e di favorire invece lo spirito di fratellanza, grazie alla quale sarebbe stata agevolata l'elevazione economica, morale e culturale della parte più disagiata del popolo stesso. Brani ampi del suo *Italy, Austria and the Pope* (Mastellone 2004: 65-66), furono pubblicati sul *Northern Star*, un settimanale democratico cartista aperto ai contributi delle diverse fazioni (il redattore era Julian Harney che fondò alla fine del 1841 i Fraternal Democrats), e che nel luglio del '46 pubblicò l'*Address of the German Democratic Communist of Brussels* di Marx ed Engels nel quale era esplicitato il loro pensiero in merito all'inevitabile scontro fra capitale e lavoro, borghesi e proletari. Questo *Address* fu probabilmente all'origine della decisione di Mazzini di pubblicare, fra l'agosto 1846 e il giugno 1847, otto articoli²⁵ sul *People's Journal*, sotto il titolo di *Thoughts upon Democracy* per chiarire in maniera inequivocabile il suo approccio alla questione sociale e il tipo di democrazia che patrocinava.

occupato le menti a' di nostri, che giova conoscere non solamente ciò in che l'uomo crede, ma ciò in che non crede», “Necessità dell'ordinamento speciale degli operai italiani. Risposta ad una obbiezione”, *Apostolato Popolare*, n. 5° del 15 aprile 1842, in Mazzini (1916: 113).

²⁵ In Italia tali articoli erano conosciuti nella traduzione italiana fatta dallo stesso Mazzini, che nel 1850 ne modificò sei e li fece pubblicare ne *L'Italia del Popolo* di Losanna con il titolo “I sistemi e la democrazia – Pensieri”, per poi rielaborarli nuovamente negli anni fra il 1852 e il 1853. Cfr. Mastellone (2005b).

Nel primo articolo del 28 agosto 1846, Mazzini rinveniva nell'attivismo delle masse il segno inequivocabile dell'avvento della democrazia. Quest'ultima era in sostanza l'esplicazione del principio cristiano dell'uguaglianza di tutti gli uomini in quanto figli di Dio. In ossequio a tale presupposto, la democrazia si sarebbe dovuta basare sul suffragio universale e sul governo rappresentativo, caratteristiche che avrebbero scongiurato derive dispotiche come quelle verificatesi durante il periodo del Terrore (Mastellone 2001). Per il pensatore genovese era fondamentale, sia nell'ottica della risoluzione della questione nazionale che di quella sociale, promuovere l'aggregazione fra i diversi elementi del popolo, risultato per lui conseguibile solo a patto, come specificò nell'articolo del 3 ottobre, che si desse la priorità alla teoria dei doveri e non a quella dei diritti, che negli ultimi cinquant'anni aveva dimostrato la sua incapacità a costruire dei vincoli fra gli uomini che li potessero spingere a collaborare l'un l'altro per raggiungere degli obiettivi comuni e non quelli di una sola parte. Per raggiungere tale scopo Mazzini propugnava l'impartizione di un'educazione politica e morale capace di indicare un piano comune che si basasse sul rifiuto di ogni forma di ineguaglianza perché

Tutti viviamo per gli altri: l'individuo per la propria famiglia, la famiglia per il proprio paese, il paese per l'Umanità [...] Stiamo scalando una piramide, la cui base abbraccia la terra, e il cui vertice si leva verso Dio. L'ascesa è lenta e penosa, e possiamo compierla solo intrecciando le nostre mani, unendo le nostre forze (Mastellone 2005b: 81).

Secondo Mazzini l'essenza della democrazia risiedeva proprio nelle «sue aspirazioni verso l'emancipazione, il miglioramento, la cooperazione di tutti» (Mastellone 2005b: 81).

Gli articoli successivi furono dedicati alle dottrine maggiormente rilevanti dell'epoca e che a parere dell'esule genovese contenevano elementi destabilizzanti. La prima che analizzò²⁶ fu quella di Bentham dalla quale, a suo parere, derivavano molte dottrine dello schieramento democratico: «i Sansi-

²⁶ *People's Journal*, n°47, 21 novembre 1846, (Mastellone 2005b: 87-97).

moniani, i Fourieristi, gli Owenisti, i Comunisti sono tutti seguaci di Bentham. Si distinguono sull'uso dei mezzi, sull'organizzazione per assicurare il trionfo del principio, ma il principio è lo stesso in tutti loro: l'utilità» (Mastellone 2005b: 87). Mazzini riteneva che nella dottrina di Bentham la mancanza di un'idea superiore all'individuo, che spingesse quest'ultimo a collaborare con i propri simili in vista di un obiettivo comune, non favorisse la solidarietà tra gli esseri umani ma semmai rafforzasse lo spirito individualistico, decretando così l'impossibilità di migliorare le condizioni di vita della parte più povera della popolazione. Per Mazzini, infatti, solo sviluppando il sentimento morale e del dovere nei confronti degli altri si poteva affrontare adeguatamente la questione sociale.

Il quarto (26 dicembre 1846) e il quinto articolo (6 febbraio del 1847), furono indirizzati dall'esule genovese al sansimonismo e al pensiero di Fourier. Nei confronti del primo Mazzini si mostrò moderatamente critico perché, sebbene lo considerasse oramai un filone di pensiero «dead, buried, and forgotten» (Mastellone 2001: 33), gli riconosceva il grande merito di aver patrocinato l'unità di «Pensiero e Azione». L'elemento, invece che contestava era l'applicazione del principio democratico solo alla base, con la conseguenza che si era legittimata la divisione della popolazione in caste e che a quella dei dotti fosse stato affidato il compito di governare «per il popolo» ma non «attraverso il popolo». Mazzini riteneva, infatti, fondamentale coinvolgere attraverso il suffragio universale²⁷ tutta la popolazione affinché i governanti fossero i portavoce e gli esecutori del «pensiero che vive oscuramente, confusamente nelle masse» (Mastellone 2005b: 106). La fine del sansimonismo fu decretata, dunque, dall'incapacità di capire che tutti gli elementi del popolo, anche quelli meno istruiti, dovessero essere ascoltati e coinvolti nella vita civile e politica. La sua esperienza londinese gli aveva, infatti, mostrato un'intraprendenza e una voglia di imparare da parte dei lavoratori che gli aveva fatto capire la necessità di «lavorare con il popolo» e non «per il po-

²⁷ Per Mazzini i sansimoniani, non concedendo il diritto di voto alle masse, «ruppero così il legame d'unione, organizzando la loro gerarchia dall'alto al basso» (Mastellone 2005b: 107).

polo”.

A Fourier, invece, Mazzini riservò critiche più serrate e sostanziali, contestandogli il fatto che avesse individuato la felicità come il fine della vita umana e che, di conseguenza, per lui il riordino della società fosse possibile solo grazie allo stimolo dell'interesse. L'uomo, invece, per il pensatore italiano, era una creatura capace di elevarsi moralmente e non doveva perciò essere indirizzato solo verso il soddisfacimento dei propri desideri materiali: «sta più in alto della terra che lo sostiene. Vive sulla superficie, e non al centro di essa. Posa i piedi su di essa, e la sua fronte si volge al cielo, come se egli volesse avviarsi in quella direzione» (Mastellone 2005b: 116).

Nel sesto articolo (17 aprile 1847), Mazzini si occupò del comunismo, la dottrina che maggiormente lo preoccupava, anche alla luce della crescente visibilità e fortuna che stava riscuotendo presso i lavoratori. Essa era colpevole, a detta del patriota italiano, di voler dare vita ad una società in cui vigesse l'eguaglianza assoluta e in cui l'individualità veniva annientata in ossequio ad un dogma egualitario. Tale modello politico aveva l'effetto duplice di negare gli elementi vitali della società e dell'individuo stesso e cioè «la libertà, il progresso, e lo sviluppo morale della persona» (Mastellone 2005b: 119). Prevedeva, infatti, l'eliminazione della proprietà privata, della famiglia, della patria, della religione, in sostanza di tutti quegli istituti che avevano accompagnato la storia dell'umanità. Per l'Esule questa eradicazione non era necessaria, perché in sé tali istituzioni non erano destinate né a realizzare il bene né il male, e per eliminare le sofferenze e le diseguaglianze sarebbe stato sufficiente regolamentarle in maniere differente. Una tabula rasa di tutti i corpi intermedi avrebbe, infatti, finito per affidare al governo un potere immane essendo ad esso affidata la direzione, la proprietà e la distribuzione di tutto l'esistente. I criteri per quest'ultima, poi, presentavano per Mazzini notevoli criticità. Nel caso, infatti, in cui si fosse deciso di fornire a tutti un pari ammontare del prodotto, sarebbero venuti meno il valore del lavoro e l'impegno; nel caso, invece, in cui si fosse optato per una distribuzione dei beni in base al bisogno, si sarebbe dovuta creare una pletora di funzionari che, dovendo quantificare le esigenze individuali, avrebbe avuto un potere

discrezionale abnorme. Mazzini in sostanza contestava l'approccio stesso alla questione sociale, per lui infatti bisognava agire sull'uomo, attraverso l'educazione, e non sulle strutture: «L'assetto sociale del mondo esterno è la manifestazione dell'uomo interiore, della condizione morale e intellettuale dell'Umanità in un dato momento, della sua fede soprattutto» (Mastellone 2005b: 124).

2.2. Fuller

Prima del suo arrivo in Gran Bretagna, la Fuller non si era mostrata disinteressata ai mali sociali. Infatti, durante la sua collaborazione con il *New York Tribune* di Horace Greeley²⁸, che ne ammirava il genio e la capacità analitica²⁹, affrontò le tristi condizioni di vita dei disabili mentali, dei malati, degli immigrati, dei carcerati ma anche di coloro che venivano aiutati dalle associazioni benefiche. In tutti i casi, la Fuller rilevò che gli interventi messi in atto per contrastare le situazioni di disagio socio-economico potevano essere utili nell'immediato ma non fornivano strumenti, come sarebbero potuti essere quelli educativi, per emancipare i fruitori dalla propria condizione. La presa di coscienza di tali mali e la sua conseguente denuncia non avevano, però, mutato l'impianto ideale della pensa-

²⁸ Horace Greeley (1811-1872) fu il direttore del *New York Tribune*. Convinto della funzione sociale, in ottica riformatrice, che potevano svolgere i giornali, nelle pagine del suo *Tribune* dedicò ampio spazio alle criticità presenti nella società americana, fra i quali annoverava un carente sistema educativo, lo schiavismo, la prostituzione, il gioco d'azzardo e la cattiva gestione degli aiuti alle persone in difficoltà economiche. Alla Fuller, di cui aveva apprezzato particolarmente la capacità di analisi e di critica nell'affrontare la "questione" degli Indiani d'America, offrì di pubblicare articoli in cui fossero affrontati i problemi inerenti la povertà, la condizione carceraria e i diritti delle donne. Cfr. Van Deusen (1953); Williams (2006).

²⁹ Horace Greeley raccontò il primo incontro con la Fuller, spendendo per lei lusinghiere parole «My first acquaintance with Margaret Fuller was made through the pages of 'The Dial'. The lofty range and rare ability of that work, and its un-American richness of culture and ripeness of thought, naturally filled the 'fit audience, though few,' with a high estimate of those who were known as its conductors and principal writers» (Channing, Emerson, Clarke 1852: 499).

trice americana, che era rimasta ferma ai suoi riferimenti trascendentalisti e cristiani, senza abbracciare le idee rivoluzionarie dei comunisti³⁰, e “utopistiche” dei socialisti francesi³¹ di cui era comunque un’estimatrice. Negli anni americani, dal punto di vista dell’azione, la Fuller, però, non mutò la sua ritrosia a farsi coinvolgere in associazioni che agivano direttamente per attuare un cambiamento radicale.

L’arrivo in Inghilterra, quasi dieci anni dopo quello del Mazzini, suscitò nella viaggiatrice americana pensieri, rispetto a quelli del patriota italiano, ancora più cupi, che determinarono un suo deciso cambio di paradigma interpretativo del Vecchio continente. Quella che per lei rappresentava la culla della cultura e del progresso si presentò ai suoi occhi come una società tormentata e sofferente sia dal punto di vista economico che politico. Tale visione, dunque, la “costrinse” a ripensare il suo sistema di valori e le sue priorità fra le quali da allora si fece pressante, oltre alla questione femminile, quella sociale. Esemplificativo a tal proposito è quanto scrisse dopo aver visitato insieme agli Spring: Glasgow, Sheffield, Manchester:

Poverty in England has terrors of which I never dreamed at home. I felt that it would be terrible to be poor there, but far more so to be the possessor of that for which so many thousands are perishing. And the middle class, too, cannot here enjoy that serenity which the sages have described as naturally their peculiar blessing. Too close, too dark throngh the evils they cannot obviate, the sorrows they cannot relieve. To a man of good heart, each day must bring purgatory which he knows not how to bear, yet to which he fears to become insensible (Reynolds, Belasco Smith 1991: 88).

³⁰ La Fuller, attenta agli eventi e ai pensatori europei in vista delle possibili influenze in America, nel 1845 tradusse e pubblicò un saggio di Heinrich Börnstein un compagno di Marx Engels e Ruge, nel quale erano indicati i punti salienti del programma comunista che da lì a breve, nel 1848, sarebbe stato esposto nel *Manifesto*. Capper (2007).

³¹ La Fuller apprezzava in particolar modo le posizioni di Fourier in merito alla necessità di ampliare gli spazi di azione delle donne nell’ambito pubblico, in modo che potessero sviluppare appieno le proprie potenzialità. Il nome del filosofo francese ritorna, infatti, spesso nei suoi scritti, in particolare nel suo *Woman in the Nineteenth century*, e nelle sue lettere. Capper (2007).

Fu, dunque, con questa predisposizione d'animo che la pensatrice americana incontrò Mazzini, grazie al comune amico Carlyle, stabilendo con lui un'intesa immediata. Condividevano, infatti, alcuni pensieri fondanti: l'amore per l'essere umano in quanto un altro sé e la fiducia nella capacità di ogni individuo di contribuire al progresso dell'umanità. Lo studio dei socialisti francesi, a cui si aggiunse per entrambi la drammatica visione delle conseguenze negative dell'industrializzazione in Gran Bretagna, costituirono la base ideale su cui edificarono una solida amicizia e collaborazione.

Primo terreno di incontro e condivisione ideale e fattiva divenne la scuola³² che Mazzini aveva aperto a Londra nel 1841. In occasione dell'anniversario di quest'ultima l'esule genovese invitò l'amica americana, che tenne un commoventissimo³³ discorso e celebrò, poi, il pensiero, l'azione dell'esule italiano in una delle sue corrispondenze per il *New York Tribune*:

Mazzini, one of these noble refugees [...] who can live fervently, but steadily, gently, every day, every hour, as well as on great occasions, by the light of hope, for, with Schiller, he is sure that "those who live for their faith shall behold it living". He is one of those same beings who, measuring all things by the ideal standard, have yet no time to mourn over failure or imperfection; there is too much to be done to obviate it (Reynolds, Belasco Smith 1991: 99).

Durante il periodo britannico e nei mesi successivi in Francia, la Fuller modificò gradualmente il proprio approccio ideale da "liberal" a "radical"³⁴. In questo mutamento il Mazzini fu parte

³² Diversi intellettuali contribuirono al sostentamento della scuola, fra questi: Harriet Martineau, Erasmus Darwin, i coniugi Carlyle, John Stuart Mill; i parlamentari Lord Shaftesbury e Lord Radnor e Lady Byron, cfr. Finelli (1999).

³³ Così lo definisce Mazzini in una lettera alla madre: «la novità della festa fu il discorso d'una Signora Americana, scrittrice di merito, notissima qui e negli Stati Uniti, ch'io conosco, che venne, e che, richiesta da noi di dir due parole, fece un discorso commoventissimo» *Lettera di Mazzini alla madre*, 13 novembre 1846, in Mazzini (1919: 269).

³⁴ «Writing about social problems at home before her voyage, Fuller focused on the need for reform but did not advocate any 'ism'. Her outlook was liberal not radical, and as Margaret V. Allen has said, "her columns show that she implicitly believed that knowledge of wrongs or evils led to their corrections:

attiva, perché ebbe il merito, grazie al suo esempio, di invogliare la scrittrice americana ad impegnarsi nell'attivismo sociale e politico, rendendo così più tangibile il binomio pensiero e azione³⁵. In sostanza, la pensatrice americana, in maniera graduale, abbandonò metaforicamente i salotti per combattere in favore del progresso sociale e politico.

La successiva tappa parigina, permise alla Fuller di approfondire, soprattutto dal punto di vista dottrinario, la conoscenza della questione sociale. Entrò infatti in contatto con alcuni illustri pensatori come la Sand, Lamennais, Leroux, Pauline Roland ma anche alcuni seguaci di Fourier come Clarisse Vigourex e Victor Considérant, da cui evinse che la dottrina del padre del falansterio era discretamente diffusa. La scrittrice americana accolse positivamente questa scoperta, perché riteneva che le idee di Fourier fossero utili a diffondere valori positivi «The doctrines of Fourier are making progress, and application of the precepts of Christ, in lieu of the mummeries of a worn-out ritual, cannot fail to be felt» (Clarke, Emerson, Channing 1852: 206)³⁶. Il suo apprezzamento per la dottrina del pensatore francese non era però dogmatica, non condivideva infatti la sua idea di matematica sociale, che prevedeva fra l'altro «elaborate plans to harmonize labor by dividing workers into "groups" and "series"» (Capper 2007: 179), perché riteneva fosse un progetto di difficile realizzazione, che rischiava di trasformarsi in un fallimento, nel caso fosse diretto da persone non sufficientemente preparate. Altri aspetti, come il materialismo insito nel pensiero del socialista francese, non li condivideva ma li riteneva causati da fattori ambientali e comunque bilanciati dalla sua buona fede:

Educated in an age of gross materialism, Fourier is tainted by its faults; in attempts to reorganize society, he commits the error of

her readers had only to be told of injustice and suffering, and inevitably these ills would be eradicated"» cfr. Reynolds, Belasco Smith (1991: 15).

³⁵ Come giustamente scrive Monsagrati, la collaborazione fra la Fuller e Mazzini era «nata da una forte carica di reciproca stima e di simpatia umana e cementata dall'adesione ad un codice morale in cui l'americana ritrovava non più solo teorizzati ma tradotti in pratica quotidiana i principi emersoniani del dovere e dell'unità di pensiero e azione» (Monsagrati 2001: 281).

³⁶ *Lettera di Margaret Fuller a Lamennais*, 19 gennaio 1847.

making soul the result of health of body, instead of body the clothing of soul; but his heart was that of a genuine lover of his kind, of a philanthropist in the sense of Jesus; his views are large and noble; his life was one of devout study on these subjects, and I should pity the person who, after the briefest sojourn in Manchester and Lyons, the most superficial acquaintance with the population of London and Paris, could seek to hinder a study of his thoughts, or be wanting in reverence for his purposes (Clarke, Emerson, Channing 1852: 206)³⁷.

In merito al valore del pensiero e del ruolo di Fourier, le opinioni di Mazzini e della Fuller divergevano. Il pensatore italiano, seppure riconosceva alcuni aspetti positivi al filosofo francese «a suo modo – spinto, nonostante tutto dall’amore per i suoi simili», soprattutto per quanto riguardava «l’organizzazione di lavoratori agricoli, industriali e domestici, fondata sull’associazione» che a suo parere meritava «di essere profondamente studiata», riteneva inaccettabile sostenere, come faceva Fourier, che «la felicità [fosse] il fine della vita dell’uomo – il dolore, un segno di errore – il piacere, il soddisfacimento, un segno di verità – l’interesse, la grande leva del nuovo ordinamento sociale» perché la diretta conseguenza era di incorrere nell’incapacità «di intendere quanto c’è di sacro nel progresso collettivo del genere umano – [e infatti] egli finì per vedere in questo mondo solo l’individuo, per adorare solo la libertà, ponendo come unico problema della vita, quello dei mezzi per dar all’individuo piena e intera soddisfazione». Mazzini rimproverava al padre del “falansterio”, che giudicava «debole in tutto ciò che riguarda la concezione unitaria dell’umanità, mancante di scienza, diseredato di ogni poesia del cuore», di voler sviluppare le facoltà dell’uomo ponendogli come obiettivo la “massima felicità” che avrebbe finito per trasformarlo in un individuo egoista, arido e attratto solo dai beni materiali. A suo parere, invece, solo indicando all’uomo come fine

la più alta nobiltà possibile, elevando in lui l’idea della dignità e della missione dell’Umanità, riaccendendo in lui, con la fede e con l’esempio, la fiamma semispena del sacrificio; insegnandogli ad ap-

³⁷ Lettera di Margaret Fuller a Lamennais, 19 gennaio 1847.

prezzare e amare sempre più la vita comune di tutti i suoi fratelli in Dio, possiamo rendere più vicina quella condizione. Mettete da parte questa finalità, o subordinatela nei vostri progetti, e non otterrete nulla (Mastellone 2005b: 114).

La differente valutazione del pensiero e del ruolo di Fourier fra i due amici non si attenuò con il tempo, tanto che la Fuller criticò pubblicamente la posizione di Mazzini, dimostrando di aver raggiunto su tale tema un livello di pragmatismo superiore a quello del patriota italiano, proprio colui che l'aveva guidata nel suo processo di avvicinamento dal pensiero all'azione:

And yet Mazzini sees not all: he aims at political emancipation; but he sees not, perhaps would deny, the bearing of some events, which even now begin to work their way. Of this, more anon, but not to-day nor in the small print of the Tribune. Suffice it to say, I allude to that of which the cry of Communism, the systems of Fourier, &c., are but forerunners (Reynolds, Belasco Smith 1991: 225).

Questa discordanza non turbò o incrinò l'amicizia fra la pensatrice americana e il Genovese che raggiunsero l'apice della loro collaborazione ideale e fattiva in occasione dell'esperienza della repubblica romana:

Mazzini is a man of genius, an elevated thinker; but the most powerful and first impression from his presence must always be of the religion of his soul, of his *virtue*, both in the modern and antique sense of that word. If clearness of right, if energy, if indefatigable perseverance, can steer the ship through this dangerous pass, it will be done. He said, 'We will conquer'; whether Rome will, this time, is not to me certain, but such men as Mazzini conquer always, – conquer in defeat (Reynolds, Belasco Smith 1991: 264).

La Fuller oltre a stendere preziosi e dettagliati resoconti degli eventi romani, che permisero al pubblico americano di fraternizzare con la causa italiana, svolse il compito di Regolatrice dell'ospedale «Fate Bene Fratelli». Dopo essersi occupata di sanità per il *New York Tribune*, la pensatrice americana si trovò a sperimentare in prima persona le sofferenze dei malati e

soprattutto dei giovani feriti e moribondi che si erano battuti per l'affermazione di una repubblica democratica:

Since the 30th April, I go almost daily to the hospitals, and, though I have suffered, – for I had no idea before, how terrible gunshot-wounds and wound-fever are, – yet I have taken pleasure, and great pleasure, in being with the men; there is scarcely one who is not moved by a noble spirit. Many, especially among the Lombards, are the flower of the Italian youth. When they begin to get better, I carry them books and flowers; they read, and we talk (Reynolds, Belasco Smith 1991: 264).

L'esperienza, nonostante l'avesse provata emotivamente, le diede comunque grande soddisfazione spirituale colmando quello iato fra pensiero e azione che aveva contraddistinto la prima parte della sua vita. D'altronde, in Italia si sentì apprezzata non solo come intellettuale ma come persona, perché come scrisse alla madre:

the Italians sympathize with my character and understand my organization, as no other people ever did; they admire the ready eloquence of my nature, and highly prize my intelligent sympathy (such as they do not find often in foreigners) with their sufferings in the past and hopes for the future (Hudspeth 1987: 299-300)³⁸.

2.3. Mickiewicz

Seppure svolse un ruolo politico, Mickiewicz fu soprattutto un poeta e questo si riscontra soprattutto nell'enunciazione del suo pensiero politico che non è esposto in maniera sistematica (Mickiewicz 1965:12), in linea con la sua idea di fluidità degli eventi e della natura progressiva della vita umana, difficilmente racchiudibile in schemi fissi. Affidate all'apporto dei riceventi, risultano anche le modalità di realizzazione pratica dei suoi programmi che dimostrano comunque un'apertura ed una fiducia non solo nelle capacità del singolo ma dell'unione di individui in popolo: «Le opinioni individuali affluiscono at-

³⁸ Letter of Margaret Fuller to Margaret C. Fuller, 16 October 1847.

torno a grandi centri collettivi formando così gruppi sempre più compatti, prendono posizione, scelgono le parole d'ordine e innalzano le bandiere» (ivi: 113)³⁹.

Fatta questa premessa, dobbiamo tenere conto, nel suo modo di affrontare la questione sociale, anche della realtà con la quale venne a contatto, differente rispetto a quella di Mazzini e della Fuller. Mickiewicz proveniva, infatti, da una zona poco industrializzata, nella quale la terra e i contadini rappresentavano ancora una fetta importante della popolazione, e l'esilio in Russia non cambiò sostanzialmente la sua visione in merito ai mali che affliggevano la popolazione. L'arrivo a Parigi, che non presentava, con la stessa violenza visiva di Londra le criticità dell'industrializzazione⁴⁰, lo avvicinarono alla questione sociale che, però, il poeta polacco affrontò ponendola in stretta connessione con la questione nazionale e spesso in maniera più ideale che pragmatica.

La religiosità permea, costituendone la struttura portante, il pensiero del Mickiewicz fermamente convinto della validità dei precetti del Cristianesimo originario che deve essere dunque epurato, attraverso un rinnovo, dalle commistioni con i troni e il potere temporale. Ed è per questo che in più occasioni si scagliò contro la Chiesa come istituzione, ma non contro essa nella sua funzione di guida spirituale: «I popoli non chiedono di abbattere la Chiesa, ma di vederla risollezata» (Mickiewicz 1965: 166)⁴¹. Per Mickiewicz il progresso religioso era, infatti, profondamente correlato a quello umano e non ad esso contrario. Ed è proprio nel Cristianesimo che egli trova la base del suo pensiero sociale: tutti gli uomini in quanto figli di Dio hanno uguale valore e dignità. Per questo riteneva che il Cristianesimo non solo non fosse in contrasto con le riforme sociali ma ne dovesse essere anzi l'ispiratore. E fu con questo spirito che Mickiewicz si avvicinò, durante il soggiorno parigino al pensiero di Saint Simon, divenne amico ed estimatore di

³⁹ «Il Partito Polacco», in *Pielgrzym Polski*, n. I, 5 aprile 1833.

⁴⁰ In Francia, per motivi strutturali, la transizione verso un'economia di tipo capitalistico avvenne solo all'indomani della rivoluzione francese, molto più tardi, dunque, rispetto alla Gran Bretagna Cfr. Castronovo (1998).

⁴¹ Gli Slavi, Lezione IV, 16 gennaio 1841.

George Sand, Pierre Leroux⁴² ma anche dell'italiano Buonarroti e del polacco Worcell. A questi autori e ad altri riconducibili all'alveo socialista, il vate polacco riconosceva il merito di occuparsi del benessere del popolo, il vero protagonista della storia in quanto latore di progresso, e di nutrire fiducia nel potere della solidarietà tra individui. Il suo sostegno, dunque, in Europa, Francia e nell'Assemblea Nazionale, andò a coloro che «fedeli all'istinto progressista delle masse, lavoreranno per stabilire uno stato sociale conforme ai nuovi bisogni del popolo» (Mickiewicz 1965: 378).

Egli non vide un contrasto tra il suo cristianesimo messianico e il socialismo, perché entrambi riconoscevano come protagonista il popolo e come fine il miglioramento delle sue condizioni di vita. Avendo come primo obiettivo la costituzione di repubbliche democratiche, che per loro stessa costituzione prevedevano la realizzazione dei principi di libertà, uguaglianza e fratellanza, era convinto che l'unica alleanza possibile per i socialisti fosse quella con gli «uomini religiosi e patrioti» gli unici in grado di comprendere e accettare i loro principi.

Qualche dubbio, però, sorge in merito all'approfondita conoscenza di Mickiewicz del dibattito fra le varie correnti democratiche, compresa quella socialista e comunista. In un articolo pubblicato il 15 aprile 1849 sul n° 32 de *La Tribunes des Peuple* Mickiewicz afferma di voler chiarire alcune caratteristiche del socialismo visto che spesso il termine viene utilizzato in maniera errata:

Il vero socialismo non ha mai incoraggiato il disordine materiale, le sommosse e le loro conseguenze. Non è mai stato nemico dell'autorità: esso si limita a dimostrare che nella vecchia società non esiste più alcun principio sul quale si possa fondare un'autorità legittima, vale a dire conforme alle necessità dell'umanità (Mickiewicz 1965: 461).

⁴² Mickiewicz ne difese l'operato, in un articolo pubblicato il 22 marzo 1849 nel n°8 de *La Tribunes des Peuple*, dopo che gli era stata tolta la parola in Assemblea: «Il cittadino Pierre Leroux è uomo di fede; il suo accento di profonda convinzione ha sulle coscienze paralizzate l'effetto eccitante di un caustico» (Mickiewicz 1965: 405).

La terminologia risente della lettura del Rousseau, più volte citato negli scritti del polacco e il riferimento è a ciò che legittima il potere politico e cioè il consenso. Quindi nella sua ottica la nuova società doveva rispondere alla necessità di istituire e legittimare una autorità grazie al consenso di tutti, circostanza possibile solo in una repubblica dove tutti son uguali e liberi. E per rafforzare la sua dichiarazione in merito al carattere pacifico del socialismo aggiunge che «Nessuno dei sistemi socialisti conosciuti fino ad oggi, da Platone fino al cittadino Considérant, ha saputo trovare il modo d'averne al suo servizio tribunali, polizia e gendarmi» (Mickiewicz 1965: 464). Da questi brani si evince che Mickiewicz, fosse poco aggiornato sul dibattito sulla democrazia in corso sulle riviste londinesi, ed è per questo che ricomprende nell'alveo del socialismo un ventaglio di autori e politici abbastanza ampio e reputa poco importanti, o comunque conciliabili, le loro differenze dottrinarie a fronte della comune aspirazione al miglioramento delle condizioni del popolo, grazie al dispiegamento del principio di fratellanza: «Il sentimento sociale non potrà diventare una passione, un'azione e una verità se non quando sarà esploso nell'animo di uomini religiosi e patrioti. I sentimenti religiosi e patriottici sono la base del socialismo» (Mickiewicz 1965: 467).

Nel momento, però, in cui la sua analisi si concentra sull'azione dei deputati dell'assemblea francese, la scrittura del polacco diviene più asciutta e puntuale, e si pone su un piano più pragmatico. D'altronde la Francia è già una nazione e per giunta repubblicana, quindi Mickiewicz probabilmente ritiene non essenziale usare i toni messianici che riserva ai patrioti polacchi. Mostra così le sue perplessità nei confronti delle strategie politiche portate avanti dai socialisti "utopisti" francesi. Nello specifico, critica l'intervento di Victor Considérant, un fourierista, perché ritiene che la sua proposta di creare banche ipotecarie, credito mobiliare, un sindacato del lavoro e delle comunità modello non sia sufficiente per risolvere la questione sociale. Essa infatti è caratterizzata, sostiene il poeta polacco, da rapporti asimmetrici tra «schiavi e oppressori, vittime e carnefici» (Mickiewicz 1965: 459) e quindi difficilmente potrebbe essere risolta in maniera pacifica. Tali misure, infatti, sono già state adottate in Polonia e Russia senza com-

portare una risoluzione della questione sociale. Quest'ultima, come si evince da tale articolo, può essere e deve esser risolta a livello internazionale, attraverso una vera e propria destrutturazione, una palingenesi delle società che parta dall'eliminazione del dispotismo. Per Mickiewicz la risoluzione della questione sociale è strettamente ed imprescindibilmente legata a quella della patria o meglio delle patrie e alla loro costituzione in repubbliche democratiche. L'accusa di essere poco risoluti viene rivolta da Mickiewicz anche ad altri deputati socialisti eletti all'Assemblea nazionale e che «cercano di convertire invece di far agire. Si fanno apostoli, invece di farsi legislatori e uomini d'azione come il popolo sperava da loro» (Mickiewicz 1965: 470). L'unica maniera, secondo Mickiewicz, per cambiare le cose è quella di ottenere un voto dall'assemblea e per ottenerlo è necessario

rivolgersi agli elementi vitali della nazione francese, ai suoi sentimenti veramente cristiani di disinteresse, di spirito di sacrificio, di grandezza e di gloria. Non con la veste di ragionatori, non presentando il miraggio d'immediati vantaggi si potran convertire gli avvocati e i banchieri milionari (Mickiewicz 1965: 470).

Ondivaga, poi, si rivela la sua posizione in merito alla liceità della proprietà privata, il poeta polacco, infatti, nei suoi scritti, oscillò fra il rifiuto e la sua progressiva legittimazione.

All'epoca, infatti, delle lezioni al college de France, influenzato probabilmente da Lelewel che sosteneva che «l'antico diritto polacco non conoscesse il diritto di proprietà della terra» (Mickiewicz 1965: 15), il vate polacco si dichiarò contrario alla proprietà privata e non distante rimase la sua posizione quando compilò il manifesto della Legione polacca. Nel *Simbolo Politico Polacco*, gli articoli 13 e 14 sono dedicati alla proprietà, e nel primo è affermato che debba essere garantito «ad ogni famiglia un agro domestico, sotto la custodia del comune; ad ogni comune un agro comunale, sotto la custodia della nazione» mentre nel secondo di essi viene mitigata un po' la portata rivoluzionaria dell'art.13, poiché è specificato che «Ogni proprietà attuale, [sarà] rispettata ed intatta, sottoposta alla custodia del governo nazionale» (Mickiewicz 1965: 360). In tal modo viene palesata una volontà riformatrice, atta a deman-

dare al futuro prossimo la modifica dell'assetto proprietario, scongiurando così il timore di una spoliazione indiscriminata.

La preoccupazione di garantire una porzione di terra a ciascun cittadino è in linea con l'esperienza personale di Mickiewicz, un polacco, poi esule in Russia, paesi in cui la terra rappresentava un bene necessario a garantire condizioni di vita dignitose e che perciò doveva essere amministrata in maniera "sociale" e non come un bene esclusivo. La progressiva accettazione della proprietà privata, invece, riposa probabilmente nella fiducia riposta negli uomini nuovi, i patrioti repubblicani, per lui capaci di introiettare il valore della fratellanza rendendo proprio il moto cristiano da lui promosso nel *Libro della Nazione* «non han valore sulla terra né la saggezza umana, né la potenza né la ricchezza né la corona: solo ha valore il sacrificio pel bene degli uomini» (Mickiewicz 1965: 52).

Conclusioni

Incontratisi in anni cruciali per l'Europa, fra il 1846 e il 1850, Mazzini, Fuller e Mickiewicz beneficiarono degli stimoli dei luoghi in cui risiedettero, Parigi e Londra, ma anche della rispettiva conoscenza e stima. Dalla loro esperienza umana e professionale seppero, a volte vicendevolmente, trarre idee, esperienze e suggerimenti che contribuirono non solo alla loro crescita personale ma anche a far sì che svolgessero un ruolo importante, e con modalità diverse, incisivo, nella storia culturale e politica delle proprie nazioni, in cui divennero figure iconiche, e dell'Europa.

Partendo dalla propria convinzione repubblicana seppero, stimolati dall'ambiente sociale e culturale con cui vennero in contatto, innestare nei loro progetti politici il principio democratico nella sua valenza formale e sostanziale. Esso d'altronde ben si adattava alla loro visione cristiana dell'uomo e della società. Il confronto con i socialisti francesi, lo sviluppo e la fortuna dell'associazione⁴³ come strumento di unione ed

⁴³ Per quanto riguarda il concetto di associazione, fu senz'altro, importante per tutti e tre gli studiosi l'incontro con il sansimonismo e con Pierre Leroux.

emancipazione, sia a livello sociale che nazionale, arricchirono infine la loro speculazione politica, permettendo loro di conciliare individuo e giustizia sociale, senza aderire alle idee comunitarie e internazionaliste.

Bibliografia

- ALLEN MARGARET V., 1979, *The Achievement of Margaret Fuller*, University Park: Pennsylvania State University Press.
- ANGELINI GIOVANNA, 2008, *L'ultimo Mazzini: un pensiero per l'azione*, Milano: FrancoAngeli.
- ARGERSINGER JANA L., COLE PHYLLIS (a cura di), 2014, *Toward a Female Genealogy of Transcendentalism*, Athens, London: The University of Georgia Press.
- BAILEY BRIGITTE, VIENS KATHERYN P., WRIGHT CONRAD E. (a cura di), 2013, *Margaret Fuller and her Circles*, Durham: University of New Hampshire Press.
- BAYLY CHRISTOPHER A., BIAGINI EUGENIO, 2008, *Giuseppe Mazzini and the globalisation of democratic nationalism 1830-1920*, New York: Oxford University Press.
- BEAN JUDITH M., MYERSON JOEL (a cura di), 2000, *Margaret Fuller, Critic: Writings from the New-YorkTribune, 1844-1846*, New York: Columbia University Press.
- BELARDELLI GIOVANNI, 2010, *Mazzini*, Bologna: Il Mulino.
- BLANCHARD PAULA, 1987, *Margaret Fuller: From Transcendentalism to Revolution*, New York: Delacorte Press.
- CAPPER CHARLES, 1992, *Margaret Fuller: An American Romantic Life*, 2 vols, New York: Oxford University Press.
- CASTRONOVO VALERIO, 1998, *Le rivoluzioni del capitalismo*, Bari: Laterza.
- CECCHERELLI ANDREA, MARINELLI LUIGI, PIACENTINI MARCELLO, ŻABOKLICKI KRYSZTOF (a cura di), 2001, *Per Mickiewicz*, Atti del Convegno Internazionale nel bicentenario della nascita di Adam Mickiewicz, Accademia Polacca di Roma, 14-16 dicembre 1998, Roma: Accademia Polacca delle Scienze Biblioteca e Centro di Studi a Roma.
- CHEVIGNY BELL G., 1994, *The Woman and The Myth: Margaret Fuller's Life and Writings*, Boston: Northeastern University Press.
- CLARKE JAMES F., EMERSON RALPH W., CHANNING WILLIAM H. (a cura di), 1852, *Memoirs of Margaret Fuller Ossoli*, 2 vols, Boston: Phillips, Sampson.
- DETTI EMMA, 1942, *Margaret Fuller Ossoli e i suoi corrispondenti. Con lettere inedite di Giuseppe Mazzini*, Costanza Arconati, Firenze: Le Monnier.

- DICKENSON DONNA, 1993, *Margaret Fuller: Writing a Woman's Life*, New York: St. Martin's Press.
- DUGGAN CHRISTOPHER, 2008, *Giuseppe Mazzini in Britain and Italy*, in BAYLY CHRISTOPHER A., BIAGINI, EUGENIO F. (edited by), *Giuseppe Mazzini and the Globalization of Democratic Nationalism, 1830-1920*, Oxford: Oxford University press, pp. 187-207.
- FALCHI FEDERICA, 2010, *Giuseppe Mazzini: La democrazia europea e i diritti delle donne (1837-1860)*, Firenze: Centro Editoriale Toscano.
- FINELLI MICHELE, 1999, "Il Prezioso elemento". *Giuseppe Mazzini e gli emigrati italiani nell'esperienza della Scuola italiana di Londra*, Verucchio (RN): Pazzini editore.
- FRÉTIGNE JEAN Y., 2009, *Giuseppe Mazzini. Il Pensiero politico*, Firenze: Centro Editoriale Toscano.
- FULLER MARGARET, 1844, *Summer on the Lakes, in 1843*, Boston: Charles C. Little and James Brown.
- FULLER MARGARET, 1998 [1845], *Woman in the Nineteenth Century*, a cura di Larry J. Reynolds, New York, London: W.W. Northon & Co.
- FULLER MARGARET, 2003, *Essays on American Literature*, edited by Joel Myerson, Rowman& Littlefield Publishers: New York
- HOWE JULIA W., 1883, *Margaret Fuller (Marchesa Ossoli)*, Boston: Roberts Brothers.
- HUDSPETH ROBERT N. (a cura di), 1983-1994, *Letters of Margaret Fuller*, 6 vols. Ithaca: Cornell University Press.
- ISABELLA MAURIZIO, 2003, *Italian Exiles and British Politics before and after 1848*, in FREITAG SABINE, (edited by), *Exiles from European Revolutions: Refugees in Mid-Victorian England*, New York-Oxford: Berghahn Books, pp. 59-87.
- KOROPECKYJ ROMAN, 2008, *Adam Mickiewicz. The Life of a Romantic*, Ithaca: Cornell University.
- LA PUMA LEONARDO, 2008, *Giuseppe Mazzini. Democratico e riformista europeo*, Firenze: Leo S. Olschki.
- LEVIS SULLAM SIMON, 2010, *L'apostolo a brandelli: l'eredità di Mazzini tra risorgimento e fascismo*, Roma/Bari: GLF editori Laterza.
- MARGARET FULLER, 1991, "These sad but glorious days". *Dispatches from Europe, 1846-1850*, a cura di LARRY J. REYNOLDS, SUSAN BELASCO SMITH New Haven & London: Yale University Press.
- MARSHALL MEGAN, 2013, *Margaret Fuller: A New American Life*, Boston: Houghton Mifflin Harcourt.
- MASTELLONE SALVO (a cura di), 2001, *Giuseppe Mazzini, Thoughts upon Democracy in Europe (1846-1847). Un «Manifesto» in inglese*, Firenze: Centro Editoriale Toscano.
- MASTELLONE SALVO (a cura di), 2004, *Mazzini scrittore politico in inglese. Democracy in Europe (1840-1855)*, Firenze: Leo S. Olschki.

- MASTELLONE SALVO (a cura di), 2005a, *Mazzini e gli scrittori politici europei (1837-1857)*, Tomo II, Firenze: Centro Editoriale Toscano.
- MASTELLONE SALVO (a cura di), 2005b, *Giuseppe Mazzini. Pensieri sulla democrazia in Europa*, Milano: Feltrinelli.
- MASTELLONE SALVO, 2007, *Mazzini e Linton. Una democrazia europea (1845-1855)*, Firenze: Leo S. Olschki.
- MASTELLONE SALVO, 2009, *La nascita della democrazia in Europa. Carlyle, Harney, Mill, Engels, Mazzini, Schapper. Addresses, Appeals, Manifestos (1836-1855)*, Firenze: Leo S. Olschki.
- MATTESON JOHN, 2012, *The Lives of Margaret Fuller: A Biography*, New York: Norton.
- MAVER GIOVANNI, 1955-1956, *Mazzini e Mickiewicz*, in *Ricerche Slavistiche*, IV, pp. 7-25.
- MAZZINI GIUSEPPE, 1914, *Scritti editi ed inediti di Giuseppe Mazzini, Volume XIX*, Imola: Cooperativa Tipografico-Editrice Paolo Galeati.
- MAZZINI GIUSEPPE, 1916, *Scritti editi ed inediti di Giuseppe Mazzini, Volume XXV*, Imola: Cooperativa Tipografico-Editrice Paolo Galeati.
- MAZZINI GIUSEPPE, 1919, *Scritti editi ed inediti di Giuseppe Mazzini, Volume XXX*, Imola: Cooperativa Tipografico-Editrice Paolo Galeati.
- MAZZINI GIUSEPPE, 1922, *Scritti editi ed inediti di Giuseppe Mazzini, Volume XXXV*, Imola: Cooperativa Tipografico-Editrice Paolo Galeati.
- MAZZINI GIUSEPPE, 1941, *Scritti editi ed inediti di Giuseppe Mazzini, Appendice*, Imola: Cooperativa Tipografico-Editrice Paolo Galeati.
- MAZZINI GIUSEPPE, 2002, *Note autobiografiche*, PERTICI ROBERTO (a cura di), Milano: RCS Libri.
- MAZZINI GIUSEPPE, 2005, *Scritti politici*, GRANDI TERENCE, COMBA AUGUSTO (a cura di), Torino: Utet.
- MCGAVRAN MURRAY MEG, 2008, *Margaret Fuller: Wandering Pilgrim*, Athens: The University of Georgia Press.
- MICKIEWICZ ADAM, 1965, *Scritti politici*, a cura di BERSANO BEGEY MARINA, Torino: Utet.
- MARTINEAU HARRIET, 2019, *La società in America*, traduzione e cura di CONTI ODORISIO GINEVRA, Roma: Aracne.
- MOCCI SERENA, 2017, *"Margaret Fuller, repubblicanesimo e femminismo in Woman in the Nineteenth Century"*, *Storia e Politica*, IX, pp. 642-678.
- MONSAGRATI GIUSEPPE, 2001, *Mickiewicz e il "fantasma di Margaret"*, in CECCHERELLI ANDREA, MARINELLI LUIGI, PIACENTINI MARCELLO, ŻABOKLICKI KRYSZTOF (a cura di), *Per Mickiewicz*, Atti del Convegno Internazionale nel bicentenario della nascita di Adam Mickiewicz, Accademia Polacca di Roma, 14-16 dicembre 1998, Roma: Accademia Polacca delle Scienze Biblioteca e Centro di Studi a Roma, pp. 278-290.
- MORELLI EMILIA, 1965, *L'Inghilterra di Mazzini*, Roma: Istituto per la storia del Risorgimento

- MYERSON JOEL (a cura di), 1980, *Critical Essays on Margaret Fuller*, Boston: G.K. Hall & Co.
- MYERSON JOEL (a cura di), 2000, *Transcendentalism: A Reader*, New York: Oxford University Press.
- MYERSON JOEL, PETRULIONIS SANDRA H., WALLS LAURA D. (a cura di), 2010, *The Oxford Handbook of Transcendentalism*, Oxford: Oxford University Press.
- PACHLOWSKA OXANA, 2001, *L'Imperium secondo Mickiewicz e Ševčenko*, in CECCHERELLI ANDREA, MARINELLI LUIGI, PIACENTINI MARCELLO, ŻABOKLICKI KRYSZTOF (a cura di), *Per Mickiewicz*, Atti del Convegno Internazionale nel bicentenario della nascita di Adam Mickiewicz, Accademia Polacca di Roma, 14-16 dicembre 1998, Roma, Accademia Polacca delle Scienze Biblioteca e Centro di Studi a Roma, pp. 148-177.
- PHILLIPS URSULA, 2009, *Apocalyptic Feminism: Adam Mickiewicz and Margaret Fuller*, *The Slavonic and East European Review*, Vol. 87, No. 1, pp. 1-38.
- PROCYK ANNA (edited by), 2019, *Giuseppe Mazzini's Young Europe and the Birth of Modern Nationalism in the Slavic World*, Toronto; Buffalo; London: University of Toronto Press.
- RECCHIA STEFANO, URBINATI NADIA, 2009, *A Cosmopolitanism of Nations: Giuseppe Mazzini's Writings on Democracy, Nation Building, and International Relations*, Princeton: Princeton University Press.
- REYNOLDS LARRY J., BELASCO SMITH SUSAN (edited by), 1991, *"These sad but glorious days". Dispatches from Europe, 1846-1850. Margaret Fuller*, New Haven & London, Yale University Press
- RICHARDS ELEANOR F., 1920, *Mazzini's Letters to an English family*, voll. I-III, London: John Lane.
- ROBERTS WILLIAM, 1989, *Prophet in Exile: Joseph Mazzini in England, 1837-1868*, New York: Peter Lang.
- ROLLAND ROMAIN, 1952, *Journal des années de guerre: 1914-1919: notes et documents pour servir à l'histoire morale de l'Europe de ce temps*, Paris: A. Michel.
- SARTI ROLAND, 2005, *Giuseppe Mazzini. La politica come religione civile*, Bari: Laterza.
- ŚLASKI JAN, 2001, *Il cammino del giovane Mickiewicz verso la letteratura italiana*, in CECCHERELLI ANDREA, MARINELLI LUIGI, PIACENTINI MARCELLO, ŻABOKLICKI KRYSZTOF (a cura di), *Per Mickiewicz*, Atti del Convegno Internazionale nel bicentenario della nascita di Adam Mickiewicz, Accademia Polacca di Roma, 14-16 dicembre 1998, Roma: Accademia Polacca delle Scienze Biblioteca e Centro di Studi a Roma.
- TOMASUCCI GIOVANNA, 1996, *Mazzini e la Polonia, «sorella combattente»*, in LIMITI GIULIANA (a cura di), *Il mazzinianesimo nel mondo*, vol. II, Pisa: Istituto Domus Mazziniana.

URBINATI NADIA, 1997, *Individualismo democratico. Emerson, Dewey e la cultura politica americana*, Roma: Donzelli.

VAN DEUSEN GLYNDON G., 1953, *Horace Greeley, Nineteenth-Century Crusader*, Philadelphia: University of Pennsylvania Press

WAYNE TIFFANY K. (a cura di), 2006, *Encyclopedia of Transcendentalism*, New York: Facts On Files Books.

WAYNE TIFFANY K., 2005, *Woman Thinking: Feminism and Transcendentalism in Nineteenth-Century America*, Lanham: Lexington Books.

WELLISZ LEOPOLD, 1945-1946, *The friendship of Margaret Fuller D'Ossoli and Adam Mickiewicz*, Bulletin of the Polish Institute of Arts and Sciences in America, Vol. 4 (1945-1946), Polish Institute of Arts & Sciences of America, 83-122.

WILLIAMS ROBERT C., 2006, *Horace Greeley. Champion of American Freedom*, New York: New York University Press.

Abstract

MAZZINI, MICKIEWICZ E FULLER: DEMOCRAZIA E QUESTIONE SOCIALE (1830-1850)

(MAZZINI, MICKIEWICZ AND FULLER: DEMOCRACY AND SOCIAL QUESTION 1830-1850)

Keywords: Giuseppe Mazzini, Margaret Fuller, Adam Mickiewicz, democracy, social question

This article aims to investigate the doctrinal path, actions and mutual ideal influences of Giuseppe Mazzini, Margaret Fuller and Adam Mickiewicz, three authors who sought to develop a democratic political model capable of interpreting the principle of equality from both a formal and substantial point of view. Preaching the union of thought and action, they sought both through writings and direct involvement to promote practical solutions to resolve the social question. The closeness to Christian principles, the study of the French socialists and the experience gained in London and Paris, in close contact with the problems that afflicted the working classes, directed them towards a republican and democratic project that, starting from the concord among human beings, both nationally and internationally, aimed at solving social problems through the instrument of association and education.

FEDERICA FALCHI
Università degli Studi di Cagliari
Dipartimento di Scienze Sociali e delle Istituzioni
federica.falchi@unica.it

EISSN 2037-0520

Note e Discussioni/ Notes and Discussions

NICOLA CAROZZA

ETTORE CAROZZO: POPOLARE LIGURE ANTIFASCISTA
ED EDITORE DEI FUORIUSCITI IN FRANCIA

Molti hanno riacquisito la fede nell'uomo e nei valori razionali e morali solo nel 1943 durante la resistenza, come ha ricordato il celebre giurista Piero Calamandrei, pochi invece, forse solo i più illuminati e coraggiosi, hanno dimostrato di restare saldi in quei valori, manifestando sin dai primi anni Venti un atteggiamento di opposizione politica e culturale al fascismo, prevedendo come cassandre inascoltate che tale ideologia avrebbe accentuato sempre di più il suo carattere nazionalista, autoritario e totalitario. La loro scelta antifascista, in molti casi, è costata l'emarginazione, il dileggio, le violenze fisiche, l'allontanamento, l'espatrio, il confino, i pestaggi o persino la morte.

Ripercorrere, seppur a grandi linee, le tappe dell'impegno intellettuale e politico di Ettore Carozzo, dall'Italia umbertina all'avvento della Repubblica, può contribuire a restituire all'editore spezzino il posto che gli spetta nella storia dell'antifascismo e del movimento cattolico italiano. In questa parziale e inedita ricostruzione dell'uomo e della sua vita, rimarranno ancora, inevitabilmente, in ombra, tanti episodi e avvenimenti dell'intellettuale, soprattutto delle sue esperienze all'estero, la sua fitta rete di contatti con antifascisti, politici ed intellettuali.

La Spezia, come testimonia la Medaglia d'oro al valor militare e della resistenza, ha un passato importante e radicato nell'antifascismo, per le gesta e le opere di tanti protagonisti che si sono distinti nella guerra di liberazione, tuttavia la documentazione, e soprattutto la storiografia ufficiale, ha scritto

poco sull'antifascismo spezzino. Anche gli studi di storia locale hanno concentrato la loro attenzione sui personaggi e le brigate partigiane costituitesi dopo l'annuncio della firma dell'armistizio di Cassibile, l'8 settembre 1943, opponendosi al nazifascismo nell'ambito della guerra di liberazione italiana, mentre restano rari gli studi sull'attività antifascista in provincia della Spezia, salvo quelli sui celebri fatti di Sarzana del 1921.

Alla Spezia si ricordano spesso, tra le figure di antifascisti che seppero affrontare con coraggio lo squadristico senza rinnegare le loro idee: Agostino Bronzi, Augusto Zumerle, Attilio Battolini, Omero Del Moro, Mario Bissi, Fidia Sassano, Pasquale Binazzi, Paolo Boracchia, Filippo Guerrieri, Nebbia Colomba Ardente, Terenzio Del Chicca, Osvaldo Prospero (Fasoli 1987:13), mentre di Ettore Carozzo non si è scritto nulla. Riscoprire oggi, a quasi cento anni da quegli avvenimenti, la sua figura significa inevitabilmente immergersi nel ventennio fascista¹ per cercare di colmare un vuoto, ricostruendo la storia oramai lontana dell'antifascismo spezzino.

Ettore Celestino Carozzo nasce nel comune della Spezia il 23 novembre 1892², figlio di Giovanni Carozzo,³ piccolo imprenditore nel settore della carpenteria meccanica, e di Maria Adelaide Toracca⁴, casalinga.

Si possiedono poche notizie sull'infanzia e sulla giovinezza di Ettore Carozzo, trascorsa a Migliarina, in località Canaletto, in questa famiglia agiata nei primi del Novecento che gli consentì di iscriversi alla Facoltà di Ingegneria dell'Università di Pisa, il 3 novembre 1911, e di trasferirsi poi, nel dicembre 1913, al Regio Politecnico di Torino, dove si laureerà il 26 novembre 1919 in ingegneria meccanica⁵.

¹ Sul fascismo spezzino si veda: Burla (2008).

² Copia dell'estratto del registro delle nascite dell'anno 1892, datato 11 luglio 1931 anno IX, Archivio di Stato della Spezia.

³ Il padre morirà all'età di settantasette anni il 10 luglio 1940 in seguito a «febbri criptogenetiche, tifo addominale». Cfr. Atto di morte Giovanni Carozzo, 11 luglio 1940, Archivio di Stato Civile, Comune della Spezia.

⁴ Copia atto di matrimonio di Carozzo Giovanni e Toracca Maria, 23 gennaio 1887, Archivio di Stato Civile, Comune della Spezia.

⁵ Verbali di iscrizione e laurea degli archivi della facoltà di Ingegneria di Pisa e del Politecnico di Torino.

Lo troviamo verso i ventitré anni combattente della Grande guerra come ufficiale dell'esercito regio. Porterà per sempre un ricordo amaro e doloroso della prima guerra mondiale, venendo mutilato del braccio e dell'occhio destro⁶. Per il suo valore in guerra e per le azioni militari verrà insignito della croce di cavaliere della Corona d'Italia, la prima onorificenza a carattere "nazionale" del Regno italiano, istituita nel 1866 da re Vittorio Emanuele II.

L'esperienza delle trincee, l'incontro con tanti giovani provenienti da tutt'Italia, come ha sostenuto Gabriele De Rosa, preparò con pienezza la coscienza dei cattolici alla vita pubblica (De Rosa 1988: 2) e anche Ettore Carozzo visse questa esperienza diventando consigliere comunale di "parte" cattolica. I tempi del *non expedit*, che riguardava in particolare le elezioni nazionali, erano lontani ed anche in Liguria nelle elezioni amministrative i cattolici vivevano una fase di graduale riavvicinamento alle istituzioni politiche.

Nel 1919 Carozzo risponderà con entusiasmo all'appello lanciato da Luigi Sturzo "A tutti gli uomini liberi e forti" dall'albergo Santa Chiara (De Rosa 1988: 7) aderendo al Partito popolare italiano. Papa Benedetto XV avrebbe potuto arrestare il nascente partito, ma non intervenne. Un silenzio, questo, che per Filippo Meda⁷ sanciva la conquista definitiva per i cattolici italiani della loro autonomia politica (Bianchi 1969: 8).

Nel programma del Partito popolare si trovavano tutti i temi che coagulavano l'azione di questi giovani impegnati nell'agone pubblico: integrità della famiglia, voto alle donne, libertà di insegnamento, riconoscimento giuridico e libertà dell'organizzazione di classe nell'unità sindacale, legislazione sociale, autonomia degli enti pubblici e decentramento amministrativo, riforma tributaria sulla base dell'imposta progressiva, sistema elettorale proporzionale, libertà religiosa, Società delle Nazioni, disarmo universale. In quella fase nascente, il segretario della sezione spezzina del partito popolare

⁶ Informativa dell'Ufficio comando del Distretto Militare di Massa, prot. N. 2004, del 22 dicembre 1934, Archivio di Stato della Spezia, foglio 76.

⁷ Sulla sua figura di Meda si vedano le monografie di: De Rosa (1959) e Vecchio (1990) e Formigoni (a cura di, 1991).

era Raffaele Furno e l'esponente di maggior prestigio l'avvocato Paolo Borachia (Fasoli 1992: 191).

I cattolici spezzini, come ha scritto Giuseppe Fasoli, avevano già in passato assunto posizioni di moderato riformismo, in contrasto con il massimalismo socialista. A differenza dei socialisti, che guardavano solo alla classe operaia, i popolari, invocando la giustizia cristiana, avevano appoggiato le aspettative dei contadini e quelle dei piccoli proprietari urbani (Fasoli 1992:191).

Alle elezioni del 1919 il Partito popolare conquisterà 100 seggi alla Camera dei deputati grazie alla fitta rete di contatti, tessuta collegio per collegio da Luigi Sturzo, diversi mesi prima delle elezioni, con gruppi e sezioni del neonato partito. Un'operazione incredibile il cui successo va senza dubbio attribuito all'impegno costante del sacerdote siciliano, che aveva compreso l'essenza della nuova legge elettorale proporzionale, che presupponeva uno scontro non più tra singole personalità, ma tra programmi ben chiari e definiti, privilegiando, in termini di raccolta di voti, l'organizzazione disciplinata e capillare nel paese, fatta di comitati locali e sezioni (Scomajenghi 2006:52).

Nel compendio dei 406 candidati del partito popolare, suddivisi per ciascuna circoscrizione elettorale, così come desumibili dalle comunicazioni dell'ufficio stampa del Ppi, alle elezioni del 16 novembre 1919 non risulta il nome di Ettore Carozzo tra i candidati della Liguria⁸. Alla Spezia, alle elezioni politiche, il Ppi ottenne 842 voti (il 9,56%) (Fasoli 1992:192).

Alle elezioni amministrative spezzine del 1920, dopo tre anni di gestione commissariale, i cattolici popolari e i socialisti si presentarono da soli contro il Comitato di concentrazione democratica guidato dall'ex repubblicano Ezio Pontremoli che univa liberali, nazionalisti, fascisti, radicali e massoni. I cattolici popolari da soli ottennero 1.422 voti (Fasoli 1992: 192).

Nel frattempo, alla Spezia, Ettore Carozzo si dedicherà all'insegnamento, come professore di matematica nell'Istituto Tecnico, una fucina di periti esperti che andavano ad occupa-

⁸ *I deputati popolari nella XXV legislatura (1920: 19-26).*

re posti in Arsenale militare o nelle fabbriche della città⁹. Si dimetterà dall'insegnamento per divergenze con il preside della scuola, probabilmente per questioni politiche¹⁰. In alcuni istituti scolastici, infatti, un gruppo di insegnanti, con schiettezza e coraggio, portano notizie e sollecitazioni di tipo pluralisticamente democratico che conducono gli studenti, se non proprio alla consapevolezza, quanto meno a una sensibilizzazione verso problemi diversi da quelli assolutisticamente imposti, lanciando messaggi sul piano culturale e politico.

Un'informativa degli archivi del Ministero dell'Interno al Prefetto della Spezia, che teneva sotto osservazione Carozzo, lo descrive come un militante influente nel partito popolare ed ex candidato per la circoscrizione della Liguria¹¹, probabilmente nelle elezioni politiche del 1921.

In questi anni Carozzo sposa Maria Vecchi, sorella dell'editore Lotario Vecchi, fondatore della casa editrice Vecchi & Casini.

Gli anni tra il 1921 e 1925 sono cruciali. Per Danilo Veneruso era sostanzialmente fallito in Liguria il disegno fascista di mantenere e consolidare quella egemonia sulle forze culturali, politiche e sociali (Veneruso 1976:17). Il governo Giolitti non aveva agevolato materialmente il fascismo, ma la debolezza organica, costitutiva, di quel sistema politico, con la sua visione paternalistica e ottimistica, era stato incapace di affrontare e di liberarsi, con gli strumenti politici e giuridici, di un male che era nato dal suo interno (De Rosa 1988:78).

Intanto il fascismo in Italia, senza modificare lo Statuto albertino, che continuerà a garantire solo formalmente la libertà di stampa, farà passare leggi sempre più stringenti nel 1923 e 1924 che di fatto la sopprimeranno. Censura, avvertimenti, ammonimenti, sospensioni, sequestri, revoche di gerenti, bastonature, invasioni, incendi, processi, condanne: tutto è messo in opera per restringere ed annientare la libertà di stampa e piegare l'editoria. L'antifascismo cattolico non accet-

⁹ Sul tema si veda: *Antifascismo e resistenza nella e dalla scuola spezzina*, Atti del convegno, 9 dicembre 1994.

¹⁰ Nota riservata del Ministero dell'Interno al prefetto della Spezia, prot. N. 78744/91888, del 25 novembre 1934, Archivio di Stato della Spezia.

¹¹ *Ibidem*.

tava di porsi su un terreno di lotta illegale, fatta eccezione, per il cosiddetto “movimento neoguelfo”, che manifestò spesso la sua opposizione nei limiti delle organizzazioni cattoliche legalmente riconosciute, tanto che su questa stampa, durante il ventennio, era spesso possibile leggere notizie che non apparivano sulla stampa ufficiale del regime, anche con articoli critici. A poco a poco, a colpi di decreti e di leggi, l'intero sistema su cui poggiava l'ordinamento liberale italiano si trasformava. Il fascismo cancellava il diritto d'associazione, la libertà di stampa, la libertà sindacale. Di fronte al moltiplicarsi delle misure restrittive, alle ripetute violenze alle persone, la prospettiva di un “esilio in patria”, molti politici, giornalisti, sindacalisti ed intellettuali, preferirono espatriare (Tombaccini 1988:50).

Nel 1923 Ettore Carozzo, con regolare passaporto rilasciato dalla Questura della Spezia, si stabilisce a Parigi. Lo stesso Luigi Sturzo è costretto a lasciare gli incarichi del partito e a partire per l'esilio con passaporto della Santa Sede, per non chiederlo al governo fascista, il 25 ottobre 1924, tre giorni prima della ricorrenza della marcia su Roma (De Rosa 1977: 255-256).

La storia dell'emigrazione antifascista, sin dagli studi di Aldo Garosci del 1953, costituisce un aspetto significativo del robusto filone di studi sull'opposizione al regime (Gabrielli 2004:7).

Il gruppo più attivo degli ex popolari in esilio comprende sin da subito la necessità di mantenere viva la tradizione del popolarismo (De Rosa 1988:277). Ed è in questa seconda parte della sua vita che Ettore Carozzo si consacrerà alla lotta antifascista, avviando una stretta collaborazione all'estero con gli intellettuali e gli antifascisti fuoriusciti. Carozzo, come Ferrari, Sturzo e Salvemini, si era reso conto che non ci sarebbe stato un ritorno alla democrazia in Italia senza una vasta e penetrante azione culturale.

Parigi, come scriveva Giuseppe Stragliati - che era emigrato in Francia nel 1905, e qui aveva fondato la prima sezione del Partito popolare -, era il principale centro dell'antifascismo italiano all'estero. Ma l'ambiente era ben poco sereno perché sopravvivevano pregiudizi, contrasti e personalismi, asti im-

portati dall'Italia, che non permettevano agli antifascisti di fare fronte comune (Canavero 1991:352). A Parigi si erano così ritrovati antifascisti sinceri, antifascisti di nome, *viveurs* fanulloni, truffatori, non mancavano poi agenti provocatori e spie fasciste.

Carozzo, benché incensurato e benestante, non godrà di un esilio dorato. E con le sue doti imprenditoriali e i suoi mezzi economici diventerà ben presto un pioniere dell'editoria antifascista. Forte dell'esperienza democratico-cristiana legata a Romolo Murri, intuisce l'importanza della stampa, la necessità di divulgare idee per informare l'opinione pubblica e formare soprattutto i giovani. Come sosteneva Salvemini, lo scopo ultimo doveva essere la preparazione di una *élite* consapevole che il fascismo poteva essere abbattuto da un moto rivoluzionario (De Rosa 1988:280).

L'impegno di Carozzo non resterà ignoto alla polizia politica che opererà un controllo costante sull'editore spezzino in esilio, attraverso l'ambasciata italiana a Parigi. In una nota del casellario, l'agente che lo spia così annota: «Irriducibile disfattista antifascista e divulgatore all'estero di odio feroce contro il nostro Duce».

L'annotazione inviata al Ministero dell'Interno prosegue con l'accusa di essere affiliato ad una setta segreta terrorista di Parigi, a contatto con fuorusciti in Francia, Svizzera, Belgio e Inghilterra, «anima venduta a Don Sturzo, dal quale riceverebbe direttamente ordini ed anche denaro», che dispone di lautissimi mezzi pecuniari e si permette di fare una vita lussuosa in esilio¹².

Come confermato dalla Direzione generale della pubblica sicurezza al Ministero, Carozzo faceva la spola dalla Francia all'Italia, viaggiava in diversi Stati d'Europa per tenere contatti con l'antifascismo. Aveva anche acquistato il rudere di un ca-

¹² Nota riservata del Ministero dell'Interno, divisione casellario politico generale prot. N. 78064/91888 all'Ambasciata italiana a Parigi, del 3 ottobre 1931, Archivio di Stato della Spezia, foglio 189.

stello a Fivizzano (Massa Carrara) e un terreno con una casa a Lerici (La Spezia), in località Vallata¹³.

Come accennavamo prima, a Parigi si erano riprodotte le divisioni che tanto avevano contribuito alla vittoria del fascismo in Italia. I popolari non furono ad esempio accettati nella Concentrazione di azione antifascista che si costituì a Parigi nell'aprile 1927 tra Partito socialista dei lavoratori italiani, Partito socialista italiano, Partito repubblicano italiano, Confederazione generale del lavoro, Lega italiana dei diritti dell'uomo e solo grazie all'intervento di Treves e Donati i popolari poterono pubblicare qualche articolo sulla rivista "La Libertà" (Canavero 1991:354).

All'estero gli emigrati cattolici per motivi politici non trovarono quella base di associazionismo che avrebbe potuto permettere la ricostruzione del partito popolare; come capi ben presto Francesco Luigi Ferrari l'unica cosa era quella di lavorare nella preparazione morale ed intellettuale a lunga scadenza, ai cattolici democratici più vicini rimasti in Italia si chiedeva un aiuto finanziario per gli esuli (Canavero 1991:357).

Ettore Carozzo possedeva una tipografia¹⁴ e dirigeva le *Librairie Modernes*, essendone comproprietario, con sede al n. 6 della Rue Gager Gabillot (De Rosa 1977:317). Sempre a Parigi fondò la casa editrice *Société des Éditions Contemporaines*.

La storia di case editrici e testate, più o meno note, assume un rilievo importante. Realizzate tra molteplici difficoltà e ostacoli, esse espressero un vero sentimento di alterità al fascismo, una necessità organizzativa, ma anche il segno di una caparbia volontà di esistenza (Gabrielli 2004: 8).

La libreria di Carozzo, oltre a vendere 'libercoli' commerciali, aveva stampato e distribuito gran parte della letteratura antifascista più prestigiosa, da Nitti a Sforza, da Salvemini a

¹³ Nota della Legione territoriale dei Carabinieri reali di Genova, compagnia della Spezia, prot. N. 306/2 di Prot.Dis.Ris, del 18 ottobre 1931, Archivio di Stato della Spezia, foglio 188.

¹⁴ L'avvocato antifascista Eugenio Vincenzo Cordero aveva convinto Carozzo della necessità di "nobilitare" la sua azienda installando una tipografia Cfr. la nota curata da Trinchese in Ferrari, *Lettere e documenti inediti*, a cura di Giuseppe Rossini, I, 1966, Roma: Edizioni di storia e letteratura, pp. 247-248, nota 6.

Tarchiani, da Luigi Sturzo ad Arturo Labriola, ed aveva assunto – come conferma una nota del Ministero dell’Interno – personale tra i fuoriusciti politici come Lionello Cianca, Alberto Giannini, Alceste De Ambris. Un telegramma della Regia Ambasciata d’Italia a Parigi del novembre del 1932 comunicava la necessità di controllare i contatti di Carozzo perché nutriva sentimenti antifascisti, dava lavoro a fuoriusciti italiani (Giurintano 2009:93).

Tra i protetti di Carozzo erano annoverati “pericolosi anarchici” come Umberto Marzocchi, sedicente Della Monica, Ernesto Bonomini, arrestati nella succursale della Librairie Moderne a Lilla, n. 25 Rue des Stations¹⁵.

In una lettera indirizzata a Luigi Sturzo da G. Malaterre-Sellier, senza data ma forse del 1925, si parla dell’editore spezzino Carozzo, confermando la sua adesione al Ppi e la sua opera di soccorso ai compaesani esiliati a Parigi (Goichot 2003:31). La sua casa editrice era al servizio dei fuoriusciti; la sua azienda era un vero “covo di antifascisti” che a lui affidavano la pubblicazione di tutti i libri di intonazione contraria al regime fascista. Per camuffare la sua attività antifascista all’estero ed evitare grane, Carozzo stampava il fascicolo mensile “Paris e Rome Nouvelle”, una pubblicazione filofascista e favorevole al riavvicinamento franco-italiano, fondata da Ludovisi.

Una pagina importante del periodo di esilio francese di Ettore Carozzo va dedicata al rapporto con l’intellettuale popolare modenese antifascista Francesco Luigi Ferrari.

Ferrari, dopo aver fondato a Milano, nel dicembre del 1922, la rivista di ispirazione cattolico-democratica e antifascista *Il Domani d’Italia*, aggredito e malmenato dagli squadristi, era stato costretto all’esilio nel 1926. Dal Belgio, nonostante un dottorato conseguito a Lovanio, alla ricerca di un lavoro aveva deciso di trasferirsi a Parigi dove erano giunte proposte più concrete di impiego presso la casa editrice di Ettore Carozzo.

Presso la casa editrice di Carozzo, nel 1928 Ferrari pubblica la tesi di dottorato *Le régime fasciste italien*, che gli valse la

¹⁵ Nota riservata al Prefetto della Spezia del Ministero dell’Interno, Direzione generale della pubblica sicurezza, Divisione A.G.R. Sez. 1, prot. N. 441/019287, del 28 luglio 1933, Archivio di Stato della Spezia, foglio 143.

stima di tutti gli antifascisti. Molte altre furono le iniziative editoriali che testimoniarono l'attiva collaborazione tra Carozzo e Ferrari: dalla rivista *L'Observateur*, ideata e diretta insieme al liberale Armando Zanetti, la *Société des Éditions Contemporaines*, fino a *Res Publica*, *Revue d'études politiques internationales* (Giurintano 2009), la rivista che, in qualche modo, ospitando articoli di Sturzo, Salvemini e Sforza, compì il progetto di "rinnovamento", e che fu definita da Pietro Nenni «la più bella» tra quelle editate dagli antifascisti in esilio (Grasso 2009: XIX).

Res Publica, edita dall'ottobre 1931 al febbraio 1933, con i suoi nove numeri interrotti dalla morte di Ferrari, aveva cercato di essere un organo di stampa in grado di rielaborare le dottrine politiche e di preparare seriamente dal punto di vista intellettuale l'auspicata rinascita democratica (Giurintano 2010:111). Una rivista capace di dare voce a intellettuali di diverse esperienze e formazioni, accomunati dall'opposizione alla monocrazia partitica, dalla lotta ai totalitarismi e dalla condanna ai regimi distruttori della libertà.

Il confronto epistolare tra Carozzo, Ferrari e Sturzo sul formato della rivista, il preventivo, l'invio dei campioni e le modalità editoriali sono state precisamente ricostruite da Claudia Giurintano (2009: 48-49) attraverso le carte del fondo Ferrari. Anche dopo la prematura morte di Ferrari nel 1933, per il riacutizzarsi di un trauma polmonare, forse dovuto alle aggressioni subite, la moglie Orsola Filbier lavorerà da Carozzo come traduttrice dallo spagnolo in francese, per poi trovare occupazione nel consolato italiano a Parigi.

Nel 1932 presso *Les éditions contemporaines* di Ettore Carozzo vennero stampati *La democrazia* di Francesco Nitti, *I costruttori dell'Europa moderna* di Carlo Sforza e *Mussolini diplomatico* di Gaetano Salvemini (Giurintano 2009:53).

Lo stretto rapporto che lega Ettore Carozzo con Sturzo e Salvemini è confermato dai rapporti epistolari tra questi grandi intellettuali antifascisti. Nella lettera di Gaetano Salvemini a Luigi Sturzo inviata da New York il 16 maggio 1933, ricordando con commozione la morte di Ferrari, lo storico pugliese rammenterà il contributo di Ettore Carozzo, elogiando la sua attività di editore, di finanziatore della causa antifascista, in-

vestitore e finanziatore di un'editoria coraggiosa (Grasso 2009:22-23).

Da queste notazioni appare chiaro il contributo umano e organizzativo di Ettore Carozzo all'antifascismo negli anni dell'emigrazione e dell'esilio ed una matura coscienza di opposizione al regime, con un atteggiamento morale e politico.

Questo impegno, derivato da uno slancio di fede, e dalla rivolta morale, voleva creare un tessuto connettivo all'organizzazione culturale e politica dell'antifascismo, per dare spazio ad idee ricostruttive, nella speranza di restituire alle nuove generazioni la possibilità di essere uomini liberi.

Durante la Seconda guerra le tracce di Ettore Carozzo si persero anche se le sue attività nell'imprenditoria editoriale proseguirono. Il suo lavoro di editore popolare e antifascista e la disponibilità ad aiutare profughi politici che si fermavano a Parigi venne dimenticata. La sua discrezione e il suo riserbo fecero chiudere pagine importanti ed ancora inedite di questo spezzino illustre. Antifascisti e partigiani lo ricorderanno presente nel secondo dopoguerra a godere della ritrovata libertà democratica, ma pochi alla Spezia lo collegheranno agli intellettuali italiani in Francia. Ettore Celestino Carozzo morirà a cinquantanove anni il 12 novembre 1951 alle ore 6.45 nell'Ospedale della sua città natale¹⁶.

Bibliografia

Antifascismo e resistenza nella e dalla scuola spezzina, Atti del convegno, 9 dicembre 1994.

BIANCHI GIOVANNI, 1969, *Popolarismo e contesti del 1919*, estratto dal volume *Il partito popolare: validità di una esperienza*, Milano: Centro di cultura Giancarlo Puecher.

BURLA UMBERTO, 2008, *La Spezia nel ventennio. Dal 1922 al 1943*, La Spezia: Luna Editore.

CALAMANDREI PIERO, 1946, *Desistenza*, Firenze: Il Ponte.

CANAVERO ALFREDO, 1991, *I cattolici antifascisti italiani tra emigrazione ed esilio interiore*, in *L'emigration politique en Europe aux XIXe etXXe*

¹⁶ Atto di morte n. 338 Carozzo Ettore, Archivio di Stato Civile, Comune della Spezia.

siècles. Actes du colloque de Rome (3-5 mars 1988), Rome: École Française de Rome, pp. 345-370.

DE ROSA GABRIELE, 1959, *Filippo Meda e l'età liberale*, Firenze: Le Monnier.

DE ROSA GABRIELE, 1977, *Sturzo*, Torino: Utet.

DE ROSA GABRIELE, 1988, *Il partito popolare italiano*, Bari: Laterza.

Ferrari Francesco Luigi, 1966, *Lettere e documenti inediti*, a cura di Giuseppe Rossini, note di , I, 1966, Roma: Edizioni di storia e letteratura,

FASOLI GIUSEPPE, 1987, *L'antifascismo spezzino dal 1922 al 1945*, in *Antifascismo e resistenza alla Spezia (1922-1945)*, La Spezia: Istituto storico della resistenza P. M. Beghi, Tipografia Moderna, pp. 9-22

FASOLI GIUSEPPE, 1992, *Le istituzioni politiche e sociali alla Spezia (1842-1945)*, in S. Gamberini (a cura di), *La Spezia. Volti di un territorio*, Bari: Laterza, pp. 167-205.

FORMIGONI GUIDO (a cura di), 1991, *Filippo Meda tra economia, società e politica: relazioni del Convegno di Studio (Milano, 14-15 dicembre 1989) promosso dall'Archivio per la storia del movimento sociale cattolico in Italia con una bibliografia degli scritti di Filippo Meda*, Milano: Vita e Pensiero.

GABRIELLI PATRIZIA, 2004, *Col freddo nel cuore. Uomini e donne nell'emigrazione antifascista*, Roma: Donzelli editore.

GIURINTANO CLAUDIA, 2009, *La «Res Publica» (1931-1933) di Francesco Luigi Ferrari*, Firenze: Centro Editoriale Toscano.

GIURINTANO CLAUDIA, 2010, "La collaborazione di Luigi Sturzo alla Res Publica di Francesco Luigi Ferrari", *Storia e Politica*, Anno II, n. 1, pp. 111-135.

GOICHOT ÉMILE (a cura di), 2003, *Luigi Sturzo e gli intellettuali cattolici francesi (carteggi 1925-1945)*, Soveria Mannelli: Rubbettino.

GRASSO GIOVANNI (a cura di), 2009, *Luigi Sturzo Gaetano Salvemini. Carteggio (1925-1957)*, Soveria Mannelli: Rubbettino.

I deputati popolari nella XXV legislatura, Libreria editrice "Bononia", 1920, Bologna.

SCOMAJENGGI ANTONIO, 2006, *L'alleanza difficile. Liberali e popolari tra massimalismo socialista e reazione fascista (1919-1921)*, Roma: Edizioni Studium.

TOMBACCINI SIMONETTA, 1988, *Storia dei fuoriusciti italiani in Francia*, Milano: Mursia.

VECCHIO GIORGIO, 1990, *Filippo Meda e il movimento cattolico europeo*, Milano: Vita e Pensiero.

VENERUSO DANILO, 1976, *Le origini dell'antifascismo in Liguria (1921-1925)*, in *Antifascismo e resistenza in Liguria. Atti del convegno Genova 18-19 ottobre 1975*, Genova: Istituto storico della resistenza in Liguria, Industria Arti Grafiche, pp. 17-42.

Abstract

ETTORE CAROZZO: POPOLARE LIGURE ANTIFASCISTA ED EDITORE DEI FUORIUSCITI IN FRANCIA

(ETTORE CAROZZO: POPULAR LIGURIAN ANTI-FASCIST AND PUBLISHER OF THE EXPATRIATES IN FRANCE)

Keywords: Anti-fascism, Italian People's Party, political refugees, Don Sturzo, publishing

By means of archival sources, this study reconstructs the life of anti-fascist Ettore Carozzo, an engineer from a wealthy family, who fought in the Great War, and who was politically active in the context of the Italian People's Party (Partito Popolare Italiano) founded by Don Sturzo. With the coming to power of Fascism in Italy and the abolition of freedom and of the press, Carozzo decided to move abroad. A pioneer of the publishing industry in Paris, his printing press began helping the exiled Italian members of the People's Party by publishing books and magazines. Ettore Carozzo maintained a close relationship with anti-fascist intellectuals Luigi Sturzo, Gaetano Salvemini, and Luigi Francesco Ferrari. In the post-war period, his work as an anti-fascist editor and his willingness to help out political refugees in Paris was soon forgotten.

NICOLA CAROZZA
Università degli studi di Genova
nicolacaroza@libero.it

EISSN 2037-0520

MANLIO CORSELLI

LA GUERRA (IN)CIVILE SPAGNOLA
LA STRAGE DEGLI ANARCHICI A BARCELONA (1937)

1. *I prodromi della crisi spagnola del 1936 nella valutazione delle autorità italiane*

Gli avvenimenti che avevano segnato in Spagna il passaggio dalla Monarchia alla Repubblica e da questa alla forma di Governo instaurata dal Generale Francisco Franco, furono costantemente oggetto di attenzione e di intervento attivo da parte delle massime autorità del Regime che in quegli anni stava al potere in Italia, cioè da parte del Duce del fascismo, Benito Mussolini, e del Ministro degli Esteri del suo Governo, il Conte Galeazzo Ciano.

Non sembra perciò fuori luogo attingere alle loro considerazioni per ricostruire criticamente le ragioni dell'interventismo e della belligeranza italiana nel quadro geopolitico dell'Europa della seconda metà degli anni Trenta del Novecento, non senza però premettere che nella penisola iberica si anticipò uno scontro sia politico-diplomatico sia militare tra le Grandi Potenze continentali a vocazione democratica versus quelle a vocazione imperialistico-nazionale che sfocerà, proprio quando si concluderà la crisi spagnola, nel conflitto della Seconda Guerra Mondiale, giudicata da una certa storiografia come la seconda guerra civile europea successiva a quella del 1914-1918.

Senza ombra di dubbio questa valutazione poggiata sulla categoria della 'guerra civile' europea e proiettata sulla piccola scala del teatro di guerra iberico non può costituire l'unica interpretazione perché accanto ad essa altre chiavi di lettura convergono a darci una ricostruzione più prossima alla sensibilità dell'*histoire politique* a proposito dell'ingerenza italiana, la quale era chiaramente mossa dalle motivazioni della Ragion

di stato e dalla esigenza di non fare rinfocolare nel nostro Paese sopite opposizioni antifasciste tali da intaccare il consenso interno al Regime a causa dei successi della Sinistra internazionale in terra di Spagna.

Le vicende spagnole, infatti, erano state seguite con attenzione fin dalla caduta del Generale Primo De Rivera per diventare, agli occhi del Capo del fascismo e delle massime Gerarchie, una sorta di monito per il fascismo italiano al potere. La fine della monarchia iberica e la schiacciante vittoria della sinistra spagnola costituivano campanello d'allarme da non sottovalutare anche per l'alleanza di fatto stipulata in Italia fra la monarchia ed il fascismo (De Felice 1996, t. I: 100, n. 2).¹

Come ricorda Renzo De Felice «gli avvenimenti spagnoli del '30 (caduta di Primo De Rivera) e del '31 (proclamazione della Repubblica) fecero su Mussolini una grande impressione. Tra i fascisti la reazione più diffusa fu quella di accollarne la responsabilità più che a De Rivera (definito in genere un falso dittatore, «strumento ed espediente della politica del monarca») ad Alfonso XIII, accusato di avere avallato, prima, la dittatura in funzione delle proprie tentazioni assolutistiche e, poi, di avere dato ascolto ai malumori dei vecchi uomini politici, e di conseguenza di trarne pretesto per ammonire indirettamente Vittorio Emanuele III e la monarchia italiana a non farsi tentare di imitare il sovrano spagnolo» (ivi: 128).

Quanto stava accadendo in Spagna fotografava abbastanza bene ciò che sarebbe potuto accadere in Italia travolgendo il sistema di governo diarchico allora in vigore nel nostro Paese, e qualche articolo di giornale diede infatti voce a questa inquietudine ponendo il problema del destino di una dittatura che stava in condominio con la monarchia e, viceversa, quello di una monarchia che si poggiava sulla stretta alleanza con una dittatura.² In buona sostanza, secondo l'ipotesi più catastrofica dello scenario spagnolo proiettato su quello italiano,

¹ Per una visione d'insieme sulla evoluzione della storia politica spagnola dalla fine del secolo XIX al primo trentennio del XX secolo si confronti, fra la numerosa saggistica sull'argomento, la ancor valida pubblicazione di Brennan 1970.

² Questa fu infatti l'opinione di Colamarino che, sotto lo pseudonimo di Miròn, pubblicò un articolo dal titolo "Destino di una dittatura" nel *Corriere padano* del 9 ed 11 febbraio del 1930.

la caduta dell'una o dell'altra avrebbe decretato la fine di entrambe.

Di ciò si rese perfettamente conto Benito Mussolini, come attestano alcune sue riflessioni datate nel 1931 che furono classificate col nome di 'aforismi' e che, secondo noi, non sono state sufficientemente messe a fuoco a proposito della lezione che il Duce stava traendo da quel rivolgimento istituzionale che si era rapidamente maturato nella nazione iberica a noi vicina per così tanti aspetti.

Per Mussolini le maggiori responsabilità per la fine della monarchia spagnola erano da attribuirsi non alla reazione alla dittatura del Generale Primo De Rivera ma, senza dubbio, al medesimo re Alfonso XIII: «una Monarchia giustifica la sua ragione d'essere quando il primo a sentirsi monarchico sia il Re; caso contrario non si può pretendere che i monarchici stessi siano meno repubblicani del re» (Mussolini 1931, in De Felice 1996: 824).

Il sovrano spagnolo era stato il primo a non avere fiducia nella monarchia e, pertanto, non ci si poteva meravigliare di come erano andate le cose perché – aggiungeva il Capo del fascismo con un evidente riferimento al patto ormai quasi decennale tra la dinastia sabauda e il fascismo – «un regime non si difende alla ultima ora: si difende sin dalla prima e successivamente in tutte le ore e in tutti i minuti e anche all'ultima ora, ma in questo caso con la decisione più inesorabile: che cosa sono un migliaio di morti (ma potrebbe bastare una scarica a salve) se si è convinti che il trionfo di un certo principio significhi la rovina di un popolo o la probabilità di un numero infinitamente maggiore di vittime domani?» (ivi: 824-825).

Questa osservazione, se strettamente riferita alla crisi spagnola del 1931, ci consente di dire che nella mentalità del Mussolini di quel periodo non era illegittimo escludere un conflitto armato, non tanto per difendere il principio monarchico ma piuttosto per sostenere un principio ideologico di cui il fascismo italiano si faceva portatore in Europa in contrasto con le democrazie liberali, poiché, come egli sosteneva, «oggi non è più questione di repubblica o di monarchia, ma di comunismo o fascismo» (ivi: 825).

E ciò può far capire le molte cose che un lustro dopo spingeranno verso l'interventismo italiano. Mussolini, perciò, lanciava un messaggio d'indifferenza in termini generali sulla questione della forma istituzionale dello stato se monarchica oppure repubblicana – messaggio per nulla rassicurante nei confronti dei Savoia in Italia – ma dichiarava con fermezza che, a livello di regime politico, l'antitesi essenziale sarebbe stata in ogni caso tra fascismo e comunismo, sia sul piano nazionale sia sul piano internazionale.

Egli, per altro, non credeva che la proclamazione della Repubblica spagnola fosse in quel momento un evento eclatante per l'Europa intera, anzi ne sottolineava il diffuso disinteresse nell'opinione pubblica continentale: «la repubblica di Spagna non ha avuto – in generale – una buona stampa: nessuno ne sentiva in Europa, l'urgente necessità» (ivi: 824). Ne contestava inoltre, sulla base delle sue antiche esperienze di agitatore socialista, il carattere rivoluzionario affermando che «la repubblica spagnola non è una rivoluzione: è un plagio. Un plagio in ritardo di ben 150 anni. Fare una repubblica parlamentare, oggi, significa impiegare il petrolio al tempo della luce elettrica» (*ibidem*); e proprio per sminuire la portata che essa era segno di un rivolgimento radicale si poneva il seguente interrogativo retorico: «Rivoluzione? Ma la Rivoluzione è prima di tutto un movimento d'idee che si sviluppa e si universalizza. Dove tutto ciò in Spagna? La Repubblica annuncia una serie di processi retrospettivi: i capi sono – infatti – dei grandi avvocati» (*ibidem*) e perciò privi, a suo avviso, di quella energia che aveva caratterizzato l'azione politica di un Capo rivoluzionario come era stato Lenin in Russia.

Il Duce del fascismo infine, convinto che il voto minoritario del consenso dei grandi centri urbani aveva prevaricato quello maggioritario dei centri rurali, ironizzava sulla concezione che nutrivano della democrazia gli esponenti repubblicani spagnoli: «il paradossale in tutto ciò è che i democratici non hanno rispettato la volontà della maggioranza: Zamora ha calpestato, quindi, uno dei dogmi della democrazia: il responso delle urne è stato annientato e le città hanno sopraffatto le campagne. Per instaurare gli immortali principi, bisognava cominciare col rinnegarli» (ivi: 825). Davvero singolare e spregiudicato uso,

questo, dell'argomento 'democrazia' da parte del dittatore italiano che non solo non poteva dare lezioni di democrazia liberale proprio a nessuna classe politica straniera ma che anche irrideva sulla validità del concetto di popolo sovrano!

In quegli anni l'attenzione verso la Spagna repubblicana non si affievolì tanto è vero che – ancor prima che il sangue di una lotta fratricida bagnasse le contrade di quel Paese – emerge da una relazione del 1934 sulla crescita dei movimenti fascisti nel mondo una buona conoscenza delle forze in campo nel panorama spagnolo. In essa si riscontra una certa simpatia rivolta verso la fusione dei movimenti fascistizzanti locali che tenevano una posizione più moderata ispirata al tradizionalismo iberico-cattolico, nei confronti, invece, di una certa diffidenza espressa intorno a quella dei gruppi che guardavano alle parallele tendenze più dichiaratamente naziste.

Gli agenti italiani che furono autori di questa relazione, riferivano che «hanno orientato il Paese verso il fascismo le dichiarazioni dell'ex Presidente delle Cortes, il socialista riformista Besteiro, intese a propugnare una profonda trasformazione del Paese conferendo al socialismo, mediante la creazione di un nuovo organismo corporativo, un senso ed un contenuto costruttivo» (De Felice 1996: 912)³, ed informavano i nostri organi di governo che il movimento di ispirazione fascista spagnolo appariva più consistentemente diffuso nei territori di pertinenza africani che in quelli della Spagna continentale.

Gli osservatori italiani, nel loro rapporto, informavano con chiarezza e precisione che «esso ha avuto immediate ripercussioni fra le collettività della zona di Tangeri e nei centri più popolari del nord marocchino, dove, sotto il nome di 'Falange Española' vanno organizzandosi, più o meno clandestinamente, i primi nuclei di Fasci di combattimento. Il Fascio tangerino, che conta circa 300 soci dell'elemento migliore della collettività, ha lanciato un manifestino in cui sono indicati lo statuto e la finalità del movimento tendente 'all'abolizione di ogni forma di parlamentarismo, alla creazione di un governo autoritario, all'abolizione della lotta di classe e alla creazione di

³ Come riferisce Renzo De Felice, già nella metà del 1929 il Generale Primo De Rivera aveva richiesto a Mussolini un parere sul progetto di nuova costituzione da introdurre in Spagna (cfr. De Felice 1996: 555).

uno Stato unitario, eliminando tutte le forme di regionalismo'» (ivi: 913).

Come si può evidentemente notare, già nell'informativa in questione del 1934 erano anticipate sia le aree da cui si solleveranno un paio di anni dopo le guarnigioni spagnole nazionaliste sia gli obiettivi politico-istituzionali a carattere autoritario e centralistico, così tanto affini al modello italiano. Il terreno politico-sociale della Spagna coloniale era, dunque, favorevolmente predisposto a fare da piattaforma a ciò che, da un punto di vista del diritto pubblico interno, si configurerà *de facto* come una ribellione all'ordinamento della Seconda Repubblica spagnola ritenuto, nella valutazione dei generali insorgenti, del tutto incapace a garantire una sicurezza interna vulnerata, in quel momento storico, da omicidi politici.

Nel gioco dei rapporti internazionali specificamente mediterranei, il pronunciamento del 17 luglio del 1936 delle guarnigioni del Nord della penisola iberica, guidate dai Generali Josè Sanjurjo ed Emilio Mola, insieme a quello delle altre forze stanziato nei possedimenti africani, guidate dal generale Francisco Franco Bahamonde, non poteva non fare riferimento all'Italia di Benito Mussolini nel sollecitare un concreto sostegno tale che non isolasse gli insorgenti e li sostenesse per quanto atteneva l'assistenza militare.

In tal senso, il generale Franco – una volta che nel novembre 1936 fu designato Comandante in capo – si premurò di inviare a Roma un rappresentante dei nazionalisti, Juan Bolin, con la richiesta di un rafforzamento dell'equipaggiamento e dei mezzi di trasporto per le truppe. La risposta italiana fu comunque graduale poiché appena nel maggio dello stesso anno si era concluso il conflitto di Etiopia in cui, in un teatro bellico assai lontano dalla madrepatria, l'arsenale militare italiano era stato impegnato senza risparmio di uomini e di mezzi.

A proposito del dibattito dell'epoca circa il coinvolgimento italiano in Spagna non si può tacere dal ricordare, come è stato scritto da Aquarone, che «il tentativo di alcuni rappresentanti della cultura politica fascista di individuare le radici storiche profonde della crisi spagnola, respingendo la banale e unilaterale spiegazione della congiura internazionale del co-

munismo ateo alleato alla massoneria e mettendo a nudo le drammatiche condizioni sociali ed economiche del paese e le responsabilità della sua classe dirigente tradizionale, si inseriva almeno parzialmente in uno sforzo di rivalutazione del contenuto sociale della 'rivoluzione' fascista e di sia pur larvata denuncia della fossilizzazione conservatrice del regime» (Aquirone 1966: 22)⁴.

Queste prese di posizione, in effetti, non incisero sulle decisioni politiche italiane filo-nazionalistiche spagnole ma, tuttavia, furono un sintomo di preoccupazione sul fatto che l'immagine del regime fascista italiano si potesse appiattare del tutto sulla reazione conservatrice dei militari spagnoli. Per l'ala sociale per così dire di sinistra del fascismo italiano era alquanto inquietante che il fascismo genuino, cioè quello mussoliniano nato dallo spirito sansepolcrista, rivoluzionario, anticlericale e quasi anarcoide dei Fasci di combattimento potesse far fronte comune, seppure fuori dall'Italia, con forze conservatrici, clericali che non apparivano perseguire un progetto politico di rinnovamento moderno dell'organizzazione della società e dello stato spagnolo.

Il modello di una restaurazione spagnola nella luce delle idealità medievali del trono e dell'altare sembrava antitetico alle concezioni ideologiche dei fautori italiani, duri e puri, di un fascismo di stampo futurista e di mal repressa aspirazione repubblicana, nonostante che nella penisola spagnola si unissero le forze nazionalistiche iberiche e quelle fasciste nel comune obiettivo di combattere le Democrazie occidentali e i Fronti popolari della Sinistra internazionalista e degli Anarchici.

Le ragioni dell'espansionismo fascista nell'area meridionale europea avrebbero superato facilmente le riserve sopra accennate dal momento che l'aiuto militare italiano non fu negato

⁴ Sull'intervento militare italiano può essere utile leggere alcune fonti edite al termine del conflitto spagnolo e alla vigilia della seconda guerra mondiale quali, per esempio, Ministero della Guerra (a cura di), 1939; Comando generale - reparto stampa propaganda e storico (a cura di), 1940; "Il contributo dell'Aeronautica alla guerra di Spagna", in *Le vie dell'aria*, n. 13 del 28 marzo 1940; "Contributi alla civiltà fascista dati dalla Marina Italiana" in *L'Italia Marinara*, n. 10 dell'ottobre 1939; "Sui mari di Spagna. Tutta la marina Italiana", edizione speciale della *Gazzetta del Popolo*, 1941.

ma centellinato nel luglio del 1936 con il decollo di 12 bombardieri S.81 diretti in Marocco nell'ottica di un circoscritto supporto e di una limitata copertura ai militari franchisti che si ritenevano sicuramente vittoriosi in breve tempo. Ma, come si sa, una volta che furono superate le prime fasi belliche, l'intervento militare italiano si mutò in un'autentica guerra non dichiarata, camuffando in un Corpo di Truppe Volontarie i militari italiani di terra, il cui Comando era inquadrato nella Missione Militare Italiana in Spagna (M.M.I.S), e mimetizzando in una cosiddetta Aviazione Legionaria i Gruppi di volo forniti dalla nostra Aeronautica Militare, le cui basi furono poste nelle isole Baleari.⁵

Tralasciando di seguire passo dopo passo tutte le fasi della guerra, dobbiamo comunque dire che la sua durata si protrasse ben oltre le più rosee previsioni di una sua veloce conclusione, che essa fu, inoltre, duramente combattuta sul campo subendo faticosi rallentamenti, periodi altalenanti per le parti in causa e, non per ultimo, presentando mai superate difficoltà di collegamento tra il Comando militare franchista e il Comando militare italiano, sul quale però il Governo di Roma faceva pressione per guadagnare nel più breve tempo possibile la vittoria finale.⁶

⁵ Per la Regia Aeronautica dall'agosto del 1936 furono operativi il Gruppo XVI soprannominato 'Cucaracha', il Gruppo autonomo osservazioni 'Lince', il Gruppo XXIX bombardamento veloce soprannominato 'Sparvieri' (dotato dei primi aerei del tipo S.79), mentre nel 1937 arrivavano il Gruppo XXIII 'Asso di bastoni', il Gruppo VI detto 'Gamba di ferro' e il Gruppo X. Tra i piloti più noti che compirono missioni ed incursioni in territorio spagnolo vi furono pure il figlio del Duce, Bruno Mussolini, il Generale Valle, Sottosegretario di stato alla Regia Aeronautica e l'asso pilota Cupini, vincitore della gara Parigi-Damasco.

⁶ Sotto questo punto di vista appare illuminante la cronistoria degli impegni militari italiani che si desume dalle pagine dei *Diari* del Ministro degli Affari Esteri Galeazzo Ciano. Lo sforzo bellico e finanziario italiano durante i tre anni del conflitto fu enorme in uomini, mezzi, forniture e costi (cfr. Emilia 1995).

2. La 'settimana di sangue' di Barcellona: la morte di Camillo Berneri e la strage degli anarchici

Ci interessa invece di più, ai fini del nostro discorso, mettere a fuoco alcuni episodi che possono essere alquanto chiarificatori dell'interiore vissuto dei protagonisti di vertice del Governo italiano e delle loro conseguenti considerazioni. Ed uno di questi episodi riguarda, appunto, l'anno del 1937, la città di Barcellona, le sue barricate, i violenti scontri a fuoco della mattina del 3 maggio tra gli anarchici, che occupano la centrale telefonica di Piazza Catalunya, le brigate staliniste agli ordini di Mosca, che per un verso vanno all'attacco per farli sloggiare mentre per altro verso si pongono lo scopo di eliminare le brigate dissidenti trotskiste del Partito Operaio di Unificazione Marxista (P.O.U.M), i molti gruppi di operai aderenti alla Confederación Nacional de Trabajo e la repressione sanguinosa fatta dalle squadre della polizia del Governo.

Scontri, tutti quanti, che sono fratricidi all'interno del fronte governativo catalano antifranchista e che provocano nell'arco di tre giorni un migliaio di feriti e cinquanta morti. Dinanzi a questo marasma, ove si matura un vero e proprio sanguinoso eccidio e, soprattutto, di fronte alla brutalità con cui vengono assassinati alcuni miliziani anarchici antifascisti italiani si sofferma il pensiero di un Mussolini incline allo sdegno, appuntandosi soprattutto su uno di essi.

Si tratta della figura dell'italiano Camillo Berneri, nato a Lodi nel 1897, membro della Federazione Giovanile del Partito Socialista Italiano, successivamente deciso anti interventista alla vigilia della Grande Guerra, anarchico a partire dal 1916, fondatore nel 1919 dell'Unione Anarchica Italiana, allievo di Gaetano Salvemini, vicino anche a Carlo Rosselli e ad Ernesto Rossi, giornalista, fiero oppositore del fascismo, costretto all'espatrio a Parigi, incarcerato ed esule in diversi paesi europei, principale esponente dei contingenti italiani antifascisti anarchici nel 1936 in Spagna⁷.

⁷ Camillo Berneri (1897-1937) fu autore di alcuni saggi raccolti oltre tre decenni fa nel libro *Mussolini grande attore* (Edizioni dell'Archivio Famiglia Berneri, 1983), con introduzione di Pier Carlo Masini. Questa pubblicazione comprende il saggio in lingua spagnola *Mussolini gran actor* (che vide la luce

Bernerì, quantunque il suo nome sia poco noto nella memoria collettiva non fu assolutamente una figura di secondo piano fra i volontari miliziani del gruppo dell'Anarchia internazionale: partecipò alla battaglia di Monte Pelato mentre, come pubblicista, condusse dalle pagine del giornale "Guerra di classe" una ferma critica agli anarchici catalani detti 'ministeriali', ai sindacati anarchici eccessivamente 'governativi', e al silenzio che da sinistra copriva i crimini dei Commissari comunisti asserviti a Stalin. Egli infatti criticò chi, fra le fila delle brigate e dei volontari internazionali di sinistra, era etero diretto da Mosca, chi teneva atteggiamenti frazionistici, chi mostrava di dimenticare, infine, che il vero obiettivo stava nella comune vittoria rivoluzionaria contro i franchisti.

Tesi assai scomode quelle di Bernerì, che decretarono il suo assassinio. La sorte di Camillo Bernerì fu segnata il 5 maggio quando nel pomeriggio una squadra di rossi del P.S.U.C. penetrò nella sua abitazione, lo prelevò insieme all'anarchico calabrese Francesco Barbieri e, accusandoli di essere controrivoluzionari, li uccise entrambi con una esecuzione sommaria per strada, abbandonando i loro cadaveri al pubblico ludibrio.

Dai rapporti che gli pervenivano sul suo tavolo, il Duce conosceva perfettamente ciò che era accaduto durante quella 'settimana di sangue', ed in uno dei colloqui che periodicamente teneva col giovane giornalista Yvon De Bégnac si esprimeva con accenti che non ci saremmo aspettati sugli uomini e gli eventi di quel frangente. «Non vi meravigliate, Yvon, se io tesso l'elogio funebre di Bernerì e dei suoi compagni. Ma essi furono, veramente, uomini d'onore. Volevano una libertà spagnola a misura delle loro idee. Capirono, quand'era troppo tardi, che la libertà franchista non avrebbe mai garantito agli anarchici la libertà di accesso alla storia. Ma capirono, anche, che la libertà comunista – libertà di porgere i polsi alle manette del bolscevismo "in più paesi" – era, ancor più, negazione di ogni libertarismo spagnolo. La libertà franchista, fondata sull'autonoma e autoctona unità nazionale, che non è

nel 1934 a Valencia), il saggio in lingua francese *Le juif antisémite* (dato alle stampe nel 1935 a Parigi) e il saggio in lingua spagnola *El delirio racista* (uscito in lingua spagnola nel 1935 a Buenos Aires).

invenzione di Franco, disse Berneri sino al giorno in cui la sorte gli riconobbe il diritto alla parola, è il primo nemico. Accade sempre così agli anarchici in buona fede. Assalgono il potere che ancora non è, e si espongono all'attacco mortale del potere al quale, improvvisamente, si sono alleati» (Mussolini 1937 in De Begnac 1990: 559-560).

L'elogio funebre del Duce del fascismo dell'anarchico italiano assassinato proveniva da quell'antica sua esperienza di fuoriuscito ed espatriato politico, dal sentimento ribelle socialista, dall'essere stato un ricercato dalla polizia italiana. «Mussolini è sempre il medesimo uomo dei tempi della giovinezza svizzera. E, oggi, commemora dentro di sé la vita di Camillo Berneri, nobile nemico che ebbe buone ragioni per non credere al mio amore per la libertà, ma che – certamente – non ne ebbe alcuna per siglare con i bolscevichi di Catalogna quel patto di unità anarcocomunista che lo avrebbe condotto a morte. Perché [...] Berneri non fu assassinato dal potere governamentale, dai destri del governo repubblicano, ma dai bolscevichi italo-russi che lo temevano più di quanto non temano il generalissimo Franco» (ivi: 560).

Il Duce rendeva gli onori delle armi ad un 'nobile nemico' quale egli sinceramente considerava l'italiano Berneri caduto per la coerenza ai propri ideali anarchici. Stigmatizzava, al contrario, come assassini tra i peggiori quei comunisti italiani al servizio della Russia perché, tramite i gruppi degli *asaltos*, avevano sottoscritto la morte di un combattente alleato, il quale, per di più, era un compatriota italiano.

Nel rispettoso omaggio che proprio in quanto rivale prestava all'anarchico Camillo Berneri, il Dittatore italiano, pieno di meraviglia, si scagliava polemicamente contro i suoi ex compagni delle battaglie giovanili massimaliste, interrogandosi sulla loro insensibilità umana e sulla loro miopia politica. «E gli altri miei nemici, i Nenni, i suoi alleati di partito, perché non levano un sol grido di orrore innanzi all'assassinio dei loro compagni libertari? Essi socialisti, che hanno sottoscritto, come subordinati e sudditi, un patto d'unità d'azione con i comunisti, sono in condizione di spargere una lacrima per la memoria di Camillo Berneri? Quale sortilegio li obbliga a non opporsi allo smantellamento, uomo per uomo, comitato ope-

raio per comitato operaio, del purissimo fronte libertario che tentò di far degna la Spagna rivoluzionaria della memoria di Francisco Ferrer? Non si accorgono che dalla guerra contro il generalissimo Franco questo bolscevismo di Spagna dirotta verso la più tremenda tra le guerre civili, quella che si scatena nel campo trincerato di uno dei contendenti» (ivi: 561).

Anche nei mesi successivi a maggio non si era spento nell'animo di Mussolini l'eco dell'eccidio degli anarchici a Barcellona. Nel giugno dello stesso anno egli leggeva il senso politico di quei drammatici accadimenti ora come una maniera per cacciare gli anarchici dal Governo di Largo Caballero ora come il soffocamento di un certo tipo di libertà certamente nemica del fascismo (in quanto gli anarchici odiavano tutte le dittature) ma, a suo dire, sicuramente più degna di quella falsa libertà strombazzata dai bolscevichi di Stalin. «Se vi è stato eroismo nella Spagna governamentale, questo appartiene alla disperazione di Berneri e dei suoi compagni. Costoro sapevano di non potere rivoluzionariamente contare sull'aiuto delle grandi democrazie o la Spagna governamentale vinceva da sola o sarebbe caduta sotto i nostri colpi [...]. La Spagna governamentale ha preferito avviarsi alla sconfitta anziché ascoltare l'esortazione di Berneri di tentare la via della unitaria ispanità dal basso» (ivi: 562).

Il giudizio del Duce giustificava gli anarchici e condannava quelli che egli chiamava 'gli italiani col passaporto rosso'. Ma Mussolini andava anche oltre, cioè pretendeva di decidere chi legittimamente poteva interpretare il sentimento della *hispanidad* fra le forze che combattevano nella penisola iberica. Come si può capire dalle sue interviste, egli lo negava alle brigate internazionali poiché esse gli apparivano agli ordini della potenza straniera sovietica, ma lo negava anche al governo nazionale repubblicano spagnolo, che straniero non lo era affatto.

Istituiva invece un ardito parallelismo sulla specularità dell'*hispanidad* a proposito di una '*hispanidad* dal basso' qual era quella che, secondo il suo modo di vedere le cose, veniva professata dagli anarchici seguaci di Camillo Berneri e quella unitaria franchista. Il Dittatore italiano comunque sorvolava su che cosa consistesse questa '*hispanidad* dal basso', limi-

tandosi piuttosto genericamente ad alludere all'orgoglio che spontaneamente nutre nel cuore ogni spagnolo di incarnare la fierezza e la grandezza della propria terra a prescindere da qualsiasi storica organizzazione politica. Detto in altri termini, Benito Mussolini riconosceva un originario e naturale sostrato di *hispanidad*, svincolato dal paradigma statalistico, anche agli anarchici di Spagna al fianco dei quali combattevano gli anarchici antifascisti italiani.

Ai suoi occhi, la Spagna che egli appellava governamentale si avviò verso il declino che la porterà alla fine allorché il proletariato anarchico dell'Andalusia e quello di Barcellona si accorsero, ancor prima della caduta di Malaga, che essa aveva drammaticamente rotto il fronte con la sinistra estrema da loro rappresentata e si era invece spostata sull'ala 'destra' del bolscevismo sovietico. Per quale giusta causa, dunque, le componenti internazionalistiche combattevano? A quale attore del campo repubblicano la storia avrebbe concesso postuma gloria?

Mussolini era ben consapevole che sul piano della legalità internazionale egli stava con i ribelli e che li affiancava militarmente con l'afflusso di uomini e di armi in un conflitto bellico iniziato senza una dichiarazione di guerra da parte italiana e che riguardava principalmente gli affari interni spagnoli, ma se ne sentiva obbligato per interessi ideologici, geopolitici, economici – il rame e lo stagno spagnoli –, e se ne vantava essendo sicuro della vittoria finale. «Ci si accusa di stare con i ribelli. Ma, anche nel caso spagnolo – si chiedeva il Duce –, i ribelli non stanno, forse, dalla parte della verità? Franco è il ribelle. Il governamentalismo è l'ordine costituito. Perché non invertire i termini, in omaggio alla verità? Franco è la rivoluzione spagnola. La conservazione del disordine si chiama governamentalismo. La vicenda anarchica resta fatto a sé stante. Con gli anarchici, il governamentalismo avrebbe almeno salvato quella faccia che ha perduto credendo di potere usare i bolscevichi soltanto come mano secolare di repressione. E basta» (ivi: 563-564).

L'antico rivoluzionario italiano conferiva, dunque, una patente di *rivoluzionaria salvezza* all'impresa militare che il generale Franco aveva avviato all'insegna del nazionalismo uni-

tario dello Stato. Un paio di anni dopo la ‘settimana di sangue’ di Barcellona, nell’agosto del 1939, al termine della lunga crisi spagnola, il Duce del fascismo affermava – con un certo gusto tipico delle enunciazioni paradossali e a consuntivo dell’intervento italiano – che gli anarchici caduti in quei tre anni di lotta erano stati gli ignari, e forse gli ingenui alleati del suo successo. «Libertari di ogni paese fluirono alla guerra di Spagna, a combattere Franco. Non so se oggi, al conchiudersi di quell’asperrimo conflitto, quei libertari nutrano per i bolscevichi, che li hanno massacrati ovunque, l’amicizia che dichiararono di nutrire nei loro confronti. Non abbiamo vinto soltanto sul fronte della guerra. Abbiamo vinto anche la battaglia ideologica contro il nuovo bolscevismo del signor Stalin. Ma in questo successo abbiamo avuto involontari alleati gli anarchici antifranchisti, vittime dei loro fratelli d’arme comunisti» (ivi: 564). E qui ritornava ad aleggiare, non detto, il ricordo di Camillo Berneri, di un anarchico che era stato pur sempre un generoso combattente.

Il messaggio propagandistico col quale Mussolini metteva il sigillo finale a tre anni di una dura guerra condotta dalle forze armate italiane in terra di Spagna tendeva, perciò, ad evidenziare quanto fossero state funzionali per la vittoria della sua politica internazionale le stragi interne al fronte dei suoi nemici e, di conseguenza, mirava a sottolineare l’involontario contributo di sangue degli anarchici italiani per un risultato che non era quello per il quale essi avevano combattuto. Forse egli si compiaceva di essere stato vindice di Berneri e degli anarchici italiani massacrati non solo da altri italiani ma anche dai loro alleati, tuttavia non si può certamente passare sotto silenzio quanto fosse spregiudicata questa sua probabile convinzione, così come non si può altrettanto non stigmatizzare quanto fosse cinica questa sua interpretazione che, in fondo, ridicolizzava gli stessi combattenti anarchici ai quali attribuiva un certo difetto di intelligenza politica nel non capire che i loro mortali nemici stavano nello stesso campo in cui essi si erano schierati.

A differenza delle espressioni emotive e delle considerazioni politiche opinabili con cui Mussolini seguì l’intera vicenda della strage e la fine di Camillo Berneri tentando di strumentalizz-

zarle a proprio vantaggio, quella 'settimana di sangue' a Barcellona non ebbe alcuna eco nel diario giornaliero vergato da Galeazzo Ciano, segno, in verità, di un significativo silenzio del Ministro degli affari esteri che non riconosceva a quell'eccidio neppure il valore di un episodio di cronaca.

Alla fine va pur detto con Russell, che fu un acuto osservatore di quella guerra di Spagna qualificata in questo saggio come (in)civile, mancò la concordia all'interno di ogni schieramento in campo e di conseguenza non solo mancò la collaborazione fra i partigiani del fronte repubblicano ma anche fra i Comandi franchisti e quelli italiani del Corpo Truppe Volontarie.

«Che la concordia conduca alla collaborazione è ovvio. Nella guerra civile di Spagna fu difficile ottenere la collaborazione fra anarchici, comunisti e nazionalisti baschi, anche se tutti costoro desideravano ugualmente la sconfitta di Franco. Allo stesso modo, benché in quantità minore, fu difficile dall'altra parte la collaborazione fra carlisti e fascisti di tipo moderno. È necessario l'accordo per ciò che riguarda gli scopi immediati, ed è anche necessaria una certa simpatia di temperamenti; ma dove ciò si verifichi le grandi divergenze di opinione possono diventare inoffensive» (Russell 1981:109). Queste considerazioni del filosofo inglese espresse un anno prima della fine dei combattimenti nella penisola iberica colgono nel segno sull'uno e l'altro schieramento avversario.

Infatti vi fu certamente poca simpatia di temperamento personale fra il Caudillo e il Duce, ma essi agirono anche secondo obiettivi strategici politici diversi: il primo evitò di legare troppo il proprio successo alle armi straniere italiane ispanizzando, invece, la sua vittoriosa impresa militare, mentre il secondo non riuscì a trarre nessun profitto politico per rafforzare il proprio regime fascista nel teatro delle relazioni internazionali assicurandosi una alleanza fedele con la Spagna del Generalissimo.

Sul fronte repubblicano nessuna simpatia di temperamento vi fu, senza dubbio, tra il *leader* degli anarchici Camillo Berneri e i *leaders* delle brigate bolsceviche. Ma al di là della divergenza dei loro rispettivi temperamenti, l'obiettivo politico interno dei comunisti rossi in Spagna fu quella assumere

esclusivamente la *leadership* della lotta antifranchista ponendo in posizione subalterna i propri alleati e, all'occorrenza, eliminandoli fisicamente.

La strage degli anarchici di Barcellona rappresentò dunque, in quella settimana di sangue, un chiaro monito ed un eloquente segnale della volontà di egemonizzare tutto il fronte repubblicano sotto l'egida del marxismo rivoluzionario.

Bibliografia

- AQUARONE ALBERTO, 1966, *La guerra di Spagna e l'opinione pubblica italiana*, in 'Il cannocchiale', n. 4-6.
- BRENAN GERARD, 1970, *Storia della Spagna 1874-1936. Le origini sociali e politiche della guerra civile*, Torino: Einaudi.
- COMANDO GENERALE - reparto stampa propaganda e storico (a cura di), 1940, *Operazioni militari in Spagna. La milizia nel pensiero del Duce*, (XVI annuale della M.V.S.N.), Roma: Istituto Tiberino.
- DE FELICE RENZO, 1996, *Mussolini il duce. Gli anni del consenso (1929-1936)*, Torino: Einaudi.
- EMILIA ANGELO, 1995, "Costi e conseguenze dell'intervento militare italiano nella guerra civile spagnola", in *Storia Militare*, settembre, n. 24.
- MINISTERO DELLA GUERRA (a cura di), 1939, *Volontari dell'Esercito nella guerra di Spagna*, Milano.
- MUSSOLINI BENITO, 1931, *Aforismi* in DE FELICE RENZO, 1996, *Mussolini il duce. Gli anni del consenso (1929-1936)*, Torino: Einaudi.
- MUSSOLINI BENITO, 1959a, *Opera omnia*, a cura di Edoardo e Duilio Susmel, vol. XXVIII, *Dalla proclamazione dell'Impero al viaggio in Germania (10 maggio 1936 - 30 settembre 1937)*, Firenze: La Fenice.
- MUSSOLINI BENITO, 1959b, *Opera omnia*, a cura di Edoardo e Duilio Susmel, vol. XXIX, *Dal viaggio in Germania all'intervento dell'Italia nella Seconda guerra mondiale (1 ottobre 1937 - 10 giugno 1940)*, Firenze: La Fenice.
- MUSSOLINI BENITO, 1937-1939, *Intervista*, in YVON DE BEGNAC, 1990, *Taccuini mussoliniani*, Bologna: il Mulino.
- RUSSELL BERTRAND, 1982, *Il Potere*, Milano: Feltrinelli.
- "Il contributo dell'Aeronautica alla guerra di Spagna", in *Le vie dell'aria*, n. 13, 28 marzo 1940.
- "Contributi alla civiltà fascista dati dalla Marina Italiana" in *L'Italia Marinara*, n. 10, ottobre 1939.
- "Sui mari di Spagna. Tutta la marina Italiana", *Gazzetta del Popolo*, 1941.

Abstract

LA GUERRA (IN)CIVILE SPAGNOLA. LA STRAGE DEGLI ANARCHICI A BARCELONA (1937)

THE (NO)CIVIL SPANISH WAR. THE CARNAGE OF ANARCHISTS IN BARCELONA (1937)

Keywords: Spanish civil war, Anarchism, Barcelona.

This essay reconstructs the “carnage of anarchists” made by the communist republican partisans during the “red week” in Barcelona (1937). Specifically, the Author takes into consideration an interview in which Mussolini made a positive judgment on Camillo Berneri who was an anti-fascist anarchist killed because of his libertarian views.

MANLIO CORSELLI
Università degli Studi di Palermo
manlio.corselli@unipa.it

EISSN 2037-0520

Cronache e notizie/ Chronicles and news

ADRIANO VINALE

IL PENSIERO POLITICO ALLA PROVA DELLA PANDEMIA.
TAVOLA ROTONDA AISDP (2, 6 LUGLIO 2020)

Dal 4 giugno al 9 luglio 2020, per iniziativa della Consulta Nazionale dell'Area delle Scienze Politiche e Sociali, si è tenuto il ciclo seminariale *Dall'emergenza al cambiamento. Immaginazione e progetto dell'area delle scienze politiche e sociali*. Gli incontri, introdotti dal coordinatore della Consulta – Francesco Amoretti – e dal ministro Gaetano Manfredi, hanno visto il diretto coinvolgimento di tutte le associazioni dell'Area 14 – AIS, AISIP, AISDP, CSC, SIFP e SISF.

La tavola rotonda che ha coinvolto l'Associazione Italiana degli Storici delle Dottrine Politiche – *Il pensiero politico alla prova della pandemia* – si è svolta in due giornate, introdotte dal presidente dell'AISDP – Claudio Palazzolo – e dal consigliere CUN Alessandro Arienzo. In premessa, è stato da entrambi sottolineato come la posta in gioco della riflessione storico-politica sia in questo frangente particolarmente alta, coinvolgendo lo statuto epistemologico della disciplina, che deve provare a pensarsi oltre la classica partizione tra *humanities* e *technologies*. Durante l'attuale crisi sanitaria è risultato infatti naturale far riferimento a tutte quelle competenze scientifiche che aiutassero nella gestione immediata dell'emergenza. Tuttavia, sebbene risulti ovvio che l'epidemiologia e la virologia siano saperi indispensabili nell'urgenza del presente, pare altrettanto chiaro come vi sia la necessità di una seria riflessione sugli effetti politici e sociali della crisi provocata dal CoViD-19.

Qual è allora l'apporto che gli storici delle dottrine politiche possono dare ad un'analisi critica del presente? Come possono intervenire nella discussione intellettuale innescata dalla pandemia? Sono state queste le domande che hanno dato l'abbrivio al primo webinar – *Stato e democrazia* – nella convinzione diffusa che la ricostruzione storica non debba essere concepita come raffinato gioco erudito ma come fondamentale prospettiva critica.

Esemplare, in questo senso, l'intervento di Raffaella Gherardi, che partendo da una figura relativamente "minore" del panorama teorico-politico seicentesco – il generale bolognese Luigi Ferdinando Marsili, «plenipotenziario di Leopoldo I per la realizzazione dei confini stabiliti nella pace di Karlowitz» e autore del *Progetto pel buon regolamento a difendere dal pericolo di peste tutta la frontiera* (1701) – ha mostrato la ricorsività di alcune questioni. In particolare, ha mostrato come già nell'Europa post-westfaliana si rendesse evidente la necessità di una *linea sanitatis* condivisa, di una gestione sistemica delle epidemie, che non poteva in alcun modo essere amministrata entro gli angusti confini statuali. Non è difficile constatare quanto questa istanza di Marsili riecheggi nell'attuale *refrain* pandemico per cui *il virus non conosce confini* e quanto costituisca un pressante invito a rigettare qualsiasi scorciatoia nazionalistica, almeno per quel che concerne le questioni sanitarie.

Gli interventi di Alberto Castelli e di Franco Di Sciullo si sono invece concentrati sui possibili, e critici, equilibri tra la tutela della salute pubblica e la salvaguardia delle fondamentali garanzie costituzionali. Castelli ha posto al centro della sua riflessione la questione della libertà. In nome della sicurezza (politica), il post-11 settembre ha portato alla drammatica erosione di alcuni diritti ritenuti fino ad allora imprescindibili – la nostra *privacy* è stata spazzata via dalla diffusione senza freni delle pratiche di videosorveglianza, *l'habeas corpus* è stato messo in secondo piano dallo sdoganamento della tortura. Con simile accondiscendenza, e in nome della sicurezza (sanitaria), il post-CoViD sembra delinearci – ha sostenuto Castelli – come epoca della paura e della chiusura, come tempo dell'autoritarismo e della fine dell'empatia umana. Insomma, come drammatica perdita di dignità e senso della vita associata.

Partendo dal riferimento a Marcuse, anche Di Sciullo si è interrogato sulle coordinate politiche della fase storica inaugurata da questa pandemia, focalizzando in particolare la sua attenzione sulla dimensione tecnologica. L'ingresso repentino e violento delle tecnologie nelle nostre vite quotidiane – *smart working*, didattica a distanza e simili – sebbene motivato dall'emergenza, diventa infatti estremamente problematico nel momento in cui viene, più o meno tacitamente, assunto come paradigma relazionale "normale". La dematerializzazione dei soggetti, l'inibizione di ogni fisicità e la rimozione dell'emoività quale luogo proprio dell'umano, stanno di fatto comportando una plateale paralisi della critica e un'aberrante chiusura dell'universo del discorso. La percezione di una «onnipotenza collettiva tecnologicamente veicolata» ha come suo effetto perverso – ha concluso Di Sciullo – l'introiezione dell'assenza dell'altro, cifra definitiva della depoliticizzazione post-democratica. Ma dolore e disagio che non rie-

scono a farsi discorso pubblico non possono che condurre ad un rabbioso populismo, dal quale occorre repentinamente smarcarsi.

A chiudere la prima giornata seminariale e a fare da cerniera al secondo incontro è stato l'intervento di Gianfranco Borrelli, che partendo da una griglia ermeneutica foucaultiana ha messo in polarità le figure del distanziamento sociale e della distanza da sé. Se il distanziamento interpersonale sembra essere la naturale evoluzione del nesso (somatocratico) protezione-obbedienza – fino alle sue riconfigurazioni (biopolitiche) contemporanee – la distanza da sé è invece quella contro-figura che Foucault usa come indicazione metodologica per chi fa storia. Allo storico si impone come compito di lavoro la problematizzazione non solo del suo oggetto di studio ma innanzitutto di sé e del presente da cui scrive e indaga. E invece – ha argomentato Borrelli – proprio questa possibilità critica sembra essere stata messa in discussione durante la crisi pandemica. Meglio, ad un'interiorità come messa in discussione di sé si è andata silenziosamente sostituendo un'inautentica intimità con sé stessi, fatta di piccoli piaceri e consumi senza corpo.

La seconda giornata webinariale – *La crisi, l'occasione, il soggetto democratico* – ha avuto come nota ricorrente una radicale messa in questione del concetto di normalità e, di conseguenza, la messa in discussione dell'idea stessa di un possibile *ritorno* alla normalità. Difatti è da qui che ha preso spunto l'intervento di Angelo Arciero, che ha dialogato con alcuni scritti di Jack London. A risaltare è stata innanzitutto l'evidente incapacità della specie umana ad avere a che fare con l'inatteso – o forse semplicemente a concepire come inatteso ciò che invece è perfettamente prevedibile se non addirittura previsto – e a contemplare fino in fondo la possibilità, persino ovvia, della propria estinzione. Invece – come suggerito da Arciero – l'assunzione della provvisorietà della nostra specie, il dato di fatto che come ogni altra forma di vita siamo esposti alla fine, la radicale presa di coscienza della nostra fragilità e precarietà dovrebbe e potrebbe costituire un formidabile punto di sostegno per ogni discorso teorico-politico che voglia cogliere la dura lezione impartita dal CoViD-19 e iniziare a ripensare il nostro modo di abitare il pianeta e di stare al mondo.

In perfetta continuità con questa linea di ragionamento si è collocato il contributo di Maria Pia Paternò, che si è concentrata in particolare sul ruolo delle emozioni e della cura. Quali sono stati gli effetti emotivi della reclusione forzata? Quanto, per tutelare il diritto alla salute, i dispositivi di distanziamento sociale hanno provocato profonde ferite interiori? Il Novecento ha insegnato quanto angoscia e solitudine siano dimensioni ineludibili della condizione umana, che tuttavia trovano nella relazione, nella naturale vocazione sociale della

nostra specie un modo in cui il singolare riesce a farsi plurale, collettivo. In questo senso Paternò ha opposto alla nozione di chiusura la figura della sporgenza, vedendo nell'essere rivolti a ciò che è anche radicalmente differente l'unica possibilità che abbiamo di fare dello straordinario un'occasione per riflettere sull'ordinario. Ma per procedere in questa direzione urgono nuove forme di coraggio e inedite figure della cura.

Anche Patricia Chiantera ha letto la pandemia come cartina di tornasole dello stato di cose presente, e l'emergenza come fondamento dell'ordine normale. Meglio, ha suggerito come la pandemia sia nei fatti risultata essere un acceleratore di quei fenomeni politici di indebolimento della rappresentanza che hanno le loro radici almeno negli inizi del secolo scorso. La presa in carico della vita da parte del potere, la governamentalità neo-liberale e la conseguente induzione all'autoregolamentazione del sociale, la decretazione d'emergenza e la concezione della politica come strutturalmente decisionista sono appunto stati letti come processi di lungo corso che hanno trovato nel CoViD-19 un reagente particolarmente efficace e nel populismo a vocazione autoritaria il loro naturale approdo.

L'intervento di Stefano De Luca è stato invece teso a mostrare come i processi di digitalizzazione, che hanno appunto colto nella pandemia l'occasione di un'inattesa alleanza, abbiano prodotto e stiano producendo un'aberrazione presentista. In questo schiacciamento su ciò che immediatamente si dà – che è cosa diversa dalla conoscenza dell'attuale – ad essere preclusa è la strada della contestazione permanente del presente, che è invece propria di ogni processo genuinamente democratico. Uno schiacciamento perfettamente funzionale alle attuali derive populiste e sovraniste. In questo senso, De Luca, riferendosi a Diamanti e Lazar, ha ripreso la nozione di polocrazia come democrazia illiberale o anti-democrazia liberale, al cui fondamento stanno quei dispositivi algoritmici di costruzione dell'opinione e del consenso – gli oramai famigerati *big data* – e di leaderizzazione politica.

A chiudere la giornata e il ciclo, l'intervento di chi scrive. Il mio contributo ha provato ad applicare alcune categorie utilizzate da René Girard all'attualità pandemica. Ogni momento di crisi sociale, ed a maggior ragione ogni crisi epidemica – dal *loimòs* tebano alla *mors nigra* trecentesca, dalla peste ateniese a quella viennese – ha la naturale capacità di innescare un terribile ritorno di quella violenza che l'ordine culturale era in qualche modo riuscito ad irretire. L'esposizione all'inatteso, con la conseguente erosione dei "normali" codici comportamentali e relazionali, fa sì che la violenza, materiale e simbolica, ritorni ad avere libera circolazione, finché non si sia in grado di inibirli nuovamente. In questo senso, a parere di chi scrive,

in questi mesi è stato episodicamente possibile vedere al lavoro quel consolidato meccanismo sacrificale che vede nell'individuazione di un capro espiatorio – dal turista cinese al *runner*, dall'adolescente irresponsabile all'imprenditore incosciente – la più veloce ed efficace possibilità di ricomposizione di un ordine politico.

ADRIANO VINALE
Università degli Studi di Salerno
Dipartimento di Studi Politici e Sociali/DISPS
avinale@unisa.it

EISSN 2037-0520

Recensioni/Reviews

A cura di Giorgio Scichilone

FIorenza TARICONE, *Politica e Cittadinanza. Donne socialiste fra Ottocento e Novecento*, Milano, Franco Angeli, 2020, pp.195.

Il testo di Fiorenza Taricone rappresenta un contributo alla storia del socialismo in Italia. Partendo dall'assunto dell'associazionismo femminile come leva e prima palestra sociale per entrare nella sfera pubblica, il saggio ristabilisce un equilibrio ponderale attraverso l'apporto delle donne alla cultura progressista. La prospettiva di queste primogenitrici della politica militante mette infatti, in luce la profonda contraddizione della lotta per la società socialista che avrebbe abolito classi e differenze, ma mantenuto invariati i privilegi patriarcali. Nel suo ruolo di accademica e storica delle Dottrine politiche, Fiorenza Taricone ha affrontato fin dagli anni Ottanta in numerose opere la specificità dell'associazionismo femminile ottocentesco italiano di stampo liberale e di stampo socialista, evidenziandone le interconnessioni e i suoi risvolti internazionali, ma in questo nuovo lavoro l'Autrice affronta in maniera specifica l'apporto alla modernità democratica che seppero dare le prime donne socialiste.

Nel primo capitolo si analizzano le resistenze delle donne a superare il limite delle rivendicazioni salariali e ad abbracciare anche quelle politiche legate essenzialmente alla richiesta della cittadinanza. Secondo l'Autrice, le donne socialiste si auto-organizzano, entrano a pieno titolo nell'agone politico e "scelgono" la politica, consapevoli da sempre della disparità fra teoria e prassi. Uno dei passaggi cruciali del dibattito riguarda la nascita di sezioni esclusivamente femminili mentre alcune attiviste propendevano per le sezioni miste. «Alla fine del 1914 le sezioni femminili del partito erano 65 ed era ancora senza risposta la domanda se dovessero o no essere fuse con quelle maschili» (p. 19).

F. Taricone mette bene in evidenza il grande lavoro di propaganda capillare e di sensibilizzazione da parte della nuova leva di donne militanti e dirigenti. Fra le novità fondamentali, il «reciproco riconoscimento fra donne» vale a dire «la capacità di superare le convenzioni nel delegare ad altre donne la rappresentanza dei propri interessi, nell'assumere comportamenti ritenuti sconvenienti dalla morale religiosa, come muoversi in ambienti maschili e al di fuori delle mura

domestiche» (pp. 22-3). Ai vertici delle organizzazioni femminili si formano i nuovi quadri per la dirigenza politica e sindacale che vedono protagoniste molte donne alcune più note come Anna Kuliscioff, Angelica Balabanoff, Argentina Bonetti Altobelli, altre molto meno conosciute, come Linda Malnati (quest'ultima licenziata da maestra perché conferenziera e propagandista del Partito Socialista), Maria Goia, Cristina Bacci, Maria Giudice. Sia il preciso lavoro documentario, che riporta in primo piano le voci delle donne puntualizzandone i temi in discussione, così come la mirabile sintesi sulle lotte durate quasi un secolo per il vero suffragio universale, rendono vividamente la complessità della conquista dei diritti civili e politici. Alla disamina internazionale, che scorre veloce e ricca di riferimenti sui temi della vasta letteratura storico-politico-suffragista, sconosciuta ai più, si lega la specificità del percorso italiano, mai disgiunto da una rete europea ed internazionale di contatti, di cui l'autrice fissa i parametri affermando: «[...]L'associazionismo operaio, anche femminile, ha preceduto nel tempo quello più variegato e interclassista che ha caratterizzato la prima metà del Novecento fino al fascismo, ma per ciò che riguarda il suffragio universale, le origini vanno ricercate nella diffusione delle idee socialiste e nel Partito Operaio Italiano [...]» (p. 44). Il termine ante-quem è il 1861. Da questa data in poi si tenterà, infatti, attraverso infinite petizioni alla Camera dei Deputati, di arrivare dapprima al diritto di voto a livello amministrativo, chiedendo che vengano estesi i diritti già esistenti concessi alle donne lombarde dal codice austriaco teresiano (già molto avanzato per l'epoca) fino alle proposte di riforma della legge elettorale che superassero il veto del censo e del genere. Ma, sottolinea Fiorenza Taricone, anche se il Partito Socialista sostiene posizioni in linea con le rivendicazioni femministe, la querelle del voto attraversava tutti gli schieramenti politici. Fra i protagonisti d'innomerevoli proposte e battaglie, durate anche per tutta la vita, ritroviamo Ubaldino Peruzzi (destra liberale), Salvatore Morelli (laico radicale), Anna Kuliscioff (Partito socialista), Anna Maria Mozzoni (area mazziniana e poi socialista). Ma nonostante l'ascesa al potere della Sinistra nel 1876 la riforma elettorale di Depretis non comprende le donne. Nel mondo dell'associazionismo, in risposta ai malesseri sociali e alla questione femminile, alla fine del secolo si formano a Milano due importanti associazioni che ricalcano la contrapposizione tra socialiste e liberali: da una parte l'*Unione femminile* (Presidente Ersilia Majno Bronzini) di area socialista e dall'altra il *Consiglio nazionale delle donne italiane* (Presidente Gabriella Spalletti Rasponi), di area liberale e mazziniana. All'inizio del nuovo secolo le donne costituiscono anche comitati pro-voto, prevalentemente urbani e collegati internazionalmente a organismi consimili. Nel 1906 una petizione stesa da Anna Maria Mozzoni, ormai

settantenne, come richiesta di un suffragio veramente universale vale a dire comprendente anche le donne, viene firmata da autorevoli esponenti del movimento tra cui Maria Montessori e Teresa Labriola. Discussa nel 1907 è affossata dallo stesso Giolitti che, pur a favore del voto amministrativo, ritiene il voto politico alle donne “un salto nel buio”; teme uno sconvolgimento negli equilibri di rappresentanza, essendo le donne ricattabili a livello familiare e religioso. Non è quindi un caso, sottolinea la Taricone, che il voto attivo a livello amministrativo sia considerato meno pericoloso e destabilizzante. L'Autrice mette bene in evidenza le dinamiche che nel Partito Socialista contrappongono i timori di un Andrea Costa o di un Filippo Turati sulla scarsa rappresentatività delle esigenze suffragiste di una fazione alto borghese sradicata dal contesto operaio. È la Kuliscioff, facendo propria la battaglia mozzoniana, a organizzare tra il 1906 e il '14 una vasta campagna di mobilitazione. La guerra sconvolge i tradizionali equilibri del panorama suffragista che si divide fra interventismo e pacifismo; alla fine della guerra viene presentata dall'on. Salandra una proposta per l'estensione del diritto di voto ai combattenti abbassando il limite di età a 18 anni, con la protesta di alcune associazioni; nel 1919 la legge Sacchi, che pure ammette le donne all'esercizio delle libere professioni e abolisce l'autorizzazione maritale, non riesce a ottenere il diritto di voto; poco tempo dopo come onda lunga una nuova proposta di legge intende allargare semplicemente a tutti i cittadini di ambo i sessi le leggi vigenti sull'elettorato politico e amministrativo. Il 19 settembre del 1920 la Camera approva, ma la legge non completa l'iter legislativo per le vicende di Fiume e lo scioglimento della Camera. Ancora nel '22 l'on. Modigliani ripresenta la proposta di legge sulla base di un solo articolo che avrebbe esteso alle donne le leggi vigenti sull'elettorato politico e amministrativo. Al parere contrario del governo, tutte le associazioni femminili appartenenti a diversi schieramenti politici inviano una nuova petizione sottolineando il ruolo della donna nella società, non solo come «educatrice nella famiglia e nella scuola», ma anche come «lavoratrice e contribuente». Da questo scenario emerge quindi non soltanto l'immagine comprovata di un impegno e di una militanza che interpreta lo slogan suffragista internazionale: *no taxation without representation*, ma anche che il diritto di voto amministrativo e politico, attivo e passivo delle donne, è il frutto dell'impegno assiduo di tutte le donne militanti. Il disegno di legge viene approvato nel maggio del 1925, ma non entra in vigore per l'estensione del regime podestarile a tutti i Comuni, in virtù del quale il podestà con decreto reale sostituisce consiglio comunale, giunta e sindaco. L'autrice sottolinea come l'impegno opportunistico di Mussolini nel diritto di voto alle donne anche se solo amministrativo e censitario, derivi sia dai suoi tra-

scorsi socialisti, sia da quanto già sancito dalla Carta del Carnaro in cui lo stesso D'Annunzio prefigura l'uguaglianza della donna nei diritti politici e civili. «La 'concessione' del voto amministrativo nel governo Mussolini, peraltro elitaria e accentuatamente per categorie, riprende quindi un discorso interrotto dal corso degli eventi, maturato in ambienti laico-socialisti, di cui lui stesso ha fatto parte» (p. 53).

Nel '28 la *Federazione nazionale pro-suffragio* si riorganizza in Fisedd (*Federazione per il suffragio e i diritti civili e politici delle donne*) presentando un memoriale sul nuovo codice penale. Ma nel '35 la presidenza della Fisedd è assegnata d'autorità a una rappresentante dei *Fasci femminili* di Mantova (Irma Arzalà) e la questione del suffragio femminile subisce una nuova battuta d'arresto all'approssimarsi della seconda guerra mondiale.

Nell'impegno civile e politico profuso della donne socialiste e di area, Fiorenza Taricone evidenzia come la dottrina marxista della lotta di classe e della dialettica oppressori-sfruttati, non preveda una questione femminile autonoma e come le donne militanti di partito, funzionarie, sindacaliste, contribuiscano a fondare non soltanto un modello teorico ma anche una doppia militanza, nel partito e nelle organizzazioni "femminil-femministe".

Secondo F. Taricone «l'associazionismo di area, cioè quello vicino al Partito, rappresenta il punto d'intersezione fra le masse femminili non politicizzate e l'élite delle donne che crearono organizzazioni stabili all'interno del partito». L'Autrice mette bene in evidenza nel terzo capitolo, come le militanti svolgano opera di mediazione di fronte ai timori della dirigenza maschile sulla tenuta dell'unità del Partito socialista rispetto alle istanze di un movimento femminile con leggi e necessità proprie. Diversa quindi la sua analisi che rivendica sempre un'azione mai rinunciataria, da quella di Anne-Marie Käppeli che afferma come, in alcune situazioni, le femministe socialiste, per paura di nuocere alla causa del proletariato, non osino manifestare i propri obiettivi femministi.

La differenza tra l'associazionismo operaio delle *Società di Mutuo Soccorso*, delle *Leghe* e delle *Cooperative*, caratterizzato da rivendicazioni economiche e salariali e l'associazionismo borghese rivolto ai diritti civili e politici, ha per l'Autrice alcune convergenze: per tutte le donne, l'associazionismo ha significato uscire sia dalle pareti domestiche sia dai tempi scanditi dal lavoro. In entrambi gli schieramenti il denominatore comune è la maternità: «La maternità, da ruolo e funzione esclusivamente privati, passò ad assumere valenze pubbliche e divenne la posta in gioco di molte rivendicazioni politico-sociali [...]» (p. 73). Le proposte per riqualificare una funzione sostanzialmente circondata di retorica sono la Cassa di Maternità per le operaie, l'equiparazione dei figli illegittimi con i legittimi (che si realizzerà

soltanto nel 1975), il diritto alla ricerca della paternità (vietata fin dal Codice napoleonico nel 1804, per 'preservare' gli uomini da possibili 'profittatrici') per le ragazze madri. L'associazionismo emancipazionista quindi per l'Autrice, costituisce la trama attraverso la quale le donne attuano un "femminismo pratico" soprattutto con la nascita dell'*Unione Femminile* (1898) che appoggia molte iniziative del movimento femminile socialista come la legge sul lavoro minorile e delle donne, seguita attentamente dalla Kuliscioff; all'*Unione Femminile* sono federate numerose altre associazioni: *Associazione Generale delle Operaie*, *La Società delle Piscinine*, per le bambine apprendiste che lavorano dalle dieci alle quattordici ore e che apre per loro un ricreatorio, le *Scuole preparatorie operaie* di Rebecca Calderini, che progetta gli *Ispettorati baliatici* dai quali nascono i *Consultori per lattanti* che passeranno poi all'*Opera Nazionale Maternità e Infanzia*. La fondatrice Ersilia Bronzini Majno rende l'*Unione* effettivamente rappresentativa delle lavoratrici superando lo stile "dame di carità", con l'elezione alla vicepresidenza di un'operaia e collegandosi alle *Camere del Lavoro*. Non solo istruzione e assistenza quindi gli obiettivi, ma anche un Ispettorato femminile nell'industria e la laicità della scuola. Attraverso vari periodici femminili partono campagne di denuncia sulla condizione femminile «in sintonia con molte delle iniziative socialiste come ad esempio sul divorzio». Come si legge, sono azioni trasversali, studiate e coordinate, spesso svincolate dalle logiche puramente partitiche, quali, secondo l'Autrice, l'intuizione delle socialiste sull'importanza crescente del ceto medio femminile in nome di un'alleanza interclassista allora osteggiata dal Partito. Vediamo così a cavallo tra i due secoli svilupparsi tutti i temi della modernità, molti dei quali dovranno arrivare fino agli anni '70 del Novecento per avere collocazione giuridica. L'Autrice mette in evidenza ancora un altro punto di convergenza tra le socialiste e le donne di formazione mazziniana e repubblicana: la laicità della scuola. La sezione romana dell'*Unione Femminile*, ad esempio, nata nel 1903 (che ha tra le sue affiliate anche la scrittrice Sibilla Aleramo) si occupa della terribile situazione sanitaria nelle campagne romane, colpite dalla malaria, dove un'apposita sezione cerca di aprire scuole rurali nell'Agro Romano.

La transizione a una nuova morale, sia tra le donne del Partito Socialista sia nel movimento femminile socialista, analizzata nel quarto capitolo, che superi la doppia morale nella famiglia e nella società si annuncia già per l'Autrice dalle pagine del periodico *Critica Sociale* diretto da Filippo Turati e Anna Kuliscioff. La stessa Anna Kuliscioff, Argentina Bonetti, Anna Franchi sono esempi di donne indipendenti capaci di decidere del loro avvenire: «donne nuove, politicamente impegnate, emancipazioniste e progressiste» afferma Tarico-

ne; pur non arrivando «all'equazione privato-politico» tipica del movimento sessantottino, testimoniano il loro vissuto anche attraverso opere autobiografiche nella costruzione pubblica del sé, insieme alla volontà di conquistare rilevanza nel partito e un'avanzata legislazione sociale per le donne. Nel quinto capitolo si esamina, tramite l'evoluzione che porta alla legge del 1902 sul lavoro delle donne e dei fanciulli della Kuliscioff, la priorità che le socialiste danno al tema del lavoro. Si sottolinea, da parte dell'Autrice, la condizione lavorativa delle donne considerate merce lavoro concorrenziale in senso negativo, in grado di abbassare il costo del lavoro. Il tema del lavoro è considerato dal Partito prioritario rispetto a quello della cittadinanza politica delle donne, tema quest'ultimo che produce frizioni fra Partito, organizzazioni femminili e associazionismo di area socialista. Soltanto nel 1900 in occasione del Congresso di Roma, il Partito Socialista inizia una seria campagna propagandistica per una legge sul lavoro di donne e fanciulli voluta dalla Kuliscioff. Alla fine del secolo, dalle colonne dell'*Avanti!*, si sviluppa su questo tema la discussione tra Anna Maria Mozzoni e Anna Kuliscioff. La prima, è timorosa che gli effetti di una legislazione protezionista soprattutto in materia di maternità e puerperio facciano passare le donne come operaie poco produttive, con conseguente perdita di posti di lavoro, come avviene in Inghilterra con il *Factory Act*. La seconda oppone i successi delle operaie tessili che per la medesima legge hanno conquistato la parità di salario, facendo anche riferimento all'arretratezza industriale dell'Italia e all'aumento dei profitti tramite lo sfruttamento di donne e fanciulli. Per la Kuliscioff è necessario conquistare alle donne una condizione di vita civile per la quale i socialisti combattono, contro al *laissez faire* del libero mercato. «La legge sul lavoro delle donne e dei fanciulli finiva per diventare uno scontro ideologico fra la parte democratico illuminista e operaista e quella socialista. I termini dello scontro sono certo quelli personali fra la 'contessa', come ironicamente la Kuliscioff chiama la Mozzoni, erede dell'emancipazionismo accesamente paritario di stampo illuministico e il socialismo riformista dell'ex rivoluzionaria russa Anna Kuliscioff [...]». La legge approvata nel 1902 rappresenta comunque la prima normativa che l'Italia unita dedica ai problemi del lavoro femminile ma, afferma F. Taricone, è anche un compromesso tra interessi industriali e politica liberal-conservatrice giolittiana: nulla viene stabilito sul licenziamento per matrimonio, né sulla parità salariale o sull'assistenza economica nel puerperio. Stabilisce il divieto dell'impiego delle donne nei lavori sotterranei, e delle minorenni nel lavoro notturno, fissando il limite di età a dodici anni per i minori. Attraverso poi la disamina da parte dell'Autrice, della prima grande inchiesta agraria dell'Italia unita, l'*Inchiesta agraria Jacini* (1881-1886) emerge dallo studio la condi-

zione delle contadine nella famiglia allargata ottocentesca e il passaggio alla proletarizzazione della famiglia contadina, che sulla via della modernizzazione sociale ed economica è stata fonte di grande precarietà per le donne. Alle terribili condizioni delle contadine si somma, afferma l'Autrice, nella famiglia mononucleare bracciantile, la mancanza di una rete familiare, che aggrava il sempre presente doppio lavoro delle donne, domestico e pubblico. Il punto di riferimento dell'organizzazione sindacale e politica del mondo contadino socialista è Argentina Altobelli, prima donna con Carlotta Clerici a essere nominata al *Consiglio Superiore del Lavoro*. La sua idea di sindacato, spiega l'Autrice, s'ispira ai valori di solidarietà ed è rivolto alla contrattazione.

Un paragrafo a parte è riservato al problema dell'alfabetizzazione e alle maestre socialiste. Si assiste nei decenni successivi a una progressiva entrata nel mondo del lavoro delle figlie della piccola e media borghesia con la scelta quasi obbligata del diploma da maestra. Il lavoro assume spesso come specifica F. Taricone il significato di una missione da parte di donne dedite al dovere, nubili, di comprovata moralità, ma soggette agli arbitri delle amministrazioni comunali, dalle quali dipendono, con una progressione di carriera e una paga inferiore ai colleghi; le maestre sono, molto spesso, donne sole e indipendenti, che arrivano nei comuni sperduti delle campagne o in zone montane soggette a maldicenze ostili, come nel caso di Italia Donati, suicida dopo un linciaggio morale, che nel 1886 occupa le pagine dei giornali dell'epoca. Esempio di maestra laica «che affrontava il suo lavoro come un apostolato sociale tra i diseredati» è Ada Negri. Le insegnanti socialiste, già ai primi del Novecento, organizzate in sindacati, sono, a giudizio dell'Autrice, «l'onda lunga dell'ambiguo femminismo italiano che rivendicava il voto e continuava a celebrare la missione e il sacrificio materno» (p. 137).

Nel sesto capitolo, il rapporto tra pacifiste e interventiste prende le mosse dallo sfatare il semplice binomio donne-non violenza, sottolineando che il contributo delle donne a quello che l'Autrice definisce settore militare-organizzativo, è frutto soltanto di studi recenti, uscito da un limbo in cui l'interventismo è stato sconfessato dalla tesi dell'innato pacifismo femminile. Al tradizionale coraggio, spirito di sacrificio, abnegazione di stampo patriottico risorgimentale legati alla sfera privata si sostituisce, secondo F. Taricone, nell'ambito dell'interventismo, un'immagine pubblica fondata sull'onore delle madri e delle vedove di guerra; un elemento di grande efficacia simbolica, oggetto di scambio politico poiché le madri e le vedove di guerra saranno ricompensate nel primo fascismo con il diritto di voto amministrativo reso inefficace dalla già citata riforma podestarile del 1926: «Il lutto per la patria non era più privatizzato fra donne in

gramaglie ma socializzato, anzi politicizzato e vissuto tra donne che talvolta legavano a richieste nuove come il sostegno finanziario per lo status di vedove o madri indigenti, ad altre di tipo emancipazionista o quanto meno protestatario» (p. 153). L'Autrice sintetizza anche le ragioni della cosiddetta guerra giusta per la quale la prima guerra mondiale è la continuazione della guerra risorgimentale, cui aderiscono molte emancipazioniste, come Anna Franchi. La disamina dell'interventismo femminile nella Grande guerra sradica quindi per l'Autrice, la tesi stereotipata dell'innato pacifismo femminile e vede le donne avanzare precise richieste di tipo risarcitorio sulla base di tre elementi fondanti: il diritto di cittadinanza, il patriottismo, la nozione di guerra giusta. Il Partito Socialista che continua a sostenere la non belligeranza a differenza dei socialisti tedeschi e francesi, vede la componente femminile spesso aspramente contrapposta nel tentativo di coniugare interventismo, nazionalismo e patriottismo; la figura emblematica è Teresa Labriola, figlia del filosofo marxista Antonio. Mentre per le emancipazioniste-interventiste infatti i concetti di cittadinanza e quello di amor patrio si fondono senza contraddizioni, per le emancipazioniste pacifiste, in maggioranza socialiste, i due concetti rappresentano una contraddizione. Oltre all'antimilitarismo socialista, esse si considerano cittadine del mondo, la patria è quindi un ideale inconsistente. Ma anche le emancipazioniste non socialiste devono fare i conti con una patria che non le riconosce anche all'interno della famiglia, dove regna la patria potestà; sono realisticamente delle suddite insieme ai figli, vincolate all'indissolubilità del matrimonio e per effetto della *patria potestas* sono in un certo modo anche espropriate della maternità tanto celebrata. Sicuramente, afferma F. Taricone, durante la prima guerra mondiale «le donne hanno avuto la consapevolezza che non si combatteva più solo nelle trincee, ma tutto concorreva», come dimostrava l'importanza di un fronte interno civile basato sulla femminilizzazione di molti lavori. Ma, specifica l'Autrice, mentre «il desiderio di protagonismo si coniugava benissimo con un'attività intellettuale a favore della guerra», dall'altro lato «i bisogni governativi e quelli delle classi popolari si fusero in una falsa comunanza»; alla fine della guerra molte lavoratrici, con appositi provvedimenti, devono lasciare i posti di lavoro che hanno occupato durante il conflitto.

L'Autrice nel settimo capitolo completa il quadro rileggendo le scelte di Angelica Balabanoff, Margherita Sarfatti e Leda Rafanelli in rapporto a Mussolini e al fascismo. La prima, autrice di vari testi fra cui *di Lenin visto da vicino*, in gran parte autobiografico, intrattiene con il giovane Mussolini un rapporto pedagogico da maestra ad allievo; un legame che finisce con l'ingratitude profonda di Mussolini; Margherita Grassini Sarfatti, colta e raffinata, diventa autrice del

best seller agiografico *Dux*, ma viene poi perseguitata dalle leggi razziali che non tengono affatto conto del suo passato ruolo culturale e sentimentale; infine Leda Rafanelli, misticheggiante e anarchica, che fa notare a Mussolini come non sia dignitoso parlare di un'amante che è, appunto, Margherita Grassini Sarfatti.

Livia Napoleoni

GABRIELE CARLETTI, *O cattolici col papa o barbari col socialismo. L'antisocialismo in Italia (1849-1899)*, Collana Castore e Polluce, Napoli, Guida editori, 2019, pp. 301.

Contro «la nefanda dottrina del Comunismo» che, se ammessa, sconvolgerebbe «dal fondo la stessa società umana», Pio IX si espresse fin dalla prima enciclica del suo lungo pontificato, la *Qui pluribus*, promulgata il 9 novembre del 1846, durante la fase ascendente della costruzione della sua icona di papa liberale e nazionale. Fu un attacco, quello mosso in maniera indistinta da papa Mastai Ferretti nei confronti delle moderne ideologie politiche e sociali ritenute l'esito naturale del razionalismo filosofico di matrice protestante, che pur collocandosi nel sentiero tracciato dai suoi predecessori, destò non poche perplessità in quanti avevano riposto le proprie speranze politiche nel nuovo pontefice, ma che – sulla scorta della recente indagine di Ignazio Veca (*Il mito di Pio IX. Storia di un papa liberale e nazionale*, Roma, Viella, 2018) – andrebbe letto all'interno di quel processo di azione e reazione, intrapreso dopo l'*Editto del perdono*, con l'intento di operare dei pseudocambiamenti sulla base di compromessi e di una mobilitazione controllata dei sudditi.

Impedire che le nuove «pestifere» dottrine attecchissero nella società italiana costituì – ha evidenziato Gabriele Carletti nel suo recente saggio – «l'obiettivo costante» della Chiesa per tutta la seconda metà dell'Ottocento, impegnata in una battaglia senza tregua a protezione della religione cattolica contro le istituzioni liberali e «gli esecrandi sistemi del nuovo Socialismo e Comunismo» (Pio IX, *Nostis et nobiscum* dell'8 dicembre 1849). Una battaglia che coinvolse anche Antonio Rosmini, a cui Carletti dedica un'attenta ed articolata ricostruzione delle diverse fasi che – tra condanne e assoluzioni fino alla definitiva riabilitazione suggellata, il 1° luglio 2001, dalla *Nota* della Congregazione per la Dottrina della Fede sul valore dei suoi decreti dottrinali – lo vide contrapposto alle autorità ecclesiastiche e ai padri della Compagnia di Gesù. Nel 1849 l'abate roveretano pubblicò, infatti, il *Saggio sul comunismo e socialismo*, letto nell'autunno del '47 all'Accademia dei Risorgenti di Osimo, in cui se da un lato si erse a strenuo difensore del liberalismo, «sistema di diritto e insieme di poli-

tica il quale assicura [...] le giuridiche libertà», dall'altro stigmatizzò «le mostruose utopie» dei socialisti e dei comunisti (termini usati in modo sinonimico!), inconciliabili sia con i principi liberali che con i valori del cattolicesimo. È sorprendente – rimarca però Carletti – come Rosmini non avvertisse i bisogni reali che emergevano dalla società industrializzata e restasse «sostanzialmente indifferente» verso le dinamiche di giustizia sociale in favore delle classi indigenti di cui i socialisti e comunisti, anche non senza contraddizioni si facevano carico. Da questo punto di vista il *Saggio* «risulta privo di forza costruttiva» perché in esso il Roveretano non comprese che non fosse sufficiente confutare le teorie socialiste, ma occorresse anche «elaborare e proporre una propria soluzione politica della questione sociale, alternativa a quella socialista» (pp. 70-71).

All'indomani del biennio rivoluzionario 1848-49, nonostante in Italia il pericolo rosso non si mostrasse reale e imminente, la Chiesa fomentò una virulenta campagna pubblicitica nei suoi confronti ispirata non solo a ragioni teologiche e dottrinali quanto, soprattutto, a motivazioni di ordine sociale e politico tese a conquistare prestigio presso una classe borghese e a rivendicare il ruolo di unica vera guida spirituale e politica del Paese. Capofila del partito reazionario fu *La Civiltà Cattolica*, l'organo ufficiale dei gesuiti che instaurò con Pio IX un legame solido e privilegiato, attestato dai brevi *Dilectis Filiis* del 1852 e *Gravissimum Supremi* del 1866 con il quale il pontefice istituì «perpetuamente» il Collegio degli Scrittori della Civiltà Cattolica con lo scopo di «impiegare tutta la loro opera, l'attività e lo zelo nel produrre e pubblicare scritti per la difesa della religione cattolica e di questa Santa Sede». Si trattò di un'offensiva violentissima, sferrata per oltre un trentennio contro le correnti socialiste, anticlericali, liberali e conciliatoriste che determinò non solo una profonda lacerazione tra i cattolici, ma anche un graduale isolamento internazionale della Santa Sede, arroccata quasi esclusivamente a salvaguardia della propria sovranità temporale e, successivamente, ad alimentare la diatriba sulla questione romana.

In tale contesto la maggioranza dei cattolici italiani si mostrarono per lo più indifferenti verso le problematiche sociali su cui, invece, focalizzarono l'attenzione, nei loro diversi orientamenti, i movimenti cattolici europei. Persino quando, nel corso degli anni Ottanta, la questione sociale si manifesterà in tutta la sua drammaticità anche in Italia, la pubblicitica cattolica antisocialista non addurrà nuovi approcci rispetto al vecchio schema critico-interpretativo della metà del secolo, imperniato sull'inconciliabilità tra le dottrine socialiste e comuniste e quella cristiana, e sulle accuse rivolte alla classe operaia di voler conseguire una felicità tutta terrena a discapito della salvezza della vita eterna. Non sfuggì a questa lettura neppure la *Rerum*

novarum, considerata da Pio XI la *Magna Charta* della dottrina sociale della Chiesa, promulgata da Leone XIII il 15 maggio 1891, dopo un processo redazionale durato quasi un anno. L'insegnamento cristiano di cui è interprete e custode la Chiesa – affermò infatti papa Pecci reiterando la propria condanna alle tesi e ai progetti politici socialisti e comunisti – è il solo in grado di «conciliare e mettere in accordo fra loro i ricchi e i proletari, ricordando agli uni e agli altri i mutui doveri incominciando da quello imposto dalla giustizia».

Il volume si chiude con una disamina, ricca di spunti critici, sull'antisocialismo e sull'itinerario politico e religioso di tre personalità di spicco della Chiesa di *fin de siècle* – il gesuita Carlo Maria Curci, fondatore e primo direttore de *La Civiltà Cattolica*, Geremia Bonomelli e Giovanni Battista Scalabrini, vescovi rispettivamente delle diocesi di Cremona e di Piacenza – tutti esponenti dell'intransigentismo cattolico prima di abbracciare con convinzione le posizioni conciliatoriste. Dopo l'ostilità dei decenni precedenti, chiude Carletti, la Chiesa si avviava ormai verso una soluzione conciliatorista, proponendosi come il più fidato alleato dello Stato contro le minacce di sovvertimento sociale promosse dai partiti socialisti. Un'alleanza, quella tra le istituzioni statali e la Chiesa di Roma, che nel frattempo si stava trasformando da forza di opposizione a fattore di conservazione del sistema, «dalla connotazione anche antisocialista che avrà modo di consolidarsi ancor più agli inizi del Novecento e che risulterà addirittura vincente nel corso del secolo (pp. 290-291).

Fabio Di Giannatale

MARCO SEVERINI, *Il circolo di Anna. Donne che precorrono i tempi*, Fermo, Zefiro Editrice, 2019, pp. 157.

Nel 2019 a Senigallia, organizzato da Lidia Pupilli, vice Presidente dell'Associazione di Storia Contemporanea, con il Patrocinio del Centro Cooperativo Mazziniano Pensiero e Azione e l'Associazione Mazziniana Italiana di Senigallia, si era svolto il Convegno *Uomini dalla parte delle donne*; Marco Severini aveva titolato il suo intervento *Tre padri per una legge sulle donne Sandrini, Sacchi, Mortara*, illustrando il ruolo che i tre parlamentari avevano avuto nell'elaborazione, gestazione e finalmente approvazione di una legge fondamentale per l'emancipazione femminile; una legge apripista sulla capacità giuridica della donna, datata 1919, da cui sarebbero scaturiti mutamenti consistenti per la condizione sociale e politica delle italiane; prima ancora dell'esercizio delle libere professioni, riconosciuto finalmente alle laureate che volevano esercitare l'attività per cui avevano studia-

to e diventare quindi Ingegnere, Architetto, Avvocato, Medico, Notaie, ancora più determinante si sarebbe rivelata l'abolizione dell'autorizzazione maritale. I tre uomini rievocati in quell'occasione da Marco Severini meritavano quindi giustamente il titolo dato al Convegno, ma l'Autore de *Il circolo di Anna*, di cui qui si tratta, ha intrecciato spesso nei suoi precedenti studi percorsi di vita politici e privati di donne alle prese con la conquista della cittadinanza nell'Italia liberale, con quelli maschili; uomini talvolta alleati, talvolta misogini. Si ricorda, per necessità di sintesi, solo il libro che ricostruisce la storia delle prime dieci elettrici che nel 1906 ebbero riconosciuto dalla Corte d'appello di Ancona presieduta da Ludovico Mortara il diritto di voto politico, successivamente annullato dalla Cassazione.

Chi erano le donne del circolo di Anna? Quelle che, come ricorda Marco Severini nella *Premessa*, sono state capaci di anticipare i tempi, oltre alla capostipite, Anna Maria Mozzoni. Donne che hanno fatto squadra, esigenza di cui si parla molto in questi tempi di rendiconto per una democrazia che nell'orizzonte paritario, è più formale che sostanziale. L'arco temporale di queste protagoniste e delle loro vicende è, necessariamente direi, vasto ed eterogeneo, perché le donne che rivendicavano la libertà personale e i diritti hanno attraversato i secoli. Apre il "circolo" Margherita Sparapani, vissuta fra Settecento e Ottocento; Rosa Califronia, autrice di una *Breve difesa dei diritti delle donne*, pubblicata alla fine del XVIII secolo, la definisce esperta di musica e disegno, poliglotta, e preparata anche nelle discipline scientifiche. Sposata, caso non infrequente, a un uomo travolto dai debiti e dichiarato inabile, si ritrova giovane erede di un cospicuo patrimonio; a Roma il principesco Palazzo Gentili diventa uno dei centri della mondanità capitolina. La sua esistenza è costellata di viaggi e come scrive l'Autore «la scelta odeporeica e la relativa narrazione aprono alla donna spazi inediti di libertà, d'indipendenza e di superamento dell'abituale dimensione domestica» (p. 13). Il diario del viaggio in Italia rivela acutezza di osservazione, spirito aperto e cosmopolita e assoluta libertà di giudizio.

La seconda è una figura in un certo senso antitetica alla prima, perché dopo aver superato la soglia dei sessant'anni diventa una custode fedele della memoria del marito, Lucien Bonaparte, in gioventù legato al patriota Pasquale Paoli e poi sostenitore di Robespierre; evidentemente un contro altare del marito di Margherita Sparapani. «Sola e senza alcun aiuto da parte delle personalità transalpine cui pure si è rivolta, Alexandrine intraprende un lungo lavoro di riabilitazione della figura del consorte che, sulla scorta anche di documenti personali non utilizzati da Thiers, dà luogo a una pubblicazione, *Appello alla giustizia dei contemporanei del defunto Luciano Bonaparte, in refutazione delle asserzioni del sig. Thiers nella sua Storia del Con-*

solato e dell'Impero, 1845». Un giallo circonda la sua scomparsa avvenuta all'età di 77 anni, nella villa italiana di Senigallia che i coniugi avevano acquistato, probabilmente a causa di un copioso carteggio, contenente forse la prova della dubbia paternità di Napoleone III, nato dal rapporto fra Napoleone I ed Ortensia Beauharnais; questa aveva poi sposato Luigi, l'altro fratello dell'Imperatore. Il carteggio, depositato presso il notaio, viene recuperato, portato in Francia e consegnato a Napoleone III, ma della documentazione purtroppo si sono perse le tracce.

Dalla Francia all'Italia, ma anche viceversa, come nel caso della *princesse* Cristina di Belgiojoso, figura scampata all'oblio quasi totale che ha circondato tante donne del Risorgimento, e una delle poche celebrate e studiate nel 2011, anniversario dell'Unità d'Italia. Difficile del resto ignorarne la statura, non solo patriottica, ma anche politica e culturale. La separazione dal marito, possibile a Milano in territorio asburgico, per una giovane di famiglia aristocratica, le consente di crescere autonomamente e di dedicarsi a interessi culturali e patriottici. L'unione era durata solo quattro anni, anche perché il marito, come scrive l'Autore, era sì un patriota, versato nella scherma, equitazione, danza e canto, ma anche un frequentatore assiduo di donne. Fra i due rimangono buoni rapporti, ma Cristina contrae da lui la sifilide, al tempo incurabile. La malattia contribuì al pallore aristocratico della carnagione, che accresceva il suo fascino, reso ancora più famoso dal ritratto del pittore Hayez. Cristina, nonostante le convinzioni liberali e la fiducia nella monarchia per l'unità italiana, contribuisce economicamente alle prime imprese mazziniane in Savoia. In seguito nei salotti parigini, aderisce alle idee sansimoniane e a quelle del socialismo utopista in particolare di Victor Considérant e Fourier; tenta poi di realizzare, su questa scia, dopo il 1840, nei suoi possedimenti lombardi esperimenti riformisti, migliorando le condizioni di vita dei contadini e delle donne in particolare. Il 1848 la vede fra le protagoniste da nord a sud; dopo la sconfitta della Repubblica romana, s'imbarca da Civitavecchia con la figlia di cui non rivelò mai la paternità, e una governante, per l'Oriente. I *Souvenirs dans l'exil*, 1850, sono il frutto letterario, come scrive M. Severini, «con cui affronta un genere tradizionalmente maschile come il diario di viaggio» (p.33). In Oriente nuovamente mette in atto esperimenti di una tenuta agricola «ispirata a criteri riformisti». Ma all'attivismo politico Cristina aveva sempre unito lo studio e la scrittura testimoniati da articoli su giornali, di cui uno da lei stessa fondato, e libri come la prima traduzione in francese della *Scienza Nuova* di Vico, nel 1844, e due anni prima *l'Essai sur la formation du dogme catholique*. Negli ultimi anni firma opere di carattere socio-politico come *Osservazioni sullo stato attuale dell'Italia e sul suo avvenire*(1868), una sorta di diziona-

rio della politica, *Sulla moderna politica internazionale* e un saggio profetico su Nuova Antologia, dal titolo *Della presente condizione delle donne e del loro avvenire* (1866). Conclude Severini: «A lungo dimenticata, la prima donna d'Italia, definizione del suo amico Carlo Cattaneo, cade in oblio [...], Mazzini ha scritto che la Trivulzio meritava molta stima e molto affetto per patrio zelo, per doti d'intelletto, per sincerità d'opinioni proprie e per tolleranza delle altrui. I milanesi le hanno dedicato una via in periferia, oltre il cavalcavia delle autostrade. Si poteva fare meglio e di più» (p.35).

Di nuovo, alla solitudine affettiva di Cristina di Belgiojoso, che vivrà la sua vita in compagnia della figlia, si alterna il racconto privato e insieme politico dell'ex triumviro della Repubblica romana, Carlo Armellini, e della moglie Faustina Bracci, pittrice e miniaturista. Mentre il patriota s'imbarca diretto in Belgio con il figlio e la nuora, la moglie resta a Roma, affrontando la dura reazione pontificia e rileggendo via via il loro carteggio. Nel 1853 riescono a incontrarsi di nuovo a Torino, per un mese: lui ha ormai 77 anni, lei, 68. Pochi anni dopo, Faustina, che Severini definisce la bussola della famiglia, muore; nel 1857, Carlo la ricorda così ai figli: «Sogno perpetuo delle mie notti, aspirazione continua di un'assenza forzata di là dei mari e dei monti; era scritto di non più rivederci, e che tutte le illusioni di ulteriori consolazioni dovevano fra poco dileguarsi, come un vapore e un'ombra»(p.43). Il giallo delle carte Armellini ha trovato una soluzione non moltissimi anni fa. Un libraio romano ricorda a un giovane ricercatore di aver venduto l'archivio del triumviro all'Archivio di Stato di Roma; ricevuto il permesso, il ricercatore ritrova nelle mansarde le carte Armellini che contengono nei faldoni anche le lettere di Faustina Bracci.

Alle drammatiche vicende della Repubblica cui, fra i tanti meriti spetta anche quello di aver prodotto una Costituzione molto in avanti rispetto ai tempi, in parte premonitrice di quella attuale, appartiene di diritto Colomba Antonietti, sposata giovanissima per scelta all'ufficiale Porzi. Il matrimonio cui si opponevano le famiglie, viene celebrato nel 1846, in stile manzoniano, come scrive l'Autore. A Roma, dove vanno poi a vivere, nel quartiere Trastevere, maturano convinzioni sempre più democratiche; Colomba combatte vestita da uomo con la divisa militare per difendere la Repubblica romana, e collabora anche con il servizio di soccorso ai feriti nelle ambulanze, sorta di ospedale da campo, coordinato da Cristina di Belgiojoso. Un volontario olandese narra la sua morte colpita da una palla di cannone; nel 1939, sulla scorta del diario del padre barnabita Carlo Giuseppe Vercellone le spoglie di Colomba Antonietti vengono individuate nella chiesa di San Carlo ai Catinari a Roma e poi trasportate nell'ossario del Gianicolo. Nel libro di Marco Severini si rintracciano

notizie preziose di donne che nella prima Italia unitaria hanno cercato di farsi ascoltare, dal 1848 fino ai plebisciti. Nel 1870 giovani donne di età inferiore ai 21 anni, residenti all'estero quindi soggetti esclusi dal diritto di voto vengono più o meno legalmente incluse nei verbali finali. Ma le donne si mobilitano ancora prima, scrive l'Autore, per i plebisciti nel 1860: scrivono, fanno offerte patriottiche, costituiscono seggi separati che non hanno alcun valore legale, stazionano nelle assemblee elettorali o accompagnano mariti al voto, benché i codici morali dell'epoca ritengano tale presenza femminile scandalosa e perturbante (p.54). Due di loro vengono ammesse al voto: la prima, Marianna De Crescenzo, detta la Sangioiannara, perché vive nel quartiere dei pescatori di San Giovanni a Teduccio. Marianna gira armata, accoglie Giuseppe Garibaldi al suo ingresso; insomma un'eroina popolare cui viene concesso eccezionalmente per meriti patriottici, in deroga a un suffragio esclusivamente maschile, di votare nell'urna; l'altra donna è Maria Alinda Bonacci Brunamonti, nata a Perugia; il padre era un docente aveva curato personalmente l'istruzione della figlia. Nell'autunno del 1860 la poetessa diciannovenne diventa protagonista del voto; Maria Alinda si presenta a votare per sua scelta, grazie all'autorizzazione del presidente del seggio. La tradizione popolare non confermata sul piano documentario racconta che il suo ingresso nella cabina elettorale sia stato facilitato dagli abiti maschili.

Il cuore delle pagine del libro è dedicato alla figura di Anna Maria Mozzoni, prima donna a scrivere nel 1871 sul settimanale fondato da Giuseppe Mazzini, *La Roma del Popolo*. Nata in una famiglia lombarda nel 1837, colta e benestante, Anna Maria legge e scrive molto; fin da giovane la sua formazione illuminista s'intreccia con forti influenze dell'utopismo socialista francese e del pensiero progressista di Giuseppe Mazzini, Cesare Beccaria, e Salvatore Morelli. Marco Severini ricorda il nucleo fondamentale delle sue battaglie condotte attraverso articoli, libri, petizioni, partecipazione a convegni in Italia e in Francia, comizi pubblici. «In questo come su altri temi scrive l'autore, Annamaria rivela una superba capacità di fare squadra, di creare un circolo di donne tenaci, acculturate, decise a rivendicare i diritti femminili contro le ottuse, intransigenti chiusure della società italiana del tempo» (p.63). Di lei, viene ricordata anche la polemica con la socialista Anna Kuliscioff, riguardante la legge sul lavoro delle donne e dei fanciulli e in senso più lato, la diffidenza verso la tutela che poteva sospingerla di nuovo in ambienti casalinghi, lontani dalla consapevolezza dei diritti. Moltissime delle sue energie sono dedicate alla conquista del voto sia amministrativo e politico, attraverso un impegno faticoso, la creazione di apposite leghe, e il coinvolgimento di forze politiche e partiti; la petizione più numerosa fu quella sottoscritta

da 10.000 persone nel 1906, patrocinata dal repubblicano Mirabelli. Come per Cristina di Belgioioso l'Autore ricorda una richiesta toponomastica fatta nel 1987 da Arturo Colombo che reclamava una via per la Mozzoni. Solo sette anni dopo, nel 1994, le viene intitolata una via in un nuovo quartiere milanese che incrocia l'arteria intitolata alla Kuliscioff.

Lo scritto dedicato a Giulia Berna, riassume in gran parte le vicende comuni a molte donne dopo l'unità le quali, diplomate alla scuola normale, diventano maestre. Anche Giulia come moltissime altre, insegna in varie frazioni e dopo il matrimonio Giulia chiede una sede consona ai suoi compiti di madre; la burocrazia la costringe a districarsi fra decreti e disposizioni. Non rinuncia a lottare e per giunta gli abitanti delle varie frazioni dove insegna commentano in modo malevolo le sue gravidanze. Dopo varie peripezie Giulia insegna a Senigallia fino alla pensione, ma tra il 1906 e il 1907 conosce, oltre a tante traversie anche momenti di notorietà, perché diventa insieme a sue nove colleghe, una delle prime elettrici italiane ed europee. Giulia, infatti, fa parte di quelle prime 10 elettrici di cui Marco Severini ricostruisce la storia nel libro citato all'inizio.

Nel capitolo intitolato *L'intuizione di Rosa*, il personaggio di cui si parla è la sarta socialista, femminista e pacifista, Rosa Genoni, che ha svolto un ruolo molto singolare nella storia del Made in Italy e quindi dell'imprenditoria. Intendeva fare della moda milanese un settore produttivo di successo, come la Francia. Certamente non può dirsi una privilegiata: è, infatti, la primogenita di 18 figli, nati da un calzolaio e da una sarta. Negli anni in cui cresce, la Lombardia è già attiva nel settore della moda, ma le donne erano impiegate prevalentemente come operaie, tessitrici, ricamatrici, tuttofare. Rosa prende la licenza elementare alle scuole serali, politicamente ha le idee chiare e appena diciottenne parte con la delegazione del Partito Operaio Italiano a Parigi per partecipare a un congresso internazionale sulle condizioni di lavoratori; a Nizza, dove intende fare esperienza come sarta, viene messa alla prova con un manichino e confeziona sul momento un abito che trova subito compratrici. Nella capitale francese inizia a pensare alla possibilità di creare una moda italiana, ispirandosi ai dipinti del Rinascimento. Non abbandonerà mai comunque l'impegno politico assieme al ruolo creativo; per 27 anni sarà anche docente di *Storia del costume* in scuole professionali femminili e autrice di volumi sull'argomento. Veste attrici famose e ottiene premi anche all'Esposizione di Milano nel 1906; la prima guerra mondiale la vede impegnata nel fronte pacifista e rappresenta l'Italia nel 1915 alla *Womens' International League for Peace and Freedom* all'Aja. Rosa fa il suo intervento in francese, propone una revisione dei testi di storia eccessivamente militaristi, di boicottare i giocattoli

che rappresentano armi e di istituire accanto al Ministero della guerra quello per la pace. Viene segnalata come disfattista e con il fascismo Rosa si ritira in Liguria insieme al marito. In pieno regime pubblica i tre volumi sulla *Storia della moda attraverso i secoli*. Il suo impegno politico assume un'altra veste: invia una lettera al presidente della Corte d'assise nel 1947 nella quale riporta la confessione fatta al marito da Amleto Poveromo, dell'uccisione materiale di Giacomo Matteotti.

Alla professione sudata dell'avvocatura è dedicato il capitolo su Elisa Comani; la prima donna che aveva chiesto di essere ammessa all'avvocatura era stata la piemontese Lidia Poet, laureata a Torino con una tesi sul femminismo; dopo due anni di pratica legale richiede l'iscrizione nell'Albo degli avvocati, bocciata definitivamente nel 1884 dalla Cassazione. La legge n. 1776 che offre la possibilità definitiva per le donne di esercitare l'avvocatura, consente a Elisa Comani, nata a Bergamo nel 1893, poi trasferita nelle Marche per completare gli studi, di diventare la prima donna avvocatata. Dopo essersi iscritta nel giugno 1918 all'Albo dei procuratori di Ancona e cancellata in seguito a un ricorso, viene confermata dalla legge del 1919. Elisa debutta al tribunale di Ancona difendendo un soldato accusato di codardia, come lei stessa ricorda sulla rivista «La donna»; si ritrova addosso tutti gli occhi e mille sguardi inclementi che la fanno vacillare sotto il peso della grave responsabilità, davanti a un pubblico quasi morboso, e prevalentemente femminile che voleva giudicare se la donna aveva meritato meno di essere ammessa all'avvocatura. Elisa aderisce al socialismo riformista, diventa esperta di Diritto del lavoro e sostiene l'emancipazione femminile; già sposata, si lega all'avvocato Malintoppi e per ottenere il divorzio si trasferisce a Fiume, perdendo sia la cittadinanza italiana sia l'iscrizione all'Albo; dopo l'annessione di Fiume all'Italia nel 1924 può rientrare, sposarsi e ottenere di nuovo l'iscrizione all'albo.

Due coraggiose sarte anconetane, Irma Baldoni Di Cola, detta Mimma e Alda Renzi Lausdei sono ricordate come 'salvatrici', dopo le conseguenze drammatiche dell'armistizio annunciato da Badoglio. Nel giro di una settimana i tedeschi avevano fatto prigionieri 12.000 soldati italiani, ponendoli di fronte all'alternativa di entrare nelle loro file o essere deportati nei campi di lavoro in Germania; Alda in particolare progetta un piano per far evadere quanti più soldati possibile e chiede l'aiuto delle altre, esponendo il da farsi: «Dobbiamo rimediare tute da lavoro, fare cappelli di carta da imbianchini, trovare abiti civili. Io li porterò dentro la caserma, e li darò ai soldati. Questi in un modo o nell'altro usciranno». Tutte si mettono a lavorare senza sosta e travestono i militari nelle maniere più disparate: chi da donna, da suora, da prete, da frate o da lavoratore. Le sarte, come scrive

l'Autore, danno vita a un'operazione di salvataggio collettiva. A un certo punto i nazifascisti, dopo aver scoperto la manovra, bloccano ogni via d'accesso alla zona, ma grazie al piano delle due sarte e di tante altre donne, almeno 4000 persone riescono a salvarsi.

Nelle pagine successive, il libro di Marco Severini sposta l'attenzione su figure femminili che hanno acquisito il diritto di eleggere ed essere elette, con le prime elezioni amministrative tra la primavera e l'autunno del 1946. Una terna, di cui la prima della penisola a indossare la fascia tricolore è Ninetta Bartoli, cinquantenne, eletta sindaca di Borutta piccolo comune in provincia di Sassari. A seguire, Caterina Tufarelli, laureata in Giurisprudenza all'Università di Napoli, eletta per la Democrazia Cristiana a San Sosti, in provincia di Cosenza. Terza, Ada Natali, maestra marchigiana di Massa Fermana, figlia di un sindaco socialista ridotto in fin di vita dalle squadre fasciste, eletta per il Partito Comunista e poi passata nel '48 in Parlamento.

Il libro si avvicina alla conclusione con una protagonista che si chiama Anna Maria come la Mozzoni, cioè Anna Maria Benedetti, crocerossina, appartenente a una famiglia della nobiltà antica di Senigallia. Nel 1936 viene nominata infermiera volontaria e ottiene l'attestato di medicina tropicale, partendo per la sua prima missione in Africa orientale poco dopo. Anna Maria, detta Nina, è una donna austera, discreta, di solidi principi, di grande umanità, ma anche di grande preparazione tecnica. La sua notevole esperienza fa sì che le venga assegnato il ruolo di Ispettrice della Croce Rossa in Piemonte dove conosce la marchesa Irene di Targiani, che insieme alla principessa Maria José resiste ai tentativi di fascistizzazione messi in atto da Mussolini. Anna Maria Benedetti compie missioni in Africa orientale, in Spagna in Albania, in Russia e quando viene annunciato l'armistizio si trova in un ospedale ricavato in un albergo sulla baia di Saint-Tropez; lì, i tedeschi impongono la consegna delle armi, seguita da settimane di rigida sorveglianza; ai ricoverati viene chiesto di scegliere tra continuare la guerra a fianco dei tedeschi o lavorare per loro. La destinazione per tutti sembra essere la Polonia, ma dopo aver fatto tappa presso un manicomio, luogo dove, come ricorda, regna la massima sporcizia, le volontarie vengono rimpatriate; erano riuscite a dimostrare che il loro impegno era umanitario e non di ruolo, come gli ufficiali che invece vengono trasferiti in un campo. Una volta rifornite di una sacca che contiene una coperta, pane muf-fito, formaggio e una mela, le crocerossine arrivano a Torino di notte in pieno coprifuoco; Anna Maria può finalmente ripartire per la sua città natale, Senigallia, ma il viaggio di ritorno è pieno di incognite. «L'ultimo tratto l'ho fatto parte nello sgabuzzino del frenatore di un treno di carbone e parte in un camion tedesco» (p. 133). Arrivata a

casa, trova una situazione delicatissima, perché i tedeschi hanno occupato la città sottoposta anche ai bombardamenti alleati. Il momento più difficile arriva con il passaggio del fronte che ha conseguenze drammatiche: i tedeschi requisiscono alla popolazione tutto ciò che ha valore, i bombardamenti colpiscono le città principali, le località costiere, gli insediamenti industriali; la terribile realtà dei campi d'internamento, deportazioni e concentramento riguarda un abitante su tre; la realtà è quella di una mobilità incontrollata con migliaia di prigionieri che scappano dai campi, l'esodo dai centri urbani, i combattimenti, le morti causate dagli scontri fra partigiani e nazifascisti; la somma infinita di privazioni, sofferenze e distruzioni provocate dal transito dell'occupazione tedesca spinge un medico chirurgo ad allestire un comitato di pronto soccorso per trasportare feriti, partorienti e cibo al nosocomio. Tra i volontari c'è ancora Anna Maria Benedetti. Il comitato viene sciolto il 14 agosto 1944, dieci giorni dopo che Senigallia è stata liberata dai polacchi. Nina continua ancora lavorare come capo infermiera al Centro Ortopedico di Bologna e solo nel 1957 riceve un attestato dei servizi prestati.

Il volume termina con la figura di Carlina Calcatelli, che ha dedicato tutta la sua esistenza all'attività politica sindacale. Nata nel 1920, era la primogenita del calzolaio Carlo, iscritto al Partito Socialista e di Diana Giovanelli, lavorante di cucito e simpatizzante comunista. Le convinzioni politiche dei genitori antifascisti, laici e socialisti causano alla famiglia non pochi problemi durante il ventennio fascista. Con l'ingresso dell'Italia nella seconda guerra mondiale i pochi nuclei antifascisti vengono sottoposti a ulteriori controlli; i familiari sono privati dei generi alimentari e Carla è costretta dal padre a fare a meno anche della sua bicicletta, che viene barattata con la farina; inoltre i fascisti si presentano sistematicamente in casa per requisire tutto ciò che trovano, tra le prime cose l'apparecchio radio, requisito con l'accusa di ascoltare Radio Londra. Nella primavera del '44, Carla viene catturata assieme ad altre donne, per spingere gli uomini a uscire allo scoperto, ma riesce a fuggire: vive per oltre due mesi nei rifugi sotterranei cercando di trovare cibo per tutti e correndo gravi rischi. Subito dopo la liberazione, intraprende la carriera politica a Corinaldo e si scrive al Partito Socialista di Unità Proletaria. Carla frequenta scuole di partito sindacali prevalentemente a Roma, e per le amministrative del 1946 tiene comizi nelle varie frazioni di campagna. Per le politiche del 1948, tutte le sere Carla trasmette un giornale parlato, «la cui preparazione impegnava parecchie ore della mia giornata poiché dovevo sempre seguire gli ultimi avvenimenti politici per farne il commento che veniva trasmesso con un altoparlante sulla piazza principale del paese ed era seguito da molta gente; giornali parlati di altri partiti venivano trasmessi a poca distanza e la gente si

spostava dall'uno all'altro» (p.140). Nel 1949, si sposta a Torino ed entra nella Federazione del Partito Socialista; passa al sindacato tessile prima a livello locale e poi nazionale, diventando Responsabile del Movimento Femminile Provinciale del Partito Socialista torinese; nel 1961, entra nel sindacato tessile della Cgil. Nei primi anni '60, Carla è fra i promotori di un congresso sulla nocività dell'asbesto, dimostrandosi davvero pionieristica. Si occupa molto della condizione femminile in fabbrica come in famiglia; per Carla l'emancipazione della donna deve camminare di pari passo con l'emancipazione della classe operaia. La sua esistenza è riassunta in un libro dal titolo *Esperienze di vita*, pubblicato nel 2019.

Fiorenza Taricone

GIULIANO PONTARA, *L'antibarbarie. La concezione etico-politica di Gandhi e il XXI secolo*, Edizioni Gruppo Abele, Torino 2019 (I ed. EGA editore, 2006), pp. 352.

In occasione del 150° anniversario della nascita di Gandhi, Giuliano Pontara, grande esperto del pensiero gandhiano, propone un'edizione aggiornata di una sua importante pubblicazione del 2006. A Gandhi Pontara ha dedicato studi significativi fra i quali va ricordato *Teoria e pratica della nonviolenza*, che consente di disporre in italiano di un'ampia raccolta di scritti del Mahatma, preceduta da una approfondita Introduzione.

L'antibarbarie utilizza un'accurata discussione delle tesi di Gandhi per contestare le *tendenze naziste* «largamente presenti nel mondo» (p.13). La *Weltanschauung* nazista va «intesa come ideologia generale, categoria storica», come insieme di «strutture mentali, assunti, atteggiamenti, norme, valori largamente condivisi» (p. 313), sempre presenti nella storia e tutt'altro che scomparse ai nostri giorni. Pontara espone tale contrapposizione tra il primo e l'ultimo capitolo; negli 8 restanti, dopo aver presentato la figura del Mahatma, esamina e discute i principali motivi del gandhismo, tra i quali la relazione fra etica e politica, la teoria della nonviolenza, la strategia di risoluzione nonviolenta dei conflitti, il concetto di verità, e altro ancora: è impossibile riassumere tutti questi temi nello spazio di una recensione. Scelgo, pertanto, di soffermarmi sui capitoli 1 e 10.

Nel secolo XXI, analogamente a quanto già avveniva nel precedente, si assiste al parallelo sviluppo di due antichi fenomeni («l'escalation della brutalizzazione e la globalizzazione della violenza», p.21) che, dalla prima guerra mondiale in modo esponenzialmente crescente, hanno provocato un enorme numero di vittime innocenti.

La loro presenza nel mondo ha favorito l'affermarsi del nazismo il quale ha sviluppato una cultura che li ha incrementati.

Le "tendenze naziste" sono caratterizzate da alcune ideologie di fondo in stretta relazione fra loro, che Pontara elenca in otto punti: il mondo come teatro della lotta per la supremazia; il diritto del più forte; la scissione fra morale e politica; l'elitismo; il disprezzo per i più deboli; l'esaltazione della violenza; il culto dell'obbedienza assoluta; il dogmatismo "fanatico". La lotta per la supremazia crea lo scarto fra il "forte" e il "debole", soprattutto se si ignorano le norme morali, ed implica una visione elitista dei rapporti sociali, l'esaltazione della violenza e della guerra. Il "forte", impone l'assoluta obbedienza ai propri ordini e sottomette il "debole". È definibile nazista anche la mistificazione delle teorie darwiniane che, da legge generale di selezione, vengono elevate «a principio normativo supremo per il mondo umano», per il quale «la forza brutta è l'unico fattore che fornisce legittimità *de jure*» (p. 32) e si pone come criterio del bene e del male, con un totale svincolamento dalla morale, cosa che non impedisce al nazista di utilizzare, manipolandolo, un *linguaggio* morale. La "glorificazione della violenza", si collega «al culto anche estetico della morte», all'esaltazione della guerra come mezzo di rinnovamento della «originaria identità cristiana», guerra paradossalmente definita «umanitaria», «etica» (pp. 50-54).

Teorie strettamente imparentate con quelle del nazismo storico si trovano ai nostri tempi anche presso molte Nazioni che si definiscono democratiche.

Nell'ultimo capitolo, Pontara mostra come le «tendenze nonviolente» indichino praticabili alternative per «uscire dalla barbarie» della *Weltanschauung* nazista.

Alle tesi sulla supremazia, «la mentalità nonviolenta oppone una visione del mondo» incentrata su un presupposto costruttivo, grazie al quale gli esseri umani possano «risolvere i conflitti senza distruggersi» (pp. 314-315).

La nonviolenza contrasta il "diritto" di comandare fondato sulla forza con una concezione normativa della democrazia incentrata sul rispetto della persona, sulla distribuzione egalitaria del potere, su un concetto "ricostruttivo" di giustizia: un'idea di democrazia diversa da quella consueta nel mondo occidentale contemporaneo, in cui sono assenti i principi della nonviolenza.

L'atteggiamento nonviolento non accetta la subordinazione dell'etica alla politica: l'azione politica che deve essere vincolata da principi etici e alla dicotomia amico/nemico, propria del nazismo, sostituisce quella amico/amico che rifiuta la «deumanizzazione di sé e del nemico» (p. 317).

All'elitismo si risponde con l'«umiltà dell'egalitarismo»: all'idea di popoli eletti, di civiltà superiori, dello scontro di civiltà, «la mentalità nonviolenta oppone la ricchezza delle culture» e «il dialogo interculturale» (p. 318).

Dal disprezzo per il debole deriva il «modello di un mercato [...] che condanna l'economicamente debole a essere sfruttato», che va sostituito con «un'economia regolata in conformità a precise esigenze etiche di equità e di benessere di tutti» (p. 319).

La glorificazione della guerra è contrastata con la sua dissacrazione, con la condanna dei suoi imprevedibili «effetti collaterali», con la denuncia delle mistificazioni linguistiche che pretendono di giustificarla. Tuttavia, «la mentalità non violenta non nega [...] l'uso della violenza armata in determinate situazioni»; semmai ne sottolinea gli inevitabili esiti di brutalizzazione.

La mentalità nonviolenta non accetta il mito dell'obbedienza assoluta al più forte: sostiene la validità di una coscienza morale critica, base di quella disobbedienza civile che constitui la cifra fondamentale dell'azione politica di Gandhi.

Infine, il Mahatma sostituisce al dogmatismo un atteggiamento fallibilista, conciliato con la sua convinzione del primato indiscutibile della verità: essere convinti della verità delle proprie «buone ragioni» non esclude la possibilità dell'errore. Va rifiutato quindi qualsiasi indottrinamento o manipolazione delle coscienze: a ciò «la mentalità nonviolenta oppone media democratici di comunicazione, informazione critica», dialogo, pratiche di giornalismo aperto e critico.

In conclusione, il problema di fondo per l'uscita dalla barbarie è «combattere la barbarie senza diventare barbari» (p. 325). Naturalmente, commenta Pontara, è evidente come oggi appaia difficile eliminare tutti i tentacoli che la barbarie ha insinuato nel mondo, ma «rivolgendo l'attenzione alle forze morali, costruttive e nonviolente [...] si possono trovare [...] appigli per un'intelligente speranza» e se Gandhi stesso riconosceva come il compito sia arduo, Pontara può giustamente chiedersi: «Ma esistono forse vie facili?» (pp. 326-327).

Annamaria Loche

TZVETAN TODOROV, *L'identità europea*, Milano, Garzanti, 2019, pp. 96.

In questo piccolo volume Tzvetan Todorov indaga i motivi e le possibilità di un'identità europea, tema certamente non nuovo ma appartenente a un dibattito da sempre controverso. L'intento di Todorov è sin dalle prime pagine chiaro: togliere alla narrazione dell'Europa quel velo ideale che spesso l'ammanta, il quale rischia

perfino di ostacolare la strada verso una più forte compattezza politica del progetto europeo. Su questo filo, ciò che emerge dal libro è che il continente europeo deve anzitutto fare i conti con se stesso e con il suo passato, un trascorso di luci e ombre.

Dritto e rovescio: se la storia d'Europa è un passato di tradizioni e culture che, connesse l'una con l'altra, si sono susseguite, evolvendosi continuamente, sintetizzandosi prima e poi integrandosi ancora con contaminazioni culturali sempre nuove; se è vero che la sua storia è un percorso disseminato di grandi successi; se è patria dei più grandi pensatori e crogiolo di saperi, allora è ugualmente vero che la storia del continente europeo è anche quella di guerre e massacri. «Si potrebbe dire – scrive l'autore – che in Europa ogni dottrina ha risvegliato anche il suo opposto» (p. 22). L'Europa è infatti madre tanto dell'idea di uguaglianza quanto di quella di schiavitù, ha dato i natali al concetto di tolleranza ma è stata, al contempo, teatro di guerre di religione e persecuzioni. Cicatrici e crepe sono evidenti, non si può infatti pensare di costruire l'identità europea a colpi di *maquillage*.

«Siamo allora condannati a rinunciare all'idea di un'identità europea?» (p. 25) si chiede a un certo punto Todorov. La risposta è no, ma occorre avere coscienza del fatto che un'identità europea che funzioni non può solamente guardarsi indietro. Su questo l'autore coglie il segno, offrendo uno spunto di analisi interessante e un'importante critica costruttiva alla narrazione europeista. È infatti corretto pensare la storia dell'Europa e le trasformazioni che l'hanno condotta fino ad oggi come sostrato fertile per far germogliare i semi della sua identità ma è parimenti vero che questo tipo di narrazione è quella utilizzata oggi dai nazionalisti per impedire che ulteriori processi evolutivi si affermino. Difatti, attingendo come più conviene agli attributi che hanno caratterizzato le fasi storiche del continente europeo, i nazionalisti – sostiene Todorov – creano linee di frattura tra conservazione e prospettive multiculturali, imperniate – per fare un esempio – sull'idea di Europa cristiana. Ne risulta quindi che fondare una narrazione europeista solamente sul passato può essere rischioso e sicuramente non è sufficiente. Occorre, invece, pensare la storia d'Europa alla stregua della sua mutevolezza.

A questo punto sono due le parole chiave: unità e pluralità. Termini apparentemente contraddittori si rivelano opposti che si attraggono («la differenza diventa identità e la pluralità unità», scrive a p. 43). L'unità si realizza così nella pluralità, caratteristica propria del continente europeo che, come una spugna, ha saputo nel corso dei secoli assorbire variegate esperienze culturali, rivelandosi così non solo plurale internamente ma anche «[aperto] alle influenze esterne» (p. 36). Emerge abbastanza chiaramente che la cultura europea è, in questa prospettiva, concepita come un processo di rielaborazione

continua, affermatosi – come risalta dalle parole di Todorov – grazie a due importanti tradizioni culturali levatesi in Europa: l'illuminismo e il liberalismo.

Interessante è poi il riferimento all'idea di "volontà generale", come calco sul quale possa modellarsi una «memoria generale» europea. Questa, diversa da una eventuale "memoria comune" (chiara qui la rousseauiana contrapposizione tra "volontà generale" e "volontà di tutti), metterebbe in atto una prassi autoriflessiva incessante e consterebbe in un esercizio di ponderazione continua circa la legittimità di tutte le altre "memorie" esistenti, ossia quelle di ciascuno Stato europeo. A questo proposito, un passaggio risulta particolarmente significativo: «[gli europei] confrontando la propria versione del passato con quella dei nemici di ieri – scrive Todorov –, scopriranno che il proprio popolo non sempre ha svolto i ruoli comodi dell'eroe o della vittima e sfuggiranno così alla tentazione manichea di vedere bene e male ripartiti dai due lati della frontiera, il primo identificato nel "noi", il secondo negli "altri"; e a quella, più in generale, di ridurre il passato a categorie morali molto nette, come "bene" e "male"» (p. 51).

«Eppure, è evidente che non basta», la trasformazione del «negativo in positivo», della «pluralità in unità», non è sufficiente (p. 58). La valutazione dell'Europa che emerge nelle pagine scritte da Todorov è quella di un progetto unico e al contempo incompleto, per questo occorre una più stringente unione politica, volta a tutelare gli interessi comuni degli europei, i quali beneficerebbero di notevoli vantaggi da più forti attribuzioni devolute al livello sopranazionale. L'analisi di Todorov non si esaurisce però qui. Altri aspetti vengono sollevati, primo fra tutti quello relativo alla solidarietà tra europei. Non secondario è poi il problema esiziale della mancanza di un contesto democratico comune. Infine, Todorov non manca di parlare de *L'Europa in Occidente*, come titola il penultimo capitolo.

Come già accennavamo, l'intento di Todorov è stato sin da subito quello di operare un'analisi lucida che non cadesse in ingenuità. La conclusione del volume resta coerente e l'autore ci offre una preziosa lezione: «La politica efficace non consiste nello scegliere il realismo contro l'idealismo, o il contrario, ma nel richiamarsi a entrambi: individuare un ideale, in questo caso il benessere dei popoli europei, e fornirsi dei mezzi per raggiungerlo» (p. 87).

In definitiva, il pregio di questo piccolo volume è quello di ripensare l'identità europea attraverso una nuova consapevolezza. Anzitutto, circa la storia del continente europeo, la quale possiede un dritto e un rovescio, ha vissuto luci e ombre ed è stata segnata da cicatrici e crepe, come è stato detto. Secondariamente, circa l'importanza del pluralismo come peculiarità del tutto europea, in grado di invertire la logica omogeneità-unità. Ma non solo. L'operazione di Todorov è ben

più importante e indica una via alternativa ai sostenitori del progetto europeo per affermare una cittadinanza europea che si possa radicare su stabili fondamenta identitarie. Questa operazione consiste nel rinunciare all'idea di una cultura europea unitaria per fare del pluralismo il minimo comune denominatore degli "europei".

Nicholas L. Pesci

EISSN 2037-0520

Dalla quarta di copertina Back Cover

Libri ricevuti o segnalati
a cura della Redazione

ALAGNA LUANA M. – ARIENZO ALESSANDRO, *Sud-Nord. Identità, sviluppo, confini*, “*Mothia*. Quaderni di culture mediterranee”, Palermo University Press, 2020, pp. 291, prezzo: euro 20,00.

Il volume, il secondo della collana “*Mothia*. Quaderni di culture mediterranee”, raccoglie i contributi di studiosi del panorama accademico nazionale ed internazionale. In continuità ideale con la terza edizione della Summer School di Marsala dal titolo *Sud-Nord: Identità, sviluppo, confini* i capitoli raccolti esaminano – nell’ottica della multidisciplinarietà – quella dualità geo-storica, che spesso contiene il senso della dicotomia oppositiva, e dalle quali coordinate sono stati generati modelli di sviluppo culturale, economico, politico e sociale alternativi, divergenti e anche sbilanciati, a scapito di quella parte di mondo, di continente, di nazione o regione che nel sud ritrova la misura di un progresso col segno meno. L’intento di questo libro è di dimostrare con efficacia quanto complesso sia oggi il dibattito intorno ai confini, alle loro articolazioni spaziali, funzionali, simboliche. La sfida posta da un diverso approccio alle relazioni tra i Nord e i Sud del mondo, allo sviluppo non può che presupporre una modalità nuova, non confinaria, di praticare e attraversare le identità che noi siamo.

BUSCEMI MAURO, *Da Toniolo a Sturzo. Scenario storico e progetto politico dei cattolici in Italia*, Roma, Ecra, 2020, pp. 139, prezzo: euro 20,00.

Le biografie intellettuali di Giuseppe Toniolo e Luigi Sturzo, arricchite dal loro considerevole patrimonio di opere d’ingegno e d’azione, raccontano in prima persona la storia del movimento cattolico italiano, descrivendone e preparandone dall’interno i cambiamenti che esso vive e attraversa durante alcuni decisivi passaggi intercorsi tra l’Ottocento e il Novecento. Di questo percorso storico, infatti, l’uno e l’altro sono a pieno titolo protagonisti e vi agiscono elaborando idee e visioni, i cui effetti si colgono distintamente nelle organizzazioni sociali e politiche da loro concepite e fondate. Le Settimane sociali e il

Storia e Politica, XII n. 2, 2020, pp. 362-364

Partito popolare italiano restano nel tempo come i punti cardinali da cui transita senza soluzione di continuità il percorso dei cattolici italiani nella storia sociale e politica contemporanea. Grazie all'apporto di entrambi, i cattolici troveranno la loro posizione appropriata nello stato nazionale e contribuiranno alla valorizzazione della democrazia come scenario culturale e ordinamento istituzionale nato per includere la presenza del popolo a tutti i livelli e senza distinzione di classi.

CATANZARO ANDREA, *Politics through the Iliad and Odyssey. Hobbes writes Homer*, New York, Routledge, 2019, pp. 197, prezzo: £96,00.

Facing censorship and being confined to the fringes of the political debate of his time, Thomas Hobbes turned his attention to translating Homer's Iliad and the Odyssey from Greek into English. Many have not considered enough the usefulness of these translations. In this book, Andrea Catanzaro analyses the political value of Hobbes' translations of Homer's works and exposes the existence of a link between the translations and the previous works of the Malmesbury philosopher. In doing so, he asks: • What new information concerning Hobbes' political and philosophical thought can be rendered from mere translation? • What new offerings can a man in his eighties at the time offer, having widely explained his political ideas in numerous famous essays and treatises? • What new elements can be deduced in a text that was well-known in England and where there were better versions than the ones produced by Hobbes?

FAZIO IDA – FOTI RITA LOREDANA (a cura di), *Soggetti, diritti, poteri. Studi per Giovanna Fiume*, Milano, FrancoAngeli, 2020, pp. 278, prezzo: euro 37,00.

Un gruppo di compagne e compagni di strada e di ricerca di Giovanna Fiume, storica che ha attraversato con i suoi interessi scientifici una molteplicità di campi di indagine, si riunisce per offrirle, in occasione della conclusione della sua carriera accademica, studi che si allacciano ad alcuni dei molti fili che compongono la trama della sua storiografia. La storia delle donne e gli studi di genere, la storia politica articolata con i metodi della microanalisi storica, la storia religiosa con un focus speciale sulle religiosità "altre" si uniscono in questo libro a riflessioni centrate sul suo percorso di storica della schiavitù mediterranea e dei subalterni.

MALANDRINO CORRADO – QUIRICO STEFANO, *L'idea di Europa. Storie e prospettive*, Roma, Carocci editore, 2020, pp. 282, prezzo: 25,00.

Mentre l'Unione Europea attraversa un delicato tornante storico, in cui l'emergenza legata al covid-19 si innesta sulla prolunga-

ta crisi scaturita nel 2005 dal fallimento del progetto “costituzionale”, il libro ricostruisce lo sviluppo dell'idea di Europa dall'età antica a quella contemporanea. Passando in rassegna autori e correnti di pensiero di diverso orientamento, il volume individua l'humus politico-culturale da cui prende le mosse, a metà Novecento, il processo di integrazione europea, scandito dall'alternarsi di luci e ombre. E di fronte al riflusso sovranista di inizio millennio prova a delineare il quadro valoriale e istituzionale per un rilancio politico dell'Europa.